

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

22 FEVRIER 2018

N°178

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA DU 22 FEVRIER 2018

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 22 février 2018</i>)	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (<i>Conseil du 22 février 2018</i>)	247
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (<i>Mois de février 2018</i>)	462

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE.....	9
CULTURE.....	13
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	42
FINANCES.....	68
HORS COMMISSION.....	108
LOGEMENT.....	154
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	186
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	193
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	201
RESSOURCES HUMAINES.....	212
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES.....	222
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRENNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET RECNIQUE.....	229
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	236
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	240

PARTIE 1

SOMMAIRE

DELIB N°	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
-----------------	--	--------------

M2018-72	Association Informatique Plus - Chantier d'insertion Numérique @ Work - Subvention - Convention - Autorisation de signature	10
----------	---	----

DELIB N°	CULTURE	PAGES
-----------------	----------------	--------------

M2018-74	Convention-cadre collaboration culturelle avec la Société Nationale de Radio France et la Région Occitanie relative au festival Radio France Occitanie Montpellier - Autorisation de signature	14
----------	--	----

M2018-75	Création d'un bureau d'accueil des tournages métropolitain mutualisé avec la Ville de Montpellier - Approbation	17
----------	---	----

M2018-76	Direction des médiathèques et du livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire "Partir en livre 2018" et prise en charge des frais de déplacement des auteurs invités - Approbation	21
----------	--	----

M2018-77	Direction de la Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Adhésion à la Cinémathèque du film documentaire - Approbation	24
----------	--	----

M2018-78	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires et la Direction Régionale des Affaires Culturelles - Autorisation de signature	27
----------	--	----

M2018-79	Musée Fabre - Convention de mécénat avec l'Hôtel Oceania Le Métropole - Autorisation de signature	30
----------	---	----

M2018-80	Relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset-Déclaration de projet emportant approbation des nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier - Adoption	33
----------	---	----

M2018-81	Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention d'occupation de l'Agora, Cité internationale de la danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature	39
----------	---	----

DELIB N°	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGES
-----------------	---	--------------

M2018-53	Association Open Data France - Augmentation du tarif de l'adhésion - Approbation	43
----------	--	----

M2018-54	Frais de déplacement à l'étranger pour des élus et des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerrané Métropole - Autorisation	46
----------	--	----

M2018-55	Partenariat Montpellier Méditerranée Métropole/Agence France Entrepreneur - Attribution de subventions pour l'année 2018 - Approbation - Autorisation de signature	49
----------	--	----

PARTIE 1 SOMMAIRE

DELIB N°	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGES
M2018-56	Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2018 - Approbation	53
M2018-57	Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole	56
M2018-58	Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer	59
M2018-59	Marché international des professionnels de l'immobilier 2018 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	62
M2018-60	Convention de partenariat 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier - Actions Design - Autorisation de signature	65

DELIB N°	FINANCES	PAGES
M2018-42	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation	69
M2018-43	Budget primitif 2018 - Adoption	81
M2018-44	Affectation des subventions - Adoption	93

DELIB N°	HORS COMMISSION	PAGES
M2018-45	Mission d'Information et d'Evaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation des modalités de dépôt des listes	109
M2018-46	Accord de coopération Toulouse Métropole - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan 2017 et perspectives 2018	112
M2018-47	Actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes - Désignations	115
M2018-48	Mandat Spécial (Mission et représentation) des élus - Prise en Charge – Approbation	118
M2018-49	Article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation	121
M2018-50	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	127
M2018-89	Mission Fès (Maroc) du 28 février au 2 mars - Participation au Congrès franco-marocain de pathologie du sommeil - Autorisation de la mission	151

PARTIE 1 SOMMAIRE

DELIB N°	LOGEMENT	PAGES
M2018-63	Construction de 44 logements sociaux - Résidence ' Canteloup ', chemin des Canteloups à Courmonterral - Attribution de subvention à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	155
M2018-64	Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Tempo ', rue Antoine Garcia à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	158
M2018-65	Construction de 101 logements sociaux - Résidence ' Le Prado Concorde ', place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	163
M2018-66	Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Modern'Art ', 42 rue Proudhon à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	167
M2018-67	Construction de 6 logements sociaux - résidence ' Selenia ', rue de la Gare à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	170
M2018-68	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-cinq logements et des parties communes de deux copropriétés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	174
M2018-69	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Contribution volontaire d'EDF - Convention - Autorisation	177
M2018-70	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation	180
M2018-71	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions logement 2018 - Attribution de subvention ISSUE et CCAS Montpellier	183

DELIB N°	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGES
----------	--	-------

M2018-51	Convention de projet partenarial "Route de Béziers" avec la société SEP Fontaine de Pontou pour la réalisation de 3 lots à bâtir sur la parcelle AN195 - Commune de Saint Jean de Védas - Approbation du périmètre du PUP - Autorisation de signature	187
M2018-52	Programmes Investissements d'Avenir - ' Territoires d'Innovation de Grande Ambition ' - Accord de Consortium ingénierie du projet "Littoral +" - entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie	190

DELIB N°	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
----------	---	-------

M2018-84	Environnement - Demeter - Centre de tri des déchets recyclables secs - Rénovation & extension du centre de tri - Dossier de demande d'autorisation environnementale - Demande d'ouverture d'enquête publique	194
----------	--	-----

PARTIE 1 SOMMAIRE

DELIB N°	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-85	Appel à projets "solutions intégrées de mobilité GNV" - Convention de partenariat avec la société Seven - Autorisation de signer le contrat de GME	198
DELIB N°	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2018-61	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu (Chine) du 17 au 25 mars 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	202
M2018-62	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Exploitation des équipements - Choix du futur mode de gestion - Autorisation de signature	205
DELIB N°	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2018-41	Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	213
M2018-73	Modification du tableau des emplois et des effectifs	216
DELIB N°	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2018-82	Réseau des piscines - Opération La Nuit de l'Eau - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité français pour l'UNICEF - Autorisation de signature	223
M2018-83	Complexe Sportif Jules Rimet à Sussargues - Gestion des installations - Convention de gestion - Autorisation de signature	226
DELIB N°	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
M2018-40	Présentation du rapport préalable au budget, sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de développement durable - Approbation	230
DELIB N°	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
M2018-86	Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature	237
DELIB N°	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-87	Réhabilitation du château de Bocaud et aménagement du cœur de ville - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou - Approbation- Autorisation de signature	241

PARTIE 1
SOMMAIRE

DELIB N°	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-88	Montpellier - Requalification des espaces publics aux abords du nouveau monument "Le Jardin des Héros" - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier - Autorisation de signature	244

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Informatique Plus - Chantier d'insertion Numérique @ Work - Subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, insertion par l'économie et développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'Etat le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM).

Il s'agit d'un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2020. L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique,
- organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat,
- coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires notamment du contrat de ville soutiennent des opérateurs associatifs dont « Informatique Plus » pour la réalisation de chantiers d'insertion sur le territoire de la Métropole.

Créée en avril 2002, l'association Informatique Plus a pour objet social de faciliter l'insertion de personnes « sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ». Pour cela, elle s'appuie sur un chantier d'insertion se déroulant sur les communes de Castries et de Montpellier dont l'activité est centrée sur la récupération d'ordinateurs inutilisés, auprès d'acteurs divers (administrations, associations, entreprises, particuliers...) en vue de les reconditionner puis commercialiser à prix modéré ou céder gratuitement à des associations d'utilité sociale (sportives, culturelles, ...) et/ou à un public démuné.

En novembre 2016, l'association a lancé à titre expérimental un nouveau chantier d'Insertion intitulé « Numérique @ Work » qui fonctionne comme « agence de communication solidaire » (création de sites web, conception et réalisation multimédia, ...).

Cette activité constitue un support permettant à l'association de créer 12 postes de travail sur une période de 12 mois. Chaque poste pourra bénéficier à une voire deux personnes (recrutement en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion pour une durée de 6 mois avec possibilité de renouvellement).

Ce chantier vise à pré-qualifier dans les métiers du numérique des personnes éloignées de l'emploi notamment en ciblant des jeunes issus des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) tout en préservant une mixité dans les profils des bénéficiaires de l'action (objectif de 5 postes au minimum). C'est pour cela que l'action se déroule dans le quartier Petit-Bard Pergola.

Ce chantier est également complémentaire aux offres de formation existantes (Grandes Ecoles du Numérique, Programme Régional Qualifiant...) dont il a vocation à être une première étape de parcours d'insertion s'adressant plutôt à des personnes très éloignées de l'emploi.

L'association Informatique Plus assure la maîtrise d'œuvre de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative et financière.

A l'issue du chantier, sur les 17 salariés qui ont intégrés l'action (dont 11 jeunes et 8 des quartiers prioritaires), 14 personnes soit 82% sont sorties pour motif dynamique :

- 6 en emplois durables (CDI ou CDD > 6 mois) : 3 jeunes QPV, 1 jeune TH, 2 RSA
- 1 sortie de transition (CDD < 6 mois) : 1 jeune QPV
- 7 sorties positives (5 formations qualifiantes et 2 contrats aidés) : 3 jeunes dont 1 QPV, 4 RSA dont 1 TH, 1 RSA QPV

Dans une perspective de reconduction du chantier, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 25 000 euros sur un budget prévisionnel total de 272 895 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE), de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 167 823 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) ;
- 30 000 € de la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale) ;
- 30 000 € du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- 25 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 18 000 € de prestations de services ;
- 2072 € autres recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Informatique Plus, une subvention de 25 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion et d'utilité sociale « Numérique @ Work », sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 936 ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Culture - Convention-cadre collaboration culturelle avec la Société Nationale de Radio France et la Région Occitanie relative au festival Radio France Occitanie Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Depuis sa première édition en 1985, le Festival Radio France Occitanie Montpellier a construit son succès et sa notoriété grâce à l'originalité, la diversité et la richesse de sa programmation, la redécouverte d'œuvres oubliées, la création d'œuvres nouvelles et innovantes, la promotion de jeunes talents et, plus généralement, sur la volonté d'offrir l'excellence au plus grand nombre.

La 33^{ème} édition du festival, qui s'est déroulée du 10 au 28 juillet 2017, a confirmé ce succès et réuni plus de 100 000 spectateurs autour de 152 concerts et manifestations.

Afin de doter le festival d'un statut et d'une structure juridique, a été fondée en 1984 l'Association du Festival Radio France Occitanie Montpellier, au sein de laquelle sont représentées Radio France et les collectivités publiques partenaires. Depuis 1985, une convention pluriannuelle, reconduite en 1991, 1998, 2004, 2011 et 2013 définit les modalités de participation des partenaires à la préparation, l'organisation, la tenue et le financement du festival.

Il est aujourd'hui proposé de conclure avec la Société Nationale de Radiodiffusion Radio France et la région Occitanie une convention-cadre de collaboration culturelle qui définira les apports et engagements respectifs des partenaires pour les années 2018, 2019 et 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage notamment à participer à la promotion du festival et à contribuer à son financement par l'attribution d'une subvention annuelle à l'Association du Festival Radio France Occitanie Montpellier, dont le montant sera défini au regard des éléments qui lui auront été fournis, projets d'activités, programme d'actions et budgets prévisionnels notamment.

La Société Radio France et la région Occitanie s'engagent de la même manière à contribuer au financement de la manifestation et à sa promotion. La Société Radio France s'engage par ailleurs à mobiliser ses moyens de production en vue d'assurer la retransmission des concerts et la réalisation d'émissions radiophoniques, et mettra à disposition du festival les services de ses formations musicales et chorales, sa bibliothèque musicale et sa discothèque, ses moyens et équipements de reprographie, ainsi que des bureaux équipés pour assurer l'organisation de la manifestation.

La présente convention définit également les principales orientations artistiques de la manifestation et les grands axes de sa politique de communication et de promotion auprès du grand public.

Par ailleurs, la précédente convention de ce type concernant les éditions 2014, 2015 et 2016 du festival, aucune convention ne couvre l'édition 2017, ce qui soulève des problèmes dans les relations financières entre la Société Radio France et l'association qui organise le festival. Aussi est-il proposé la signature d'un avenant à la convention de coopération culturelle du 12 juillet 2013, qui la prolonge jusqu'au 31 décembre 2017, et permettra ainsi de régulariser cette situation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-cadre de collaboration culturelle avec la Société Nationale de Radiodiffusion Radio France et la région Occitanie relative au festival Radio France Montpellier Occitanie et l'avenant n°1 à la convention-cadre de coopération culturelle du 12 juillet 2013 relative au festival Radio France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et l'avenant susmentionnés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

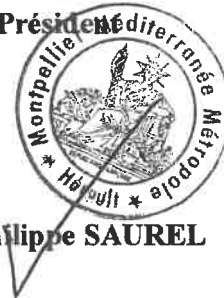
Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU; MM. Renaud CALVAT et Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix
 Contre : 1 voix
 Abstention : 0 voix
 Ne prend pas part au vote : 4 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
 le **Président**



Publiée le : **14 MARS 2018**
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
 Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Culture - Création d'un bureau d'accueil des tournages métropolitain mutualisé avec la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Constatant la multiplication des demandes de tournages sur son territoire, la ville de Montpellier a posé les jalons d'une politique attractive en créant un bureau d'accueil des tournages. Compte tenu des retombées économiques, culturelles et d'image des projets accueillis ainsi que de l'intérêt métropolitain de ce dispositif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent mutualiser ce bureau d'accueil des tournages.

1. Historique

Les objectifs initiaux affichés par la Ville étaient de faire évoluer le fonctionnement administratif d'autorisation existant et éclaté en un bureau du cinéma coordonnant les demandes des productions, puis de poser progressivement les jalons d'une politique attractive vers les productions.

Ce bureau est devenu l'interlocuteur unique des productions et a pour vocation de coordonner les démarches administratives des productions et porteurs de projets audiovisuels sur le territoire de la ville de Montpellier, en travaillant en transversalité avec tous les services municipaux impliqués (domaine public, voirie, éclairage public, police municipale etc.). Son rôle consiste également à accompagner les repérages et l'accueil des castings, et de s'assurer du bon déroulement des tournages en réduisant les nuisances auprès des riverains et des commerçants. Ponctuellement, il organise également des visites de tournages et assure un suivi des projets au moment de la diffusion (avant-premières, communiqués de presse).

Le bureau d'accueil s'est doté :

- d'un dossier spécifique de demande d'autorisation ;
- d'une charte d'accueil des tournages ;
- d'un circuit court de validation avec des référents dans tous les services ;
- de conventions-type et d'autorisations de tournage-type pour répondre aux demandes dans des délais courts ;
- d'un régisseur coordonnant le volet technique et opérationnel et qui, sur les tournages aux incidences nombreuses sur l'espace public, permet d'afficher un bilan sans incident.

2. Montée en charge et retombées

Les retombées sont aujourd'hui traduisibles par l'évolution du nombre de projets accompagnés et du nombre de jours de tournage accueillis sur le territoire, tous genres confondus : courts, moyens et longs métrages de fiction, séries télé, documentaires, reportages ou émissions TV, films institutionnels, publicités ou shootings photos, vidéos d'artistes ou clips ainsi que des projets web (séries, reportages).

De 24 projets expertisés en 2010 pour 90 jours de tournages, ce bureau a en 2016 coordonné 89 projets pour 224 jours de tournages. Les chiffres 2017, arrêtés au 1^{er} décembre, font état de 113 projets pour 210 jours de tournages, avec notamment la série « Tandem » ou le long métrage « Le Poulain » de Mathieu Sapin.

Cette montée en charge d'activités s'explique de plusieurs façons :

- Le bureau d'accueil est repéré par les professionnels, ce qui permet à la ville de maîtriser et minimiser les nuisances possibles sur l'espace public, et vérifier l'engagement du respect de la production vis-à-vis des habitants, riverains et commerçants ;
- Le tissu professionnel de l'image est de plus en plus important sur le territoire (écoles, productions, studios etc.) ;
- La ville présente une diversité et une richesse de décors qu'elle a valorisées au fil des projets accueillis.

L'évaluation des retombées pour le territoire est un enjeu majeur, pourtant celle-ci reste complexe car elle varie selon la typologie des projets accueillis, dont les impacts sont de plusieurs natures : emploi (techniciens, ouvriers, comédiens), économie directe (hébergement, restauration) et indirecte (prestations diverses), visibilité (image du territoire, richesse et valorisation patrimoniale), enjeux culturels (lien social, débats citoyens).

A titre d'exemple, les premiers éléments transmis pour la saison 2 de la série « Tandem » montrent que les dépenses cumulées pour le tournage de 12 épisodes représentent 3,5 millions d'euros sur le territoire, dont la moitié en personnel et interprétation.

En outre, on peut noter de manière particulière la préparation du feuilleton quotidien porté par le groupe France Télévision, projet d'envergure comportant 235 épisodes de 26 minutes, dont le tournage débutera en 2018. Véritable vitrine du territoire, la première saison comptabilisera plus de 100 heures de programme par an.

3. Un bureau d'accueil métropolitain

Compte tenu des atouts que possède la Métropole en terme de qualité architecturale et environnementale, de la perspective d'offrir aux productions et porteurs de projets audiovisuels une plus large palette de décors, et dans un souci d'efficacité fonctionnelle, il est donc proposé que le bureau d'accueil des tournages de Montpellier devienne un outil métropolitain.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la mutualisation des services des Directions de la Culture de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bureau d'accueil métropolitain aura pour missions de :

- Coordonner sur le territoire de la Métropole les différentes demandes émanant du tissu audiovisuel et cinéma :
 - o centraliser les demandes des productions ou porteurs de projet,
 - o assurer l'expertise et l'instruction des demandes,
 - o accompagner les repérages et l'accueil de casting sur l'ensemble du territoire de la Métropole,
 - o travailler en lien avec les services mutualisés et métropolitains,
 - o coordonner des démarches administratives et aider à l'obtention des autorisations de tournages,
 - o mettre en place les conventions nécessaires entre les productions et la Métropole.
- Conseiller et accompagner les communes :
 - o pour apporter une expertise sur les demandes reçues par les communes,
 - o pour valoriser leur environnement et les ressources du territoire comme décors potentiels,
 - o pour les assister dans les démarches administratives (arrêtés, conventions, autorisations).

Les différents outils administratifs (dossier spécifique de demande d'autorisation, charte d'accueil des tournages, conventions types et autorisations spécifiques) et de travail (base de décors, annuaire des interlocuteurs référents) seront donc adaptés à cette nouvelle configuration.

Afin d'accompagner le bureau d'accueil métropolitain dans cette démarche, il conviendra pour les communes de nommer un interlocuteur référent qui assurera le lien entre ses différents services et le bureau d'accueil.

Chaque année le bureau d'accueil des tournages communiquera au Conseil de Métropole la liste des projets accompagnés et un bilan synthétique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'un bureau d'accueil des tournages métropolitain mutualisé avec la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire "Partir en livre 2018" et prise en charge des frais de déplacement des auteurs invités - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Pour la quatrième année consécutive, le réseau des médiathèques participera au temps fort « Partir en livre », la grande fête du livre pour la jeunesse, manifestation nationale pilotée depuis 2015 par le Centre national du livre (Ministère de la Culture). Les dates ont été fixées du 11 au 22 juillet 2018.

Cet événement a pour objectif de promouvoir la lecture auprès des jeunes, en amenant le livre vers les publics sur leurs lieux de vacances ou de loisirs, en plein air.

En 2017, la programmation hors les murs du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole était l'un des deux événements labellisés par le Centre national du livre dans la région Occitanie. La participation du réseau a connu un franc succès, tant du point de vue de la fréquentation que de la qualité des échanges avec les enfants et leurs familles autour du livre et de la littérature jeunesse.

Cette manifestation s'inscrit pleinement dans la programmation culturelle annuelle du réseau des médiathèques, tournée vers la médiation du livre et de la lecture auprès des habitants de la Métropole, et s'intègre pleinement à l'*Année du Livre* de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette année, la programmation se déclinera en quatre axes principaux :

- des rencontres et ateliers avec des auteurs de littérature jeunesse et de bande dessinée sur le territoire : Jérôme Derache, Thomas Balard, Perrine Boyer, Pascale Breysse, Jon Lankry, Leen, Mariko, François Bouët, Pauline Comis, Gane Quincy, Jenny Sylvaine, François Vincent.
- l'accueil d'un auteur en résidence de médiation pendant la durée de la manifestation : l'auteur et illustratrice jeunesse Méliissa Faidherbe.
- une création d'improvisation autour de la littérature et du livre de la Compagnie B.A.O. pour animer le point lecture à la plage du Pilou de Villeneuve-lès-Maguelone et le déploiement de l'Ideas Box dans le parc Aiguelongue à Montpellier.
- des propositions de spectacles variées avec Hélène Guers et Véronique Bourdon (Compagnie Dura-ma N'Tama).

Pour la quatrième année consécutive, le réseau des médiathèques s'associera à « Piscines en fête », en œuvrant ainsi à la complémentarité des actions des équipements métropolitains et des différentes communes de la Métropole pour la mise à disposition de certains lieux.

A titre de nouveauté pour cette édition de la manifestation, est prévu d'investir en 2018 :

- le Centre Hospitalier Universitaire Arnaud de Villeneuve et la gare Saint-Roch de Montpellier,
- le parc du Terral et le parc de la Peyrière à Saint Jean de Védas.

Aussi est-il proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette manifestation pour laquelle le réseau des médiathèques pourrait bénéficier à nouveau en 2018 d'une labellisation, de solliciter la demande d'une subvention du montant le plus large possible auprès du Centre national du livre au profit du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa programmation estivale.

Le budget prévisionnel de cette opération s'élève à 22 966 €. Il est par ailleurs proposé à l'Assemblée d'autoriser la prise en charge de la totalité des frais réels liés à la venue des auteurs invités, pour un montant maximal total de 3 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention d'un montant le plus large possible auprès du Centre national du livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire "Partir en livre 2018",
- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue des auteurs invités dans le cadre de cette manifestation, à hauteur d'une dépense maximale de 3000 € TTC.
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA.

Culture - Direction de la Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Adhésion à la Cinémathèque du film documentaire - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Cinémathèque du documentaire est un groupement d'intérêt public (GIP), créé par une convention constitutive approuvée par un arrêté du 2 novembre 2017, et chargé de soutenir et de promouvoir la production et la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles appartenant au genre du documentaire. Sous la tutelle du Ministère de la culture, ses membres fondateurs sont la Société civile des auteurs multimédia (SCAM), la Bibliothèque Publique d'Information (BPI), la Bibliothèque Nationale de France (BNF), la Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM), France Télévisions, Images en bibliothèques, Film-documentaire.fr, Ardèche Images et le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Installée à la BPI, la Cinémathèque du documentaire aura une activité de programmation tout au long de l'année. Elle a également pour vocation de fédérer et susciter des initiatives sur l'ensemble du territoire national, pour améliorer la diffusion du patrimoine du film documentaire, sa visibilité et la qualité de la médiation. Elle s'appuiera pour cela sur les grandes institutions locales qui assurent la conservation des films, leur référencement et leur mise en valeur. Les propositions de programmations émanant des partenaires du premier cercle d'établissements partenaires pourront être soutenues par la Cinémathèque du film documentaire à travers une communication importante, la prise en charge de tout ou partie des frais liés aux droits de projections, aux déplacements de cinéastes, aux sous-titrage de films, etc.

En raison de la coopération ancienne du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole avec le Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier (Cinémed), le cinéma documentaire occupe à Montpellier une place privilégiée. Chaque mois de novembre, les médiathèques participent au Mois du film documentaire, depuis sa fondation en 2000 : ils proposent ainsi plus d'une centaine de projections. Depuis 2001, la médiathèque Fellini participe également au Prix Ulysse, récompensant le meilleur film de la compétition documentaire du Cinémed : accueil de la manifestation, participation à la sélection des films en compétition, saison du documentaire méditerranéen pendant l'année. Dans le cadre de la Bibliothèque numérique de référence (label attribué en 2010 par le Ministère de la Culture), 300 films ont par ailleurs été numérisés et mis en ligne sur le portail des médiathèques de la Métropole. En complément, les archives de la radio, de la télévision et du web sont consultables à la médiathèque centrale Émile Zola. L'intégration de la médiathèque Federico Fellini, consacrée à l'image en mouvement, au sein de la médiathèque centrale Emile Zola, en cours de réalisation, permettra d'amplifier le développement de ce projet autour de la promotion du cinéma. Enfin, les nombreuses collections de films documentaires mis à disposition du public par le réseau des médiathèques, consultables sur place et à domicile, en DVD ou en ligne, et l'importante action culturelle mise en œuvre le conduisent tout naturellement à se positionner au sein du premier cercle d'établissements sur lesquels la Cinémathèque du documentaire pourra s'appuyer.

Par ailleurs, le réseau des médiathèques s'inscrit sur le territoire de la Métropole, au côté d'autres établissements culturels de référence métropolitains, programmant dans leurs auditoriums respectifs des documentaires en lien avec leurs programmations annuelles : l'archéologie pour le musée archéologique Henri Prades, site archéologique Lattara, l'art et la création pour le musée Fabre.

L'adhésion au GIP La Cinémathèque du documentaire permettra de conforter ce travail de programmation et donnera davantage de visibilité au cinéma documentaire sur tout le territoire de la Métropole à travers un travail en réseau riche et ambitieux.

Afin d'intégrer ce réseau de partenaires et ainsi pouvoir bénéficier des dispositifs mis en œuvre dans ce cadre, est proposé d'autoriser l'adhésion au GIP Cinémathèque du documentaire, pour un montant annuel de 100 € TTC, et d'approuver l'accord de programmation qui définit les modalités de collaboration des structures membres sur des projets de programmations communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion au GIP La Cinémathèque du documentaire,
- approuver les termes de l'accord de programmation des partenaires de la Cinémathèque du documentaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires et la Direction Régionale des Affaires Culturelles - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il représente à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale. Dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (S.P.I.P) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C) s'avère nécessaire afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus.

Le SPIP, dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous-main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits empêchés.

La D.R.A.C Occitanie dans le cadre du protocole culture justice s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques. Elle facilite et accompagne les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous-main de justice.

Depuis 2007, une convention permet aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Le projet 2018 concernera un groupe de 10 détenus volontaires de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone accueillis sur 6 séances.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre des objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

- à mettre à disposition le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée dans le parcours permanent et les ateliers de pratiques plastiques.
- à prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel) pour un budget global prévisionnel de 3 000 €.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault s'engage :

- à prévoir et organiser les modalités de déplacement des bénéficiaires du Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- à assurer le financement des transports pour les déplacements.

La DRAC Occitanie s'engage :

- à veiller à ce qu'un lien soit établi entre cette action et les activités culturelles programmées à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone avec le soutien financier de la DRAC,
- à relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture et de la Communication.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat susmentionnée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

-29-



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUÏ, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA.

Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat avec l'Hôtel Oceania Le Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre présentera à l'été 2018 l'exposition « *Picasso. Donner à voir* », du 14 juin au 23 septembre 2018. Cette exposition est organisée dans le cadre de la manifestation culturelle internationale « Picasso-Méditerranée » qui se tient depuis le printemps 2017 et jusqu'au printemps 2019.

A l'initiative du Musée national Picasso-Paris, plus de soixante institutions ont imaginé ensemble une programmation autour de l'œuvre « obstinément méditerranéenne » de Pablo Picasso.

L'exposition « *Picasso. Donner à voir* » au musée Fabre propose une quinzaine de moments clés, au cours desquels une nouvelle forme, un nouveau style, de nouveaux procédés apparaissent. Elle rassemble un ensemble de chefs-d'œuvre qui marquent un nouveau départ dans la création de l'artiste, complété par des documents d'archives et des dessins préparatoires, livrant une photographie et une analyse de la métaphore de l'œuvre.

Cette exposition, menée avec le soutien du musée national Picasso-Paris, bénéficie de prêts de grandes collections privées et publiques internationales.

Après une rénovation de grande envergure, l'Hôtel 4 étoiles Oceania Le Métropole à Montpellier, construit en 1898, a ré-ouvert ses portes en 2017. Ce lieu emblématique de l'histoire montpelliéraine a hébergé de nombreuses célébrités, parmi lesquelles figure l'artiste Pablo Picasso. Aussi, l'Hôtel Oceania Le Métropole souhaite s'associer à l'exposition « *Picasso. Donner à voir* » en tant que témoin d'un séjour de l'artiste dans l'établissement.

Il s'engage à offrir 40 nuitées en chambres standard à 182,90€ HT l'unité pour la période de démontage de l'exposition du 24 septembre au 3 octobre 2018, sous la forme d'un mécénat en nature. Ce mécénat permettra d'accueillir une partie des convoyeurs de l'exposition (conservateurs et régisseurs des musées prêteurs).

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant du mécénat en nature d'une valeur de 7316,36 € HT, l'Hôtel Oceania Le Métropole bénéficiera de prestations au musée, selon la grille tarifaire en vigueur, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser l'Hôtel Oceania Le Métropole communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'Hôtel Oceania Le Métropole à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition « *Picasso. Donner à voir* ».

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et cessera de plein droit à la fin de l'année civile en cours lors de sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat en nature avec l'hôtel Oceania Le Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA.

Culture - Relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset-Déclaration de projet emportant approbation des nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier - Adoption

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la culture et de la communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines précités.

Équipement culturel majeur du territoire métropolitain, son label de « Conservatoire à Rayonnement Régional » a été renouvelé par le Ministère de la culture et de la communication en 2015.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur trois sites à Montpellier : le site de Lisbonne, sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m² de surface utile), le site de Candolle, sis 3 rue Candolle (1 800 m² de surface utile) et le site de l'archevêché, sis rue de la Providence. Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, son activité est liée d'une part à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité doter cet équipement de nouveaux locaux regroupés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques.

Dans cette optique, les études menées par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ont permis de conforter le choix d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, 13 avenue du Professeur Grasset, et de s'assurer que l'aménagement de cet îlot urbain pouvait aussi intégrer, notamment, la réalisation de deux programmes immobiliers.

La dimension majeure de ce futur équipement structurant pour le territoire métropolitain, a conduit le Conseil de Métropole lors de sa séance du 14 avril 2016, à en confier la réalisation à la SA3M via une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage au titre de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, ainsi qu'à se doter, par voie de concours, d'une équipe de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Un projet d'intérêt général

Le projet présente un programme d'aménagement global du site de l'ancienne maternité Grasset, comprenant la relocalisation, en un seul lieu, du CRR, l'aménagement d'espaces publics, la construction de logements, ainsi que l'implantation de commerces.

Ce projet revêt un caractère d'intérêt général manifeste considérant qu'il :

Contribue au rayonnement culturel du territoire métropolitain et à son attractivité à l'échelle régionale, nationale et européenne

Le projet d'implantation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional vise à créer un pôle d'enseignement et de diffusion artistique d'excellence qui offrira des conditions optimales d'apprentissage et favorisera une plus grande transversalité entre les arts. Il s'inscrit pleinement dans la politique de valorisation culturelle de la Métropole qui place la culture comme un des piliers stratégiques de développement du territoire.

Le projet du nouveau CRR contribuera en effet directement au développement économique local, au brassage social, à l'attractivité et au rayonnement de l'aire métropolitaine au niveau régional, national et européen. Il complètera une offre d'équipements de grande qualité, répondant aux ambitions de la Métropole de se positionner comme une capitale culturelle et touristique de l'Europe méditerranéenne.

Permet de répondre pleinement à l'ensemble des missions d'intérêt général dévolues aux Conservatoires à Rayonnement Régional

Le projet de création du nouveau Conservatoire permettra à cet équipement de jouer pleinement le rôle qui lui est assigné en tant que Conservatoire référencé « à Rayonnement Régional » par le ministère de la culture. En créant un équipement spécialement conçu pour répondre aux exigences de cette labellisation, concentrant les activités artistiques en un même lieu, diversifiant les pratiques et esthétiques artistiques et créant des espaces d'enseignement et de diffusion adaptés à ces pratiques, il répondra pleinement aux missions d'intérêt général de sensibilisation, de diversification et de développement de l'accès à la culture assignées aux CRR.

Permet de doter Montpellier Méditerranée Métropole d'un équipement plus fonctionnel, spécialement conçu pour la pratique d'enseignements artistiques, dans un contexte local de forte demande

En regroupant en un même lieu les divers sites actuels du conservatoire et en créant un établissement spécialement conçu pour la pratique musicale et la danse, le projet de création du nouveau conservatoire permettra d'offrir sur la Métropole un équipement plus fonctionnel, répondant aux exigences d'un enseignement artistique de haut niveau, notamment en matière de qualité acoustique. En doublant sa capacité d'accueil et en offrant les conditions optimales d'enseignement, il pourra pleinement jouer son rôle de vecteur de lien social, développer les chances d'accès à l'enseignement artistique et l'éclosion de talents de tous horizons.

Participe activement à la valorisation du quartier et à la résorption d'une friche urbaine emblématique et ce en intégrant des éléments de mixité et d'intensité urbaines s'appuyant sur le caractère dynamisant d'un équipement structurant

L'implantation du CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset permet de garder ce pôle d'excellence au cœur de la ville, au plus près du centre ancien et de redonner vie à ce lieu cher aux montpelliérains. Il permet d'impulser une nouvelle dynamique au quartier sur lequel il va s'ouvrir, à la ville centre et à la Métropole, en s'inscrivant dans la dynamique universitaire et d'enseignement de haut niveau qui caractérise également Montpellier. Dans cette perspective, le projet définit les conditions d'insertion urbaine du CRR, en intégrant des éléments de mixité et d'intensité urbaines s'appuyant sur le caractère dynamisant d'un équipement structurant, en l'occurrence le CRR. Cette programmation contribue à la réponse aux besoins en logements qui s'expriment sur la ville et la Métropole, dans une optique de mixité sociale et urbaine. Elle permet, en particulier, de renforcer l'offre sociale, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH), en prévoyant la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux et 20 % de logements dits intermédiaires tout en s'inscrivant dans une logique de renouvellement respectueuse de l'environnement en lien avec les orientations générales d'aménagement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la Ville de Montpellier.

Un projet nécessitant la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier par voie de déclaration de projet

Le projet n'est toutefois pas compatible avec les dispositions réglementaires du PLU en vigueur applicables au site de l'ancienne maternité Grasset. En l'espèce, l'inscription d'un espace boisé classé (EBC) au cœur du site de l'ancienne maternité, en un lieu dépourvu de végétation de qualité, empêche la construction du bâtiment prévu dans le cadre du projet de relocalisation du nouveau conservatoire, ainsi que l'aménagement d'accès sécurisés au cœur du site. Par ailleurs, la localisation en zone 3U1-1, qui n'autorise que les occupations et utilisations du sol existantes ou conformes à une vocation institutionnelle, ne permet pas la réalisation des opérations de logements ou l'implantation de commerces qui accompagnent le projet d'aménagement du site, ainsi que l'indice « b » qui limite la hauteur maximale à 55 m NGF, soit 21 m, le terrain naturel étant à 34 m NGF.

Considérant l'incompatibilité des règles d'urbanisme du PLU de la Ville de Montpellier applicables au site de l'ancienne maternité Grasset avec le programme général de l'opération, le Conseil de Métropole, lors de sa séance du 28 juin 2017, a donc pris acte de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme applicables sur la commune de Montpellier à ce projet d'intérêt général.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier, lors de sa séance du 20 juillet 2017, a émis un avis favorable sur le dossier.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, transmis pour avis à l'autorité environnementale et soumis à enquête publique conformément aux dispositions des articles L.123-1 et suivants du Code de l'Environnement :

- Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a eu lieu, le 19 septembre 2017, en présence de représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI 34), de la Ville de Montpellier et de la Métropole, afin de présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU. Le projet tel que présenté lors de cet examen conjoint, a donné lieu à un avis unanimement favorable des participants, la CCI considérant qu'il s'agit « *d'un beau projet qui permet de donner à la Ville et à la Métropole un équipement de qualité, un « bel outil », d'enseignement et de culture, dont la Métropole a besoin. La localisation convient parfaitement, à proximité des axes de transport. Le projet s'inscrit dans une logique globale de valorisation du quartier. L'aspect environnemental est traité. Le choix du projet dans son intégralité va ainsi dans le bon sens* » et la DDTM précisant qu'il s'agit d'un « *très beau projet, auquel souscrit la DDTM, tant au regard de son opportunité que des choix d'implantation et d'aménagement retenus. Le déplacement du CRR apparaît en effet comme une nécessité, du fait du fonctionnement actuel « tri-site » complexe, dans des locaux peu adaptés. La réunion en un même lieu des différentes activités du conservatoire permettra plus d'efficacité* ».

- L'autorité environnementale, sollicité le 24 juillet 2017 au titre des articles R.104-21 et suivants du Code de l'urbanisme, n'a pas émis d'avis dans les délais impartis ;

- Enfin, le dossier a été soumis à enquête publique unique du mardi 05 décembre 2017 au vendredi 05 janvier 2018 inclus, soit 32 jours consécutifs, et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence. A l'issue de l'enquête, Monsieur le Commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse, le 12 janvier 2018 ; il fait état principalement des éléments suivants :

« Aucune observation ne vient remettre en cause la construction du conservatoire en remplacement de la maternité Grasset qui se verra ainsi restaurée. Le caractère culturel de l'installation est approuvé à l'exception pour certains de la hauteur qui aurait pu être inférieure. Certains autres intervenants assez nombreux approuvent également la construction des logements estimant qu'il y a un besoin en la matière singulièrement dans le secteur social. Par contre, une quantité significative des observations faites par les riverains proches critique sévèrement la construction des deux immeubles d'une hauteur jugée excessive par rapport à l'ensemble des habitations riveraines. Il se trouve également apportées des critiques subsidiaires concernant les aspects environnementaux notamment la sauvegarde des arbres anciens, la protection de la faune et également le souci du préjudice apporté à leur bien immobilier [...] Peut-on envisager de modifier certains aspects de l'aménagement à la lumière des observations recueillies et donner quelques satisfactions aux riverains opposants ? Il faut penser ici à une réduction de la hauteur des bâtiments de logements remise au niveau du CRR soit 17m et à la mise en place de certaines installations telles que parcs enfants ou boulodrome et maisons pour tous ».

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en réponse, a adressé à Monsieur le Commissaire enquêteur, un mémoire exposant notamment, les éléments suivants :

S'agissant des observations relatives aux hauteurs maximales autorisées, la question mérite, en premier lieu, d'être replacée dans son contexte. A ce jour, plusieurs constructions sont déjà d'une hauteur supérieure à celle de la crèche prise parfois en référence : la hauteur du bâtiment de l'école de Chimie est de 15m, la hauteur du bâtiment d'habitation à l'angle des rues Crova et Grasset est également de 15m, enfin le bâtiment de logements situé à proximité du lycée Nevers, rue du Colonel Marchand dans le prolongement de la rue de Crova est d'une hauteur de 18m. Il est à noter que le zonage du PLU en vigueur à ce jour sur la parcelle de la Maternité Grasset autorise déjà une hauteur de 21m.

Au vu des études menées sur le CRR, la hauteur de 17m est en adéquation avec la construction bâtie et ne peut être diminuée. Dans ce contexte, afin de répondre aux observations formulées durant l'enquête, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à limiter strictement les hauteurs maximales autorisées sur le site de l'ancienne maternité Grasset à 17m (superstructures comprises, à l'exception des cheminées, des antennes, des enseignes et des dispositifs techniques de captage de l'énergie solaire ou liés à la sécurité des personnes), les immeubles de logements n'étant ainsi, pas plus hauts que les bâtiments du CRR. Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole a confirmé sa décision d'abandonner le projet d'immeuble résidentiel prévu au croisement des avenues du Professeur Grasset et Pierre d'Adhémar afin de répondre aux observations exprimées lors de l'enquête publique. Un seul immeuble résidentiel est donc maintenu et sa hauteur sera également limitée à 17m.

S'agissant du square, sa surface couvre environ 1300 m². En intégrant tous les autres espaces publics plantés qui sont réhabilités ou créés à l'occasion de ce projet, l'espace public végétalisé couvre une surface d'environ 3700m², comparable à d'autres squares de centre-ville : jardin de la Canourgue (1200m²), square de la Tour des Pins (2200m²), square Planchon (3650m²), square des Arceaux (700m²), jardin des Beaux-arts (1700m²), jardin archéologique des potiers (2600m²), square Louis Boffet (800m²), square Camille Ernst (1400m²), parc Emmanuel Roblès (3450m²), square Théophraste Renaudeau (500m²), etc. La programmation des équipements liés à ce square (boulodrome, jeux pour enfants, etc.) n'est, à ce jour, pas arrêtée (hors objet de la présente procédure) et pourra être définie ultérieurement en concertation avec les habitants du quartier.

S'agissant de la Maison Pour Tous, la construction de logements n'interdit pas l'implantation en rez-de-chaussée d'un équipement public, mais aucun engagement n'a été pris par la Ville de Montpellier sur l'implantation d'une Maison Pour Tous spécifique à ce quartier. En termes de qualité architecturale, l'ancien bâtiment de l'Internat (dont certains avis suggèrent la transformation en Maison Pour Tous) est d'une qualité moindre que les bâtiments conservés et réhabilités. Il est, par ailleurs, nécessaire de préciser que le déménagement du CRR entraîne la libération du bâtiment situé place Sainte Anne sur lequel une Maison Pour Tous est envisagée par la Ville de Montpellier : le quartier Centre disposerait alors de six Maison Pour Tous, ce qui est supérieur à la moyenne des autres quartiers. La Maison Pour Tous Chopin est, quant à elle, située à 1500 m environ du secteur Grasset, correspondant au rayon d'action habituel des Maison Pour Tous montpelliéraines.

S'agissant des aspects environnementaux, les études versées au dossier d'enquête publique, à savoir, une étude phytosanitaire portant sur l'état et la potentialité des arbres, ainsi qu'une étude faune/flore participant à un pré cadrage écologique, ont permis d'affiner la programmation au plus juste des impacts environnementaux. Dans ce contexte, il est à noter que les allées de platanes, rue de Forcrand et rue d'Adhémar, seront très majoritairement conservés : sur les 25 platanes bordant la parcelle actuelle seulement 3 devraient être abattus dont 1 pour des raisons de sécurité. Sur site, il n'est prévu d'abattre aucun sujet pérenne ; complémentaiement, le projet prévoit la plantation de 25 arbres supplémentaires sur les futures emprises publiques. En outre, il convient de constater que l'ensemble du projet de réinvestissement urbain de cette parcelle a fait l'objet d'une saisine des services de la DREAL, en date 13 octobre 2017 dans le cadre de la procédure « au cas par cas », qui ont conclu à la non sensibilité environnementale du site et à l'absence de nécessité de conduire une étude d'impact : *« Considérant que les impacts potentiels du projet sur le milieu et la santé humaine n'apparaissent pas de nature à justifier la réalisation d'une étude d'impact, eu égard : 1) à la nature du projet de revalorisation d'une friche urbaine inoccupée depuis 10 ans qui a pour principal objet la réalisation d'un équipement public qui ne devrait pas générer, à l'échelle du quartier, une évolution particulière des nuisances en lien avec son exploitation ; 2) au caractère temporaire et limité dans l'espace des nuisances liées à la réalisation des travaux, notamment en phase de démolition ; 3) aux effets positifs sur l'environnement urbain, notamment par la création d'espaces publics larges et fortement paysagers ; Considérant par ailleurs le rapport des incidences environnementales du dossier de déclaration de projet joint à la présente demande d'examen au cas par cas, qui démontre l'absence de sensibilités environnementales particulières, notamment en matière de biodiversité ; le projet de construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional (musique, danse et théâtre) et de logements sur l'ancienne maternité Grasset de la commune de Montpellier (34), objet de la demande n°2017-005498, n'est pas soumis à étude d'impact ».*

Aussi, constatant le bon déroulement de l'enquête, vu les éléments de réponse apportés et considérant que les engagements pris par Montpellier Méditerranée Métropole étaient de nature à répondre favorablement aux observations formulées durant l'enquête publique, Monsieur le Commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées, le 5 février 2018, et a émis un avis favorable sans réserve quant au projet de relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur en limitant à 17m les hauteurs maximales autorisées sur l'ensemble de l'îlot et en ne permettant pas la réalisation du projet d'immeuble résidentiel initialement prévu au croisement des avenues du Professeur Grasset et Pierre d'Adhémar ;
- prononcer, par la présente déclaration, l'intérêt général du projet de relocalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier tel que modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur ;
- prendre acte que l'adoption de la présente déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de la Ville de Montpellier telles que modifiées pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur ;
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, tel que modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur, à disposition du public à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche - 34267 Montpellier) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicité et d'affichage conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Michèle DRAY-FITOUSSI et Jackie GALABRUN-BOULBES ; MM. Guy BARRAL, Thierry BREYSSE, Laurent JAOUÏ, Jean-Marc LUSSERT et Éric PASTOR.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention d'occupation de l'Agora, Cité internationale de la danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

De ce fait, ses missions sont les suivantes :

- Offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education Nationale, et les structures de diffusion ;
- Participer par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel (mémoire, concentration, goût de l'effort, curiosité, imagination, sens artistique, sens critique et jugement, capacité d'organisation, etc...) ;
- Constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste ;
- Former à l'école du spectacle en préparant et en accompagnant les enfants et les jeunes vers le spectacle vivant et en les incitant à vivre cette émotion du direct.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de bénéficier de la mise à disposition de studios de danse situés au sein de l'Agora, Cité internationale de la Danse, et occupés par l'association Montpellier Danse, afin de pouvoir y organiser des cours de danse.

Il est ainsi proposé la signature d'une convention fixant les conditions de mise à disposition de ces studios par l'association Montpellier Danse au bénéfice du CRR.

Elle prévoit notamment que Montpellier Danse assume toute charge liée à l'occupation de ces locaux par le CRR (électricité, chauffage, eau...), en contrepartie de quoi Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assumer les dépenses liées au ménage des lieux, qui seront défactuées du montant de la refacturation annuelle des fluides, établie par la Métropole, à l'association.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation de l'Agora, Cité internationale de la Danse, avec l'association Montpellier Danse,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jackie GALABRUN-BOULBES, Sonia KERANGUEVEN et Isabelle MARSALA ; MM. Guy BARRAL, Thierry BREYSSE, Henri de VERBIZIER, Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Éric PASTOR, Jean-Luc SAVY et Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 14 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL ET ARTISANAT**



**Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat**

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

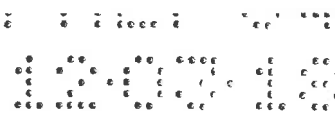
Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.



Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Association Open Data France - Augmentation du tarif de l'adhésion - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Depuis 2012 Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (open data) dans une volonté à la fois de levier économique, de transparence de l'action publique mais aussi de modernisation de l'action publique.

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la politique de Cité Intelligente portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités et leurs groupements, mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études, Montpellier Méditerranée Métropole est adhérente à l'association Open Data France depuis 2016.

Comme suite à l'Assemblée Générale du 17 novembre 2017, la grille tarifaire a évolué :

Nombre habitants < 10 000 = 100 Euros ;
10 000 < Nombre habitants < 200 000 = 400 Euros ;
200 000 < Nombre habitants < 1 000 000 = 1 000 Euros ;
1 000 000 < Nombre habitants = 3 000 Euros.

Le montant de la cotisation s'élève donc à 1 000 € H.T. (TVA à 0%) pour l'année 2018. Sous réserve de maintien de son inscription au budget, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2018 à Open Data France pour ce tarif.

Il est aussi proposé de ne pas changer le représentant de la Métropole à savoir Madame Chantal MARION, pour siéger au sein des assemblées générales et colloques de cette association.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'augmentation du tarif de l'adhésion 2018 à l'association Open Data France ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



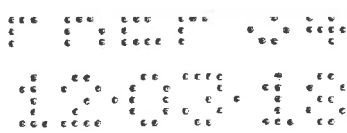
Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

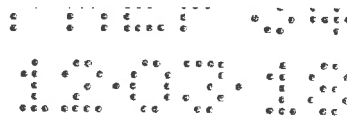
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.



Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Frais de déplacement à l'étranger pour des élus et des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux.

Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

En 2014, le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerranée Métropole à la 4^{ème} place des meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 300 incubateurs dans 67 pays.

Par ailleurs, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole est membre de la NBIA. Cette participation implique le déplacement d'une personne pour participer à minima au congrès annuel du réseau américain. Le coût estimé de ces déplacements pour 2018 s'élève à 5 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen.

Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les « Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation » et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques).

Le coût estimé de ces déplacements pour 2018 s'élève à 5 000 €.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens.

Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UNI INDEX interviendront en 2018 pour un coût estimé à 3 000 €.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents et des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 13 000 € ;
- dire que les crédits seront proposés au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


 Philippe SAUREL

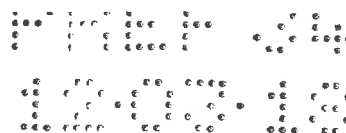
Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Partenariat Montpellier Méditerranée Métropole/Agence France Entrepreneur - Attribution de subventions pour l'année 2018 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre un partenariat avec l'Agence France Entrepreneur (AFE) pour favoriser le développement économique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, qui fait suite au lancement :

- d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), à destination des Régions et Métropoles intitulé « Initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles ». Le but est de faire émerger des actions nouvelles porteuses d'innovation ou permettre à des actions existantes de changer d'échelle en faveur de la création, reprise et développement d'entreprises dans les territoires fragiles dans le cadre d'appels à projets co-construits et cofinancés avec les Régions et Métropoles.
- d'un appel à projets visant à « Développer, animer et coordonner une offre d'accompagnement à la création/reprise dans les territoires fragiles » et ciblant dix territoires fragiles au niveau national dont le quartier de la Mosson à Montpellier. Cet appel à projets est réservé aux structures d'accompagnement à la création d'entreprises qui doivent se regrouper dans le cadre d'un consortium d'acteurs afin de présenter un projet élaboré de manière collaborative et partenariale.

1. Appel à Manifestation d'Intérêt - Entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires politique de la ville de Montpellier

La Métropole a candidaté à l'AMI et a été retenue par l'AFE pour mettre en œuvre un appel à projets dédié à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la ville de Montpellier, co-construit et cofinancé par la Métropole et l'AFE. L'engagement de l'AFE sur trois années est de 180 000 € conformément aux modalités de partenariat validées en Conseil de Métropole du 2 novembre 2017.

L'appel à projets 2018 a été ouvert du 15 novembre au 15 décembre 2017 doté d'une enveloppe de 120 000 € répartie de manière égale entre Montpellier Méditerranée Métropole (60 000 €) et l'AFE (60 000 €).

Ce dernier a permis de collecter 11 projets qui couvrent l'ensemble des quartiers prioritaires. Le montant des subventions sollicitées auprès de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'AFE est de 218 315 € pour un budget total de fonctionnement des actions de 705 659 €. Il est à souligner que les projets soutenus doivent faire l'objet de co-financements.

A l'issue de la phase d'instruction des projets par l'ensemble des partenaires du Podem-contrat de ville et des services de l'AFE, il est proposé de soutenir 8 projets portés par 7 organismes pour un total de 120 000 €.

La répartition des financements proposés, par organisme et projet est la suivante :

Structure	Projet	Subvention proposée
Adie	Le Microcrédit Adie au cœur des quartiers prioritaires	15 000 €
Airdie	Mobilisation des outils de financement et d'accompagnement à la création d'activité traditionnelle et ESS	10 000 €
Axents	Animation Territoriale	10 000 €
BGE	CitésLab	10 000 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (Groupement animé par la CMA 34)	Parcours d'accompagnement et de formation multi-acteurs pour les porteurs de projets issus des QPV	30 000 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault	Professionnalisation des actifs des QPV	12 500 €
Initiative Montpellier Pic Saint Loup	Prêt excellence quartier	20 000 €
Profil Emploi	Accompagnement de jeunes porteurs de projets des QPV	12 500 €

Conformément au partenariat conclu avec l'AFE, Montpellier Méditerranée Métropole remettra à l'AFE les documents de suivi global de l'appel à projets et de chaque action soutenue lors des appels de fonds intermédiaire et de solde liés au cofinancement global de l'AFE de l'appel à projets.

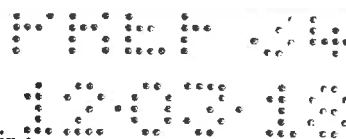
2. Appel à projets - Fabrique à entreprendre Mosson

Un consortium composé des organismes intervenant dans l'accompagnement des créateurs d'entreprises (Adie ; Airdie ; Axents ; BGE Montpellier ; Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault ; Chambre des Métiers de l'Hérault ; Initiative Montpellier ; PFCA34) a déposé un projet intitulé la « Fabrique à entreprendre Mosson ». De par son expertise dans l'accompagnement de porteurs de projets ainsi que de son implantation au cœur du quartier de la Mosson, l'association AXENTS a été désignée chef de file de ce consortium.

Retenu par l'AFE et bénéficiant du soutien des partenaires signataires du contrat de ville, le projet déposé vise à expérimenter, sur le territoire de la Mosson, une plateforme entrepreneuriale, permettant de faire le lien entre l'offre de services des principaux acteurs de la création/reprise d'entreprises et les habitants du quartier de la Mosson ayant le souhait de créer ou reprendre une activité.

Le budget prévisionnel du projet de « Fabrique à entreprendre Mosson » s'élève à 568 022 € sur trois ans (2018-2020). L'AFE s'engage à cofinancer le projet à hauteur de 253 000 € sur trois ans, en contrepartie de cofinancements des partenaires locaux d'un montant au moins égal, ainsi que d'un autofinancement des acteurs du consortium.

Pour l'exercice 2018, il est proposé de soutenir ce projet par une subvention de 20 000 €, en complémentarité de l'Etat, la Région Occitanie et la Caisse des dépôts.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions relatives à l'appel à projets 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'AFE en faveur du développement économique des quartiers prioritaires, pour un montant total de subventions de 120 000 euros ;
- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 euros à l'association AXENTS au titre de l'exercice 2018, pour cofinancer, avec l'AFE notamment, le projet de Fabrique à Entreprendre ;
- dire que ces crédits sont inscrits au budget primitif 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de cofinancement(s) et de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chaque structure bénéficiaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Joël VERA.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2018 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Centre (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

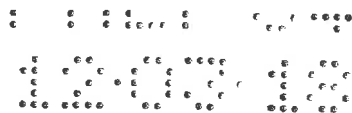
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL



Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, René REVOL, Joël VERA.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a pour ambition de devenir l'une des métropoles les plus attractives de France, mais aussi d'Europe. Elle engage ainsi une méthode singulière afin de créer des richesses et de l'emploi durablement pour répondre aux besoins de son territoire. A travers la stratégie « FAIR », pour une politique *juste* et pour agir, les objectifs sont de Fédérer les énergies en mettant les écosystèmes en mouvement, Accélérer la création et la croissance des entreprises, Planter, installer les entreprises en développant une offre foncière et immobilière adaptée et Responsabiliser les acteurs économiques en soutenant une économie solidaire et l'emploi.

Figure de proue de cette stratégie métropolitaine, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (30 ans en 2017), classé 4^e meilleur incubateur mondial par UBI Global, fait rayonner dans le monde entier l'expertise montpelliéraine en matière d'accompagnement en parfaite intégration avec les acteurs économiques.

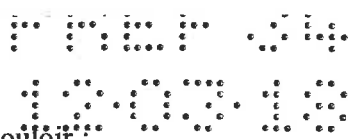
Aujourd'hui la Métropole met en place une chaîne de l'innovation complète et unique en France. Un dispositif d'accompagnement qui va du projet de recherche passant par une phase de maturation, d'incubation, puis d'accélération - jusqu'à l'implantation et le développement de l'entreprise sur le territoire et à l'international.

La Métropole coopère ainsi aux quatre coins du monde pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil, le Maroc, etc... Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire. Le budget dédié à l'accueil de ces délégations pour l'année 2018 est estimé au maximum à 8 000 €.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé ou le pack croissance. En 2018, il est prévu de mettre en place des cycles de conférence et des événements autour de ces thématiques. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 6 000 €.

La promotion du tourisme est une des composantes du développement économique, à ce titre, la Métropole est susceptible de recevoir des tour-operators afin de vendre la destination du territoire. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 6 000 €.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à 500 €.



En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus exposés, ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

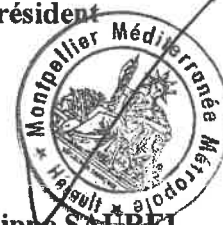
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



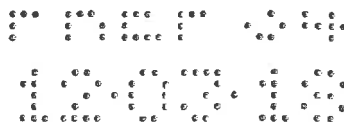
Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

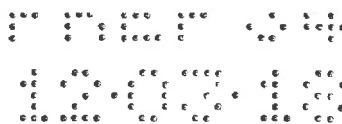
Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, René REVOL.



Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques.

Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique et de l'emploi, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il est proposé de renouveler la participation tous les ans jusqu'à la fin du mandat :

- INBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon),
- UBI INDEX,
- AEROSPACE VALLEY,
- SYNERSUD (Association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant de ces cotisations est estimé à 10 000 €.

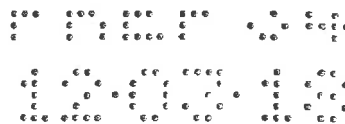
Par ailleurs, il est proposé de renouveler la participation auprès des organismes suivants :

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- AGROPOLIS pour un montant de 38 113 €,
- Atout France (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 12 000 €,
- Terres en Villes (réseau français des acteurs des politiques agricoles et alimentaires) pour un montant de 3 600 €,
- Fédération des communes oléicoles pour un montant de 500 €.
- CPC LR pour un montant de 300 €.
- France Biotech pour un montant de 6 900 €.
- Réseau des Territoires pour l'économie Solidaire (RTES) pour un montant de 1 350 €.
- Alliance Ville Emploi (VAE) - Réseau des Clauses Sociales pour un montant de 2 950 €.
- Club des Croisiéristes pour un montant de 10 000 €.
- Association des Villes Universitaires de France (AVUF) pour un montant de 1 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités jusqu'à la fin du mandat,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Mylène FOURCADE, Chantal MARION, Brigitte ROUSSEL-GALIANA et Annie YAGUE ; MM. Philippe SAUREL et Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, René REVOL, Joël VERA.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Marché international des professionnels de l'immobilier 2018 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire.

Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures sont un des principaux éléments de dynamisme de la Métropole.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le MIPIM (Marché international des professionnels de l'immobilier) qui se déroulera du 13 au 16 mars 2018 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché internationale réunissant plus de 24 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 100 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables de Montpellier Méditerranée Métropole pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel,
- la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Montpellier Méditerranée Métropole,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SA3M et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros Hors Taxe (HT).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SA3M relative à leur participation au MIPIM du 13 au 16 mars 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : MM. Max LÉVITA, Philippe SAUREL et Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018

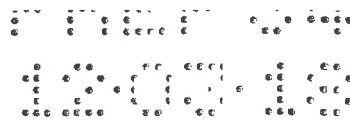
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018

Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, René REVOL, Joël VERA.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier - Actions Design - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole regroupe 31 communes. Elle compte parmi ses compétences le développement économique de son territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole consolide sa politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis plusieurs années à favoriser l'émergence d'un écosystème propre à l'innovation par le design en impulsant des actions collaboratives, notamment avec les associations de design, les fablab, les entreprises et les acteurs institutionnels souhaitant s'associer à la démarche #PasSansDesign.

Le design à Montpellier est déjà très présent dans de nombreux domaines comme les transports, l'architecture, l'aménagement, le commerce, l'artisanat, la culture, le numérique, la santé et plus largement l'innovation.

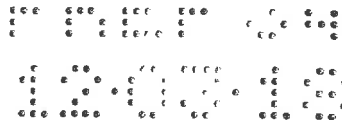
Ainsi, sur l'année 2017, plus de 3000 personnes, acteurs économiques et grand public, ont pu découvrir sur la Métropole les multiples facettes du design à travers des actions pilotées ou soutenues par Montpellier Méditerranée Métropole :

- Accueil de deux expositions : l'Observateur du design à l'espace French Tech, et « les formes savantes » par Constance Guisset présentée à l'hôtel Sabatier d'Espeyran.
- Partenariat avec le fablab labsud intitulé #Trio pour permettre à 16 start-up du territoire de bénéficier d'entretiens individuels avec des designers afin de booster leurs projets par le design.
- Rencontre « Met'design » de quinze jeunes en insertion (en partenariat avec la Mission Locale des Jeunes métropolitaine) avec des designers sur les formations et les métiers existants sur Montpellier en matière de Design.
- Participation des designers au forum de la création d'entreprises de la CCI de l'Hérault auquel Montpellier Méditerranée Métropole est partenaire financier.
- Organisation de 2 conférences sur le Design organisées par Indigo d'oc en salle Rabelais.
- Exposition sur la Santé par le Design « med'Design » à la Maison des Relations Internationales.

L'intérêt porté par Montpellier Méditerranée Métropole pour le Design s'est traduit également en 2017 par des échanges sur ce champ avec la Ville d'Helsinki, l'annonce de l'implantation sur Odysseum d'un campus dédié au design par Orchestra, ainsi que le foisonnement de projets et de nouveaux cursus dédiés au Design en lien avec les Industries Culturelles et Créatives.

Dans ce contexte, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de développer des actions au bénéfice des étudiants, en particulier en lien avec l'innovation par le design.

Pour l'exercice 2018, l'ENSAM propose d'organiser un concours sur le design ouvert à tous les étudiants de l'école.



La thématique retenue pour ce concours est « l'upcycling » qui vise à récupérer des matériaux ou des produits usagers afin de les transformer en matériaux ou produits de qualité ou d'utilité supérieure, et de leur donner une nouvelle fonction, une nouvelle « vie ».

Il est attendu une réflexion sur une « débouché » économique, avec un objectif de revente ou de réemploi à valeur ajoutée.

Les réalisations du concours donneront lieu à une exposition qui aura lieu au printemps 2018.

Considérant l'intérêt de ce projet de concours autour du Design, il est proposé de le soutenir par l'octroi d'une subvention d'un montant de 6 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution d'une subvention de 6 000 euros à l'Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Montpellier, au titre de l'année 2018, sous réserve de la signature de la convention de partenariat ;
- approuver les termes de la convention de partenariat 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) sur la mise en place d'un concours et la réalisation d'une exposition en faveur du Design ;
- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Clare HART, Jean-Pierre MOURE.

Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2018 :

SPORTS

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022
Réhabilitation du Centre Nautique Neptune	14 240 000	0	800 000	2 248 000	6 153 000	4 139 000	900 000

URBANISME ET HABITAT

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022
Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000	0	3 000 000	3 300 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000

INFORMATIQUE

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Extension du schéma directeur d'aménagement numérique	4 000 000	0	1 360 000	1 325 000	1 315 000	
Cité intelligente	7 200 000	0	1 500 000	2 900 000	2 800 000	

MOYENS GENERAUX ET BATIMENTS

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Travaux sûreté siège Métropole	300 000	0	50 000	100 000	150 000	

TRANSITION ENERGETIQUE

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Travaux de raccordement réseaux électriques Montpellier loi SRU	900 000	0	250 000	250 000	400 000	

MOBILITES

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Vélo station Gare Saint-Roch	700 000	0	50 000	450 000	200 000	

PROPRETE ET VALORISATION DES DECHETS

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER	20 175 396	0	2 128 000	11 429 067	5 072 369	1 545 960
Modernisation du parc des déchèteries	6 972 000	0	1 500 000	2 372 254	2 043 905	1 055 841

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Lattes : protection de la basse vallée de la Mosson	3 591 000	0	361 000	2 080 000	1 150 000	
Fabrègues : protection contre les inondations du Coulazou	4 915 000	0	55 000	200 000	3 000 000	1 660 000
Grabels : protection contre les crues du Rieumassel	3 600 000	0	78 000	50 000	1 500 000	1 972 000

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS - GEMAPI

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Schéma hydraulique du Verdanson : Pont voie domitienne	3 600 000	0	100 000	100 000	200 000	3 200 000
Schéma hydraulique du Verdanson : Bassin de rétention de la Valsière	3 510 000	0	100 000	10 000	50 000	3 350 000

II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2018 :

POLES TERRITORIAUX

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	8 204 376,46	2 376 690,00	4 597 345,00	989 335,17	257 403,00	565 861,00	9 193 711,63	2 634 093,00	5 163 206,00
Cournonsec	336 773,06	51 867,00	170 659,00	79 458,00	13 253,00	66 205,00	416 231,06	65 120,00	236 864,00
Cournonterral	753 026,16	139 400,00	585 203,00	76 371,51	24 650,00	40 456,00	829 397,67	164 050,00	625 659,00
Fabrègues	1 420 689,17	309 703,00	1 082 673,00	132 903,74	31 066,00	69 431,00	1 553 592,91	340 769,00	1 152 104,00
Lavérune	1 013 834,10	590 376,00	243 104,00	135 593,10	1 332,00	117 959,00	1 149 427,20	591 708,00	361 063,00
Pignan	683 558,97	104 765,00	365 949,00	230 578,34	104 295,00	69 643,00	914 137,31	209 060,00	435 592,00
Saint Jean de Védas	3 737 219,56	1 013 993,00	2 083 961,00	257 329,48	51 772,00	184 667,00	3 994 549,04	1 065 765,00	2 268 628,00
Saussan	259 275,44	166 586,00	65 796,00	77 101,00	31 035,00	17 500,00	336 376,44	197 621,00	83 296,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	2 059 180,33	125 026,09	1 645 272,00	2 008 207,82	17 904,82	345 031,00	37 995,00			4 105 383,15	142 930,91	1 990 303,00
Cournonsec	30 000,00	776,00	29 224,00	63 224,00		34 000,00	10 225,00			103 449,00	776,00	63 224,00
Cournonterral	270 252,86	14 682,86	323 945,00	341 849,82	17 904,82		20 000,00			632 102,68	32 587,68	323 945,00
Fabrègues				25 000,00		25 000,00				25 000,00		25 000,00
Lavérune	205 000,23	105 807,23	19 193,00	214 954,00		195 761,00				419 954,23	105 807,23	214 954,00
Pignan				24 000,00		24 000,00	6 337,00			30 337,00		24 000,00
Saint Jean de Védas	1 500 136,24		1 222 879,00	1 222 879,00			1 433,00			2 724 448,24		1 222 879,00
Saussan	53 791,00	3 760,00	50 031,00	116 301,00		66 270,00				170 092,00	3 760,00	116 301,00

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	8 918 938,92	2 194 746,00	5 273 804,00	1 231 341,56	223 252,00	858 987,00	10 150 280,48	2 417 998,00	6 132 791,00
Grabels	2 285 259,57	383 519,00	1 748 000,00	616 648,00	43 536,00	488 307,00	2 901 907,57	427 055,00	2 236 307,00
Juvignac	5 198 699,79	1 343 893,00	3 049 635,00	349 383,14	112 119,00	183 833,00	5 548 082,93	1 456 012,00	3 233 468,00
Murviel-lès-Montpellier	568 958,88	313 766,00	112 169,00	173 258,80	67 597,00	101 813,00	742 217,68	381 363,00	213 982,00
Saint Georges d'Orques	866 020,68	153 568,00	364 000,00	92 051,62	0,00	85 034,00	958 072,30	153 568,00	449 034,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	2 092 876,22	134 700,04	1 790 316,00	364 280,26	18 572,26	345 708,00	85 460,00	0,00	0,00	2 542 616,48	153 272,30	2 136 024,00
Grabels	700 698,04	76 634,04	624 064,00	20 000,00		20 000,00	10 645,00			731 343,04	76 634,04	644 064,00
Juvignac	532 165,00	42 165,00	515 000,00	267 280,26	18 572,26	248 708,00	13 049,00			812 494,26	60 737,26	763 708,00
Murviel-lès-Montpellier	310 882,00	15 901,00	285 981,00	33 000,00		33 000,00	8 879,00			352 761,00	15 901,00	318 981,00
Saint Georges d'Orques	549 131,18		365 271,00	44 000,00		44 000,00	52 887,00			646 018,18	0,00	409 271,00

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	10 041 493,45	2 826 520,00	4 888 397,00	2 069 014,38	503 707,00	999 360,00	10 019,40	4 914,00	033,00	12 120 527,23	3 335 141,00	5 890 790,00
Castelnau-le-Lez	4 377 362,37	1 251 054,00	1 948 477,00	1 193 224,73	404 536,00	440 000,00	0,00			5 570 587,10	1 655 590,00	2 388 477,00
Clapiers	1 167 486,91	385 892,00	554 328,00	204 832,49	19 421,00	148 882,00	2 255,00	1 200,00	055,00	1 374 574,40	406 513,00	704 265,00
Jacou	793 500,00	329 486,00	228 076,00	134 135,00	39 308,00	90 050,00	3 845,40	1 698,00	75,00	931 480,40	370 492,00	318 201,00
Le Crès	2 148 838,00	374 969,00	1 152 087,00	362 437,41	35 993,00	173 985,00	1 800,00	636,00	164,00	2 513 075,41	411 598,00	1 327 236,00
Montferrier-sur-Lez	351 434,64	206 992,00	134 674,00	61 404,34	112,00	58 108,00	623,00	498,00	125,00	413 461,98	207 602,00	192 907,00
Prades-le-Lez	1 202 871,53	278 127,00	870 755,00	112 980,41	4 337,00	88 335,00	1 496,00	882,00	614,00	1 317 347,94	283 346,00	959 704,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	2 888 277,49	482 922,49	2 388 955,00	0,00	0,00	0,00	277 705,00	0,00	0,00	3 165 982,49	482 922,49	2 388 955,00
Castelnau-le-Lez	1 048 145,00		1 031 745,00	0,00			248 255,00			1 296 400,00	0,00	1 031 745,00
Clapiers	357 208,81	65 721,81	291 487,00	0,00			20 471,00			377 679,81	65 721,81	291 487,00
Jacou	395 877,45	88 814,45	307 063,00	0,00			8 979,00			404 856,45	88 814,45	307 063,00
Le Crès	941 053,17	264 893,17	676 160,00	0,00			0,00			941 053,17	264 893,17	676 160,00
Montferrier-sur-Lez	0,00			0,00			0,00			0,00	0,00	0,00
Prades-le-Lez	145 993,06	63 493,06	82 500,00	0,00			0,00			145 993,06	63 493,06	82 500,00

Pôle Cadoule et Béranger :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	8 449 249,22	2 473 118,33	4 081 395,00	1 002 279,05	29 857,65	512 175,00	9 451 528,27	2 502 975,98	4 593 570,00
Baillargues	1 132 994,69	453 781,00	388 305,00	314 421,58	21 572,00	29 789,00	1 447 416,27	475 353,00	418 094,00
Beaulieu	381 053,53	116 638,00	185 924,00	132 516,49	1 507,00	58 704,00	513 570,02	118 145,00	244 628,00
Castries	1 580 163,76	522 014,00	604 301,00	96 551,27		59 057,00	1 676 715,03	522 014,00	663 358,00
Montaud	463 760,30	100 858,00	235 242,00	3 500,00		3 500,00	467 260,30	100 858,00	238 742,00
Restinclières	549 079,50	356 084,00	158 181,00	14 000,00	0,00	14 000,00	563 079,50	356 084,00	172 181,00
Saint-Brès	401 590,03	107 059,00	71 500,00	51 394,46	0,00	42 697,00	452 984,49	107 059,00	114 197,00
Saint-Drézery	776 977,68	98 772,00	601 877,00	61 235,80	0,00	45 043,00	838 213,48	98 772,00	646 920,00
Saint Geniès des Mourgues	773 341,23	276 315,33	270 166,00	34 280,00	0,00	34 280,00	807 621,23	276 315,33	304 446,00
Sussargues	398 586,50	107 042,00	222 795,00	71 875,25	6 778,65	39 245,00	470 461,75	113 820,65	262 040,00
Vendargues	1 991 702,00	334 555,00	1 343 104,00	222 504,20	0,00	185 860,00	2 214 206,20	334 555,00	1 528 964,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	2 439 565,64	392 185,20	1 940 961,00	241 915,00	0,00	241 915,00	51 870,00	0,00	0,00	2 733 350,64	392 185,20	2 182 876,00
Baillargues	130 000,00		130 000,00	0,00			4 908,00			134 908,00	0,00	130 000,00
Beaulieu	192 977,00	109 515,00	83 462,00	68 317,00		68 317,00	2 768,00			264 062,00	109 515,00	151 779,00
Castries	377 000,34	208 505,34	168 495,00	116 700,00		116 700,00	28 498,00			522 198,34	208 505,34	285 195,00
Montaud	212 266,00		212 266,00	0,00			0,00			212 266,00	0,00	212 266,00
Restinclières	208 042,66	8 869,66	199 173,00	20 949,00		20 949,00	0,00			228 991,66	8 869,66	220 122,00
Saint-Brès	180 399,63	34 740,19	60 189,00	0,00			10 400,00			190 799,63	34 740,19	60 189,00
Saint-Drézery	260 222,00		260 222,00	20 949,00		20 949,00	0,00			281 171,00	0,00	281 171,00
Saint Geniès des Mourgues	314 271,00	0,00	314 271,00	15 000,00		15 000,00	5 296,00			334 567,00	0,00	329 271,00
Sussargues	149 470,01	30 555,01	97 966,00	0,00			0,00			149 470,01	30 555,01	97 966,00
Vendargues	414 917,00		414 917,00	0,00			0,00			414 917,00	0,00	414 917,00

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Littoral	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	8 315 525,81	1 712 933,00	4 400 382,00	2 262 424,09	722 129,00	1 230 022,00	10 577 949,90	2 435 062,00	5 630 404,00
Lattes	4 937 055,24	631 188,00	3 160 984,00	1 396 955,34	483 395,00	743 560,00	6 334 010,58	1 114 583,00	3 904 544,00
Pérois	2 849 993,09	912 496,00	1 051 894,00	635 308,99	201 218,00	307 396,00	3 485 302,08	1 113 714,00	1 359 290,00
Villeneuve-lès-Maguelone	528 477,48	169 249,00	187 504,00	230 159,76	37 516,00	179 066,00	758 637,24	206 765,00	366 570,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Littoral	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	2 452 514,09	47 983,39	1 590 826,00	183 938,20	60 277,20	123 661,00	10 840,00			2 647 292,29	108 260,59	1 714 487,00
Lattes	2 302 337,70	150,00	1 488 483,00	165 938,20	60 277,20	105 661,00	0,00			2 468 275,90	60 427,20	1 594 144,00
Pérois	0,00			0,00			10 840,00			10 840,00		
Villeneuve-lès-Maguelone	150 176,39	47 833,39	102 343,00	18 000,00		18 000,00	0,00			168 176,39	47 833,39	120 343,00

Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	48 745 142	10 066 389,00	21 580 000,00	11 589 795	3 734 928,00	5 146 000,00	2 984 143	868 651,00	970 000,00	63 319 080	14 669 968,00	27 696 000,00
Montpellier	48 745 142	10 066 389,00	21 580 000,00	11 589 795	3 734 928,00	5 146 000,00	2 984 143	868 651,00	970 000,00	63 319 080	14 669 968,00	27 696 000,00

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			Pour information: total des APCP RECETTES "Espace Public"		
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP 2018 au BP
	16 075 250	345 231,00	14 038 019,00	419 640	236 529,00	100 000,00	16 494 890	581 760,00	14 138 019,00
Montpellier	16 075 250	345 231,00	14 038 019,00	419 640	236 529,00	100 000,00	16 494 890	581 760,00	14 138 019,00

CULTURE

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Hôtel Montcalm	17 955 759	4 544 241	22 500 000	15 676 454	2 700 000	3 123 547	1 000 000

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Restauration d'œuvres du Musée Fabre	845 415	783 530	1 628 945	678 945	200 000	250 000	250 000	250 000

SPORTS

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2018	CP 2019
Piscine Héraclès	11 342 043	150 000	11 492 043	6 624 541	4 805 000	62 502
Accessibilité des équipements sportifs	2 900 000	1 700 000	4 600 000	1 742 675	2 570 000	287 325

FONCIER ET AMENAGEMENT OPERATIONNEL

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2018	CP 2019
Opérations d'aménagement à vocation économique	20 358 000	667 620	21 025 620	20 132 102	893 000	518
Acquisitions foncières	18 855 000	4 040 069	22 895 069	15 830 158	7 064 911	0

III. Clôtures des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2018 :

CULTURE

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
CULMHP01	Restauration d'œuvres du Musée Henri Prades	107 012	106 440

INFORMATIQUE

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
DRISDN01	Schéma directeur d'aménagement numérique	8 289 600	6 582 761

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme relatives à la protection de la basse vallée de la Mosson à Lattes, à la protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues, à la protection contre les crues du Rieumassel à Grabels, au schéma hydraulique du Verdanson – pont voie domitienne, au schéma hydraulique du Verdanson – bassin de rétention de la Valsière, aux travaux de sûreté du siège de la Métropole, aux travaux de raccordement des réseaux électriques à Montpellier (loi SRU), à l'extension du schéma directeur d'aménagement numérique, à la Cité intelligente, aux aides à la pierre sur fonds propres, à la Vélo station de la Gare Saint-Roch, à la réhabilitation du centre nautique Neptune, à l'extension et à la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER et à la modernisation du parc des déchetteries de la Métropole ;
- approuver la révision des autorisations de programme relatives aux 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole et de celles relatives à l'Hôtel Montcalm, aux restaurations d'œuvres du Musée Fabre, à la piscine Héraclès, à l'accessibilité des bâtiments sportifs, aux opérations d'aménagement à vocation économique et aux acquisitions foncières;
- approuver la clôture des opérations relatives aux restaurations d'œuvres du Musée Henri Prades et au Schéma directeur d'aménagement numérique;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : - 8 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180308

Acte Certifié exécutoire : - 8 MARS 2018

Réception en Préfecture : - 8 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. France GABORIT, suppléant de Eric PENSO .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Arnaud MOYNIER.

Finances - Budget primitif 2018 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 25 janvier 2018, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.
Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2018.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL :

- Section de fonctionnement : 466 259 408 euros

- Section d'investissement : 256 354 293 euros

Total 722 613 701 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	36 615 268		36 615 268
931	Sécurité et salubrité publiques	18 071 946		18 071 946
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	96 769 465		96 769 465
934	Santé et action sociale	385 220		385 220
935	Aménagement des territoires et habitat	24 636 992		24 636 992
936	Action économique	14 379 126		14 379 126
937	Environnement	96 406 256		96 406 256
938	Transports	64 860 837		64 860 837
940	Impositions directes	21 135 655		21 135 655
943	Opérations financières	13 610 000		13 610 000
946	Transferts entre les sections		34 800 000	34 800 000
953	Virement à la section d'investissement		44 588 643	44 588 643
Total		386 870 765	79 388 643	466 259 408

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	10 822 582		10 822 582
931	Sécurité et salubrité publiques	518 000		518 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 984 979		11 984 979
934	Santé et action sociale	127 000		127 000
935	Aménagement des territoires et	4 625 546		4 625 546

	habitat			
936	Action économique	4 339 349		4 339 349
937	Environnement	80 264 901		80 264 901
938	Transports	19 585 033		19 585 033
940	Impositions directes	195 420 000		195 420 000
941	Autres impôts et taxes	82 152 018		82 152 018
942	Dotations et participation	48 100 000		48 100 000
943	Opérations financières	5 000		5 000
946	Transferts entre les sections		8 315 000	8 315 000
Total		457 944 408	8 315 000	466 259 408

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitre	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	4 503 370		4 503 370
901	Sécurité et salubrité publiques	1 220 000		1 220 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	36 502 343		36 502 343
905	Aménagement des territoires et habitat	50 528 110		50 528 110
906	Action économique	21 535 914		21 535 914
907	Environnement	17 890 833		17 890 833
908	Transports	66 168 723		66 168 723
921	Taxes non affectées	1 000 000		1 000 000
923	Dettes et autres opérations financières	48 640 000		48 640 000
925	Opérations patrimoniales		50 000	50 000
926	Transferts entre les sections		8 315 000	8 315 000
Total		247 989 293	8 365 000	256 354 293

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000		80 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 525 006		1 525 006
905	Aménagement des territoires et habitat	16 868 515		16 868 515
906	Action économique	7 349 000		7 349 000
907	Environnement	4 363 600		4 363 600
908	Transports	30 358 349		30 358 349

921	Taxes non affectées	3 389 213		3 389 213
922	Dotations et participations	15 039 600		15 039 600
923	Dettes et autres opérations financières	92 171 367		92 171 367
954	Produits des cessions d'immobilisations	5 771 000		5 771 000
925	Opérations patrimoniales		50 000	50 000
926	Transferts entre sections		34 800 000	34 800 000
951	Virement de la section de fonctionnement		44 588 643	44 588 643
Total		176 915 650	79 438 643	256 354 293

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES :

L'exploitation du service des pompes funèbres est déléguée à la société d'économie mixte locale des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole *SAEML-SFMA*.

Cette société disposant d'une autonomie financière, ce budget annexe n'a plus lieu d'être. C'est pourquoi, il a été clôturé le 31 décembre 2017.

Les résultats de clôture de ce budget annexe devront être constatés au compte administratif 2017 et seront transférés au budget principal.

L'actif net du budget devra également être intégré au budget principal.

La reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal et l'intégration des résultats du compte administratif 2017 au budget principal devront être réalisés après le vote du compte administratif.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT :

- Section d'exploitation : 27 851 212 euros

- Section d'investissement : 29 740 312 euros

Total 57 591 524 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	3 075 650		3 075 650
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 266 765		3 266 765
65	Autres charges de gestion courante	707 200		707 200
66	Charges financières	3 010 000		3 010 000
67	Charges exceptionnelles	480 000		480 000
023	Virement à la section d'investissement		8 421 657	8 421 657
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 889 940	8 889 940
Total		10 539 615	17 311 597	27 851 212

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	194 200		194 200
70	Ventes de produits	21 635 900		21 635 900
74	Subventions d'exploitation	3 276 900		3 276 900
75	Produits divers de gestion courante	60 000		60 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 684 212	2 684 212
Total		25 167 000	2 684 212	27 851 212

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 600 000		5 600 000
20	Immobilisations incorporelles	283 500		283 500
21	Immobilisations corporelles	62 600		62 600
23	Immobilisations en cours	21 110 000		21 110 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 684 212	2 684 212
Total		27 056 100	2 684 212	29 740 312

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	1 269 000		1 269 000
16	Emprunts et dettes assimilées	7 659 715		7 659 715
23	Immobilisations en cours	3 500 000		3 500 000
021	Virement de la section d'exploitation		8 421 657	8 421 657
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 889 940	8 889 940
Total		12 428 715	17 311 597	29 740 312

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

- Section d'exploitation :	55 650 euros
- Section d'investissement :	32 850 euros
Total	88 500 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	6 800		6 800
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000		45 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 850	2 850
Total		52 800	2 850	55 650

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	55 650		55 650
Total		55 650	0	55 650

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	30 000		30 000
21	Immobilisations corporelles	2 850		2 850
Total		32 850	0	32 850

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	30 000		30 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 850	2 850
Total		30 000	2 850	32 850

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE :

- Section d'exploitation : 1 707 900 euros

- Section d'investissement : 306 900 euros

Total 2 014 800 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 231 000		1 231 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	201 000		201 000
65	Autres charges de gestion courante	3 500		3 500
67	Charges exceptionnelles	80 000		80 000
023	Virement à la section d'investissement		192 400	192 400
Total		1 515 500	192 400	1 707 900

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
012	Charges de personnel et frais assimilés	120 000		120 000
74	Subventions d'exploitation	129 700		129 700
75	Produits divers de gestion courante	1 458 200		1 458 200
Total		1 707 900	0	1 707 900

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	106 900		106 900
21	Immobilisations corporelles	200 000		200 000
Total		306 900	0	306 900

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	114 500		114 500
021	Virement de la section d'exploitation		192 400	192 400
Total		114 500	192 400	306 900

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE TRANSPORT :

- Section d'exploitation : 117 281 600 euros

- Section d'investissement : 115 714 245 euros

Total 232 995 845 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	738 650		738 650
012	Charges de personnel et frais assimilés	403 119		403 119
65	Autres charges de gestion courante	63 385 220		63 385 220
66	Charges financières	13 000 000		13 000 000
67	Charges exceptionnelles	200 000		200 000
73	Produits issus de la fiscalité	700 000		700 000
023	Virement à la section d'investissement		154 611	154 611
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		38 700 000	38 700 000
Total		78 426 989	38 854 611	117 281 600

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	6 000		6 000
70	Ventes de produits	5 600		5 600
73	Produits issus de la fiscalité	86 800 000		86 800 000
74	Subventions d'exploitation	22 000 000		22 000 000
75	Autres produits de gestion courante	2 270 000		2 270 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000	6 200 000
Total		111 081 600	6 200 000	117 281 600

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	50 000		50 000
16	Emprunts et dettes assimilées	85 100 000		85 100 000
20	Immobilisations incorporelles	150 000		150 000
21	Immobilisations corporelles	5 520 000		5 520 000
23	Immobilisations en cours	10 431 042		10 431 042
27	Créances diverses	2 000 000		2 000 000

040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000	6 200 000
041	Opérations patrimoniales		6 263 203	6 263 203
Total		103 251 042	12 463 203	115 714 245

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	3 635 100		3 635 100
16	Emprunts et dettes assimilées	66 271 331		66 271 331
27	Autres immobilisations financières	690 000		690 000
021	Virement de la section d'exploitation		154 611	154 611
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		38 700 000	38 700 000
041	Opérations patrimoniales		6 263 203	6 263 203
Total		70 596 431	45 117 814	115 714 245

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE PARKING :

- Section d'exploitation : **780 000 euros**

- Section d'investissement : **173 750 euros**

Total 953 750 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	499 700		499 700
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 550		105 550
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
023	Virement à la section d'investissement		173 750	173 750
Total		606 250	173 750	780 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	780 000		780 000
Total		780 000	0	780 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	173 750		173 750
	Total	173 750	0	173 750

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation	173 750		173 750
	Total	173 750	0	173 750

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2018 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Président propose à l'Assemblée qui l'accepte à l'unanimité, que le vote ait lieu au scrutin public. Il appelle chaque élu par ordre alphabétique des communes afin que puisse être exprimé le sens des votes, y compris pour les procurations. A l'issue de cette opération de vote, la délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées avec :

- 67 votes pour (Jean-Luc MEISSONNIER, Aline DESTAILLATS ayant donné procuration à Jean-Luc MEISSONNIER, Gilbert PASTOR, Eric PENSO ayant donné procuration à Renaud CALVAT, Régine ILLAIRE, ayant donné procuration à Rosy BUONO, Thierry BREYSSE, Jean-Marc ALAUZET, Mylène FOURCADE ayant donné procuration à Thierry BREYSSE, Renaud CALVAT, Jean-Luc SAVY, Béatrice MICHEL, ayant donné procuration à Jean-Luc SAVY, Rosy BUONO, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Fabien ABERT, Loraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, ayant donné procuration à Fabien ABERT, Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, ayant donné procuration à Jean-Marc DI RUGGIERO, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, ayant donné procuration à Gérard CASTRE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, ayant donné procuration à Michèle DRAY-FITOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, ayant donné procuration à Robert COTTE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, ayant donné procuration à Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Pierre RICO, Jean-Marc LUSSERT, Geniès BALAZUN, Laurent JAOU, Jackie GALABRUN-BOULBES, Yvon PELLET, Jean-François AUDRIN, Isabelle GUIRAUD, Éric PETIT, Eliane LLORET, Pierre DUDIEUZERE, Noël SEGURA et Chantal CLARAC ;

- 20 abstentions (Jean-Pierre GRAND, ayant donné procuration à Catherine DARDE, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, ayant donné procuration à Joël RAYMOND, René REVOL, ayant donné procuration à Claire JABADO, Claire JABADO, Cyril MEUNIER, Carole DONADA, Eric PASTOR, Roger CAIZERGUES, Pierre BONNAL, Maire-Christine PANOS, ayant donné procuration à Pierre BONNAL, Joël RAYMOND, Christophe COUR, Alex LARUE, ayant donné procuration à Christophe COUR, Hervé MARTIN, ayant donné procuration à Henri ROUILLEAULT, Isabelle TOUZARD, Isabelle GIANIEL, Michelle CASSAR, Thierry QUILLES et Joël VERA) ;

- et 2 votes contre (Anne BRISSAUD, ayant donné procuration à Eric PETIT et Audrey LLEDO).

Trois élus étaient absents lors de cette opération de vote : Arnaud MOYNIER, Djamel BOUMAAZ et Clare HART.

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **- 8 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400617-20180308

Acte Certifié exécutoire : **- 8 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **- 8 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Rapport de présentation du BP 2018
- Note brève et synthétique BP 2018
- Maquette BP 2018 Budget Principal
- Maquette BP 2018 Budget Assainissement
- Maquette BP 2018 Budget SPANC
- Maquette BP 2018 Budget Eau Potable
- Maquette BP 2018 Budget Transport
- Maquette BP 2018 Budgets Parking

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.

Finances - Affectation des subventions - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2018 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Ces montants intègrent les sommes affectées en décembre 2017 avant le vote du Budget Primitif 2018 (Délibération n° 15119 du 20 décembre 2017).

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	724 970
65748	AMICALE DES RETRAITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	2 000
65748	GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANCAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC)	8 000
65748	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT (ALEC)	145 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	879 970

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)	75 000
931	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SECURITE	75 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
657382.06	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES MURVIEL LES MONTPELLIER & LATTES	71 150
65748.06	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	440 000
65748.06	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	444 000
65748.06	THEATRE THALERS PRODUCTION LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	38 000
65748.06	UNI'ONS FESTIVAL ARABESQUE	209 072
65748.06	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	13 290 000
65748.06	MONTPELLIER DANSE	1 538 050
65742.06	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	700 000
65748.06	STAND'ART	166 250
65748.06	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD)	153 430
65748.06	TOUT A FOND (TAF)	9 000
65748.06	COREE GRAPHIE	9 500
65748.06	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS REVUE SOUFFLES	1 000
65748.06	INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL (ICI) CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL (CCN) MONTPELLIER OCCITANIE	80 000
65748.06	THEATRE JACQUES COEUR - LATTES	40 000
65748.06	L'ATELLINE	10 000
65748.06	LES AMIS DE L'ORGUE ET DES CHŒURS DE LA CATHEDRALE DE MONTPELLIER	1 000
65748.06	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	1 000
65748.06	ATELIER ITINERANT D'ARTS PLASTIQUES (AIAP)	500
65748.06	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	1 472 382

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748.06	KUMBAYA GOSPEL CHOIR	500
65748.06	LES NUITS DU CHAT	500
65748.06	PHOTOSENSIBLE	500
65748.06	ZIGZAGS (ARBATZ ET COMPAGNIE)	1 000
65748.06	SINGULIER PLURIEL	500
65748.06	ESPANA BAILA	1 500
65748.06	MUSIK'A D'OC	500
65748.06	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	500
65748.06	EFFETS STARS	7 000
65748.06	ARS MUSICA	2 000
65748.06	FOLIES LYRIQUES	408 161
65748.06	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM)	13 300
65748.06	ALDEBARAN - CREATION CONTEMPORAINE	9 000
65748.06	MISSION BANDES DESSINEES LR (mBDlr)	5 000
65748.06	ART MIXTE	4 750
65748.06	LA BARONNIE DE CARAVETES	1 600
65748.06	JETEZ L'ENCRE	2 000
65748.06	CHRETIENS ET CULTURES	7 000
65748.06	LE REVEIL COURNONTERRAIS	1 000
65748.06	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
65742.06	VIAOCCITANIE – TV SUD MONTPELLIER	275 000
65748.06	LE CLUB DE LA PRESSE	10 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (MHSC)	292 500
65748	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (FOOTBALL) CENTRE DE FORMATION (SASP)	1 174 797
65748	MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	630 000
65748	MONTPELLIER HANDBALL (SASP)	1 106 630
65748	MONTPELLIER RUGBY CLUB (ASSOCIATION)	1 000 000
65748	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	916 425
65748	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	934 050
65748	MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB	909 940
65748	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	78 000
65748	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MARATHON	40 000
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UC	58 500
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAE KWON DO	20 000
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAE KWON DO CHAMPIONNATS DE FRANCE	10 000
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	20 000
65748	MONTPELLIER BASEBALL UC - LES BARRACUDAS	27 790
65748	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	24 380
65748	MONTPELLIER BEACH VOLLEY BEACH VOLLEY MASTERS	10 000
65748	ECHECS CLUB MONTPELLIER	13 650
65748	MONTPELLIER NAT'SYNCHRO	9 750
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION U.C (MANUC)	400 000
65748	MONTPELLIER WATER POLO	370 000
65748	MONTPELLIER GRS	97 500
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TRIATHLON	29 250
65748	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	25 000
65748	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS 34 TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	50 000
65748	ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE HOSPITALIERE TENNIS OPEN INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	10 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	213 000
65748	KITE & WILD SURFING MAGUELONE (KWM) FESTIKITE	40 000
65748	MONTPELLIER XIII	10 000
65748	CENTRE EQUESTRE DE GRAMMONT JUMPING MONTPELLIER GRAMMONT	40 000
65748	HORSE-BALL MONTPELLIER VALLON	5 000
65748	ASA HERAULT CRITERIUM CEVENNES	40 000
65748	PED TANCA 34 L'ODYSSEE DE LA PETANQUE	40 000
65748	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SPORT DE GLACE	25 000
65748	COMITE DEPARTEMENTAL DU JEU DE BALLE AU TAMBOURIN	2 000
65748	TAMBOURIN CLUB DE COURNONTERRAL	6 000
65748	AQUALOVE SAUVETAGE	9 750
65748	AQUALOVE SAUVETAGE CHAMPIONNAT DE FRANCE	10 000
65748	BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS HANDBALL	9 000
65748	ARC LAT'VEDAS	3 900
65748	KARATE KICK BOXING LATTOIS METROPOLE	3 000
65748	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	20 000
	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS	28 171 257

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	ATMO OCCITANIE	45 003
65748	MAISON DE L'ARCHITECTURE (Ma'LR)	2 000
65748	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT (ALEC)	98 750
65748	MOSAIQUE DES HOMMES ET DES JARDINS	500
65748	ROULE NATURE	1 500
65748	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE (AIVS)	8 000
65748	UNION REGIONALE DES ORGANISMES – HABITAT SOCIAL	20 000
65748	HABITAT ET HUMANISME	1 500
65748	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	2 100
65748	CONSOMMATION LOGEMENT ET CADRE DE VIE (CLCV)	7 900
65748	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) PLATE-FORME RENOVATION THERMIQUE	10 000
65748	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) FONCTIONNEMENT	33 500
65748	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) OBSERVATOIRE DES LOYER	15 000
65748	HABITER ENFIN !	1 200
65748	COMPAGNONS BATISSEURS	9 000
65748	FACE HERAULT	1 500
65748	GAMMES	20 000
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	423 953

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE France SALON O'BART - SALON DES METIERS D'ART	38 000
65748	PROCOMEVENT SALON DES SENIORS	5 000
65748	MAISON INTERNATIONALE CHINE	20 000
65748	VIN EN CHINE AVEC EUPIC (EU PROJECT INNOVATION CENTER)	36 000
65748	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) FORUM DU FINANCEMENT	10 000
65748	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1)	5 000
65748	LEADER OCCITANIE	5 000
65748	CHAMBRE PROFESSIONNELLE DU CONSEIL (CPC) LR	2 500
65748	PUSH START	6 000
65748	LABSUD (FABLAB)	5 000
65748	EUROBIOMED - CELL COMP	20 000
65748	SOUTIEN EXTRACTEUR D'INNOVATION CHU MONTPELLIER CAPITAL SANTE	40 000
65748	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMMUNICATIONS EN EUROPE (IDATE) - DIGIWORLD SUMMIT (DGWS)	22 500
65748	INFORMATIQUE PLUS	15 000
65748	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP HANDIJOB	6 000
65748	MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (MLJ3M)	633 090
65748	PASSERELLES INSERTION	15 000
65748	PASSE MURAILLE	15 000
65748	CREALEAD	30 000
65748	COMITE D'ENTRAIDE DE MONTPELLIER DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	1 500
65748	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE (ADIE)	11 000
65748	ASSOCIATION INTERDEPARTEMENTALE ET REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ECONOMIE (AIRDIE)	50 000
65748	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT-LOUP	30 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	BOUTIQUE DE GESTION MONTPELLIER - ASSOCIATION POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES (AEDE)	19 000
65748	MEILLEURS OUVRIERS DE France	3 000
65748	UNION REGIONALE DES SOCIETES COOPERATIVES (URSCOP)	20 000
65748	CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (CRESS LR)	15 000
65748	COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE LR (COMIDER) MARKETON	4 800
65748	DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LE BATIMENT ET L'INDUSTRIEL (DERBI)	30 000
65748	CREER - MAISON DES CHOMEURS	9 000
65748	AXENTS	23 000
65748	FACE HERAULT	22 000
65748	CENTRE DE RESSOURCES DES GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS (CRGE OCCITANIE)	5 000
65748	RESEAU INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE (INPACT)	15 000
65748.13	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES (OT)	2 294 930
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	3 482 320

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65748	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV)	4 000
65748	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES (CSF)	3 000
65748	ZERO DECHET	1 000
937	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENVIRONNEMENT	8 000

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204122	CONSEIL REGIONAL POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) – BAILLARGUES	166 000
204132	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) – BAILLARGUES	300 000
204181	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) BAILLARGUES	178 000
2041411	ETUDES URBAINES COMMUNALES	16 000
2041412	SUBVENTIONS COMMUNES MEMBRES DU GFP	2 000 000
204113	ETAT PROJETS INFRASTRUCTURES	350 000
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LNMP CONVENTION N°2 ETUDES PREALABLES	25 000
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) RESEAU LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) : ACQUISITIONS FONCIERES LATTES	156 250
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LNMP CONVENTION N°3 ETUDES PREALABLES	94 000
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LNMP CONVENTION N°3 ACQUISITIONS FONCIERES	125 000
2041723.2	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	1 318 316
2041723.2	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) GARE NIMES MANDUEL	425 000
204182.6	CROUS CPER ESRI - VOLET RENOVATIONS LOGEMENTS ETUDIANTS	1 140 434
204182.1	OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) FONDS PROPRES 3M	1 500 000
204182.3	PRU1 : OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) FONDS PROPRES 3M PLAN RENOUVELLEMENT URBAIN PRU1 – SUBVENTIONS OPERATEURS OPHLM	84 210
204182.4	OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) CREDITS ETAT	1 500 000
204182.5	OPERATEURS PRIVES (SA - SEM) CREDITS ETAT	1 500 000
20422.03	OPERATEURS PRIVES (SA - SEM) FONDS PROPRES 3M AIDES A LA PIERRE PARC PUBLIC - OPERATEURS PRIVES - FONDS PROPRES	1 500 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20422.05	PRU1 : OPERATEURS PRIVES (SA/ SEM) – FONDS PROPRES 3M PLAN RENOUVELLEMENT URBAIN (PRU1) – SUBVENTIONS OPERATEURS PRIVES	123 520
20422.06	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT FONDS 3M AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES - PARC PRIVE - OPAH RU - TRAVAUX PIG	1 100 000
20422.09	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT FONDS ANAH AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES - PERSONNES DE DROIT PRIVE - ANAH	3 500 000
204181	CONVENTION PARTENARIAT INNOVATION URBAINE CONTRATS RECHERCHE DEVELOPPEMENT CELLULE INNOVATION URBAINE	40 000
204181	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER NOUVELLE ETUDE	10 000
20421	CONVENTION NATURA 2000	20 000
20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN LR)	5 000
20422	TRAVAUX RENOVATION THERMIQUE	128 000
905	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	17 304 730

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20421	PACTE ETAT METROPOLE INNOVATION	1 867 000
20421	POLE OPTITEC	15 000
20421	POLE AEROSPACE VALLEY	20 000
20421	POLE EUROBIOMED	40 000
20421	POLE AGRI SUD OUEST	30 000
20421	POLE EAU	40 000
20421	POLE DERBI	30 000
204412	CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	825 013
204182	CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	2 340 000
204181	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES (OT) RENOVATION SITE	60 000
204181	RESEAU DES TRANSPORTS D'ELECTRICITE (RTE) ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE TENSION (LHT)	4 020 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT)	150 000
906	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE	9 437 013

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS ET DE POULES	5 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT	5 000

Budget Annexe Transport :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 200 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
FONCT.	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	1 214 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
1318	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	50 000
INVEST.	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	50 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Président propose à l'Assemblée qui l'accepte un vote par thématique :

- **SERVICES GENERAUX (930) - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 879 970 €**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Rosy BUONO, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstentions : 2.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL et Mme Audrey LLEDO.

- **SECURITE (931) - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 75 000 €**

Adoptée à l'unanimité.

- **CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 28 171 257 €**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN,

Jackie GALABRUN-BOULBES, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER.

Adoptée à la majorité des voix exprimées.

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Catherine DARDE.

- AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT (935) - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 423 953 €

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- ACTION ECONOMIQUE (936) - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 3 482 320 €

(Rapporteur : M. Philippe SAUREL).

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Gilbert PASTOR, Éric PENSO, Véronique PÉREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Annie YAGUE.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- ENVIRONNEMENT (937) – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 8 000€

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT (905) - SUBVENTION D'INVESTISSEMENT : 17 304 730 €

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Fabien ABERT

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- ACTION ECONOMIQUE (906) - SUBVENTION D'INVESTISSEMENT : 9 437 013 €

(Rapporteur : M. Philippe SAUREL).

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Jean-Luc COUSQUER, Mylène FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Gilbert PASTOR, Éric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- ENVIRONNEMENT (907) SUBVENTION D'INVESTISSEMENT : 5 000 €

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : 1 214 000 €

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

- BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - SUBVENTION INVESTISSEMENT : 50 000 €

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Régine ILLAIRE, Isabelle GIANIEL.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **- 8 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180308

Acte Certifié exécutoire : **- 8 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **- 8 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Mission d'Information et d'Evaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation des modalités de dépôt des listes

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par courrier reçu en date du 27 décembre 2017, signé par l'ensemble de ses membres, le groupe d'élus « coopération métropolitaine » a sollicité la constitution d'une mission d'information et d'évaluation relative à la mise en œuvre du schéma de mutualisation ayant pour objectif d'évaluer de façon précise :

- « le déploiement de la coopérative de services à destination des communes en analysant tant la mise en commun des services ouverts aux communes que la coordination sur des champs partagés,
- la démarche de rapprochement progressif des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole, sous l'angle de la mise en place des services communs, et sous l'angle des fonctions supports partagées, [...] ».

Cette demande détaille le cahier des charges de cette évaluation « qui devra être basé sur des critères d'efficience incluant à la fois la qualité du service rendu et le coût de la prestation ».

Il devra aussi intégrer « des éléments fonctionnels d'activité des services ante et post réorganisation : notamment le nombre de dossiers traités - les délais de réponse moyens - la rémunération des agents y compris les avantages annexes-par communes et après transfert-locaux-dépenses d'investissement et de fonctionnement par type d'activités ».

Au regard du champ d'investigation établi par les 18 élus signataires, la durée de cette mission serait limitée à 3 mois à compter de sa première réunion, le délai maximum prévu par le Code général des collectivités territoriales et le règlement intérieur de l'Assemblée étant fixé à 6 mois.

Afin de respecter au mieux le principe de la représentation proportionnelle au sein de cette mission tel que mentionné dans les dispositions susvisées, il vous est proposé :

- de créer cette instance composée de 10 membres titulaires du Conseil de Métropole élus au scrutin proportionnel au plus fort reste ;
- d'approuver à ce titre, les conditions de dépôt des listes suivantes :
 - les listes devront être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général Service de l'Assemblée de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de dépôt est fixée au 29 mars 2018 à 12 heures ;
 - chaque liste parviendra sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation Montpellier Méditerranée Métropole » ;
 - chaque liste établie pour l'élection de cette mission ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Métropole ;
 - Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges.

Après approbation de ces modalités de dépôt des listes, l'élection se déroulera lors de la séance suivante du Conseil, le 29 mars 2018.

En application du règlement intérieur, il est rappelé que :

- la première séance de la mission se déroulera dans le mois qui suit la constitution de cette mission, au cours de laquelle elle procèdera en son sein, à la désignation d'un secrétaire et d'un rapporteur ;
- la mission d'information et d'évaluation relative au processus de mutualisation se réunira ensuite autant que de besoin, sur convocation adressée par son secrétaire ;
- toute demande de la mission relative à la communication de documents administratifs dont elle aurait besoin, devra être déposée au secrétariat du Directeur Général des Services chargé de les centraliser et de les instruire.

Au terme de la mission, son rapport sera transmis au Président de la Métropole qui en prendra connaissance et répondra aux observations dans un délai maximum de deux mois.

Au vu des réponses aux observations, la mission d'information et d'évaluation, rédigera un rapport définitif dans un délai maximum de deux mois.

Ce rapport définitif sera remis au Président qui l'inscrira à l'ordre du jour du Conseil, pour information. Il sera rendu public à cette occasion.

En conséquence, il vous est proposé de bien vouloir :

- approuver la constitution de la Mission d'Information et d'Evaluation relative à la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la durée maximale de la Mission de 3 mois ;
- approuver les modalités de dépôts des listes telles que précisées ci-dessus et la prochaine l'élection des membres de cette mission au scrutin proportionnel au plus fort reste ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART.

Hors commission - Accord de coopération Toulouse Métropole - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan 2017 et perspectives 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dès l'été 2014, les maires des deux capitales régionales et présidents respectifs de la Communauté urbaine de Toulouse et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé d'initier une démarche de dialogue et de concertation, dans la perspective de la création effective des métropoles au 1^{er} janvier 2015 et de la future grande région issue de la fusion des régions « Midi-Pyrénées » et « Languedoc-Roussillon ».

Celle-ci a abouti à l'adoption d'un accord-cadre de coopération par les deux assemblées délibérantes, signé le 30 janvier 2016 et qui a pour objet :

- de favoriser un développement concerté et équilibré du territoire de la grande région Occitanie qui s'appuie sur le dynamisme des deux principales aires urbaines et foyers de développement économique ;
- de développer entre les deux Métropoles et la nouvelle Région un partenariat constructif notamment concernant les schémas de planification régionaux, la participation aux instances de concertation et de coordination régionales, l'attractivité à l'international y compris avec les organismes d'Etat, la politique européenne de cohésion sociale, la mise en œuvre du Contrat de Plan Etat-Région ;
- de mettre en œuvre une coopération concrète entre les deux Métropoles notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, de coopération internationale, de transports et mobilités, de culture, de politique agricole et alimentaire.
- d'instituer un dialogue permanent entre les deux Métropoles.

En application des dispositions de cet accord, un rapport annuel présentant le bilan des actions menées et celles en perspectives, doit être présenté à l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du document présentant les principales actions réalisées en 2017 et les projets pour l'année 2018.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Accord-Cadre Toulouse Métropole-Montpellier Méditerranée Métropole Bilans 2017 et Perspectives-PER-PR-V6.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est proposé d'actualiser la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes suivants :

- Conseil de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication (ITIC),
- CROUS Montpellier Occitanie.

Il est proposé à l'Assemblée de désigner les représentants titulaires et suppléants au Conseil de l'ITIC (Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication).

Le Président propose les candidatures suivantes :

- Titulaire : M. Philippe SAUREL ;
- Suppléant : M. Guy BARRAL.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est également proposé de désigner un représentant suppléant au sein du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires) de Montpellier Occitanie (M. ABERT étant démissionnaire).

Le Président propose la candidature suivante :

M. Abdi EL KANDOUSSI.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à scrutin secret mais par vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- procéder à cette désignation et autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix
 Contre : 0 voix
 Abstention : 0 voix
 Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le **Président**


 Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
 Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

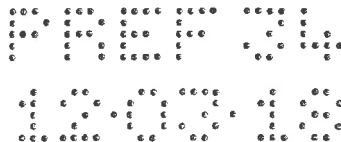
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.



Hors commission - Mandat Spécial (Mission et représentation) des élus - Prise en Charge - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

Au titre de l'année 2018, les frais relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront pris en charge ou remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

Les frais relevant du mandat spécial et les frais de représentation seront pris en charge dans la limite de 40 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de prise en charge ou de remboursement à Monsieur le Président et aux élus de la Métropole des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus et le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président et du Directeur Général des Services sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite de 40 000 € ;
- dire que les crédits seront imputés sur le budget de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

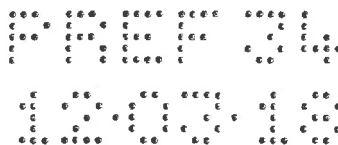
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.



Hors commission - Article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Afin de permettre une gestion plus fluide du domaine privé de la Métropole, il est proposé de modifier le seuil actuel de 75 000€ par lequel il est permis au Président d'autoriser par décision la vente de bien immobilier en le fixant à 180 000€ (point 1.3).

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

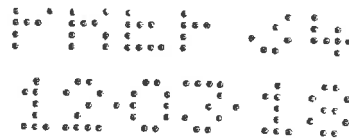
1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention



1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

1.8 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.9 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.10 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

1.11 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.12 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.13 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.

1.14 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,



- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.5 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

3.6 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

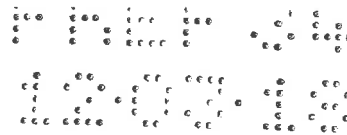
4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie » ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP.

5. Personnel – élus



5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux agents et élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L 2123-34, L2123-35, L 5217-7 et L 5215-16 du Code général des collectivités territoriales.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

7. Divers

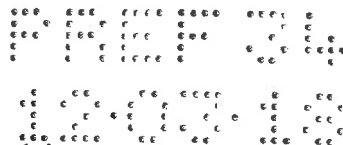
7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics , relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur *En dessous de 25 000€, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.



En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus ;
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions ;
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



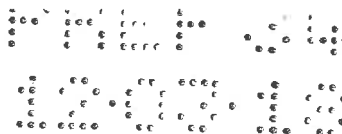
Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

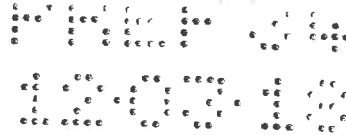
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.



Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Tableau Commissions 16-02 _ Conseil du 22-02-2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GABORIT	France	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	NAZET MARSON	Magali	Jacou
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
CASSAR	Michèle	Pignan	ANDREU	Francis	Lattes
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	LUZY	Hélène	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	VIDAL	Maurice	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonsec
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LACHENAL	Renaud	Grabels
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	MARINES	Jean François	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BAUDOUIN	Christine	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			TUAL	Daniel	Juvignac
			LACOMBE	Guy	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VESSIOT	Arlette	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
BARRAL	Guy	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
MIRALLES	Patricia	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	ROESCH	Laurent	Juvignac
FRECHE	Julie	Montpellier	BATIVELLI	Jacques	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	FRAISSE	Dély	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	GAILLET	Murielle	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			GROS	Emilie	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			GIMENEZ	Véronique	Pigan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, artisanat**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Courmonterral	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
COTTE	Robert	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
NAVARRE	Caroline	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
DANAN	Perla	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
DEMON	Véronique	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
PEREZ	Véronique	Montpellier	BERTOY	Françoise	Pérols
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	BRAEMER	Luc	Juvignac
RICO	Jean-Pierre	Pérols	GRAVIER	Eugène	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LACOMBE	Guy	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			MOUTOU BAZIN	Valérie	Montferrier-sur-lez
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Coumonsec
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	IMZOURH	Mohammed	Coumonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	GUIZARD	Christian	Courmonterral
ILLAIRE	Régine	Coumonsec	AUFRANC	Thierry	Grabels
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	NAZET MARSON	Magali	Jacou
CALVAT	Renaud	Jacou	GREPINET	Alain	Juvignac
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	MARTIN	Eliane	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PEREZ	Michel	Lavérune
BONNAL	Pierre	Le Crès	JEAN	Bernard	Le Crès
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	ANGELVIN	Céline	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	RASSAT	Thibault	Montpellier
BRISAUD	Anne	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
DASYLVA	Titina	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	BARDIN	Isabelle	Pignan
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	DALAINÉ	François	Castries
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	GINE	Martine	Courmonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PIOCH	Daniella	Montferrier-sur-lez
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
BUONO	Rosy	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
DONADA	Carole	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PASTOR	Eric	Lattes	BRAEMER	Luc	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	MERLET	Hélène	Juvignac
COUR	Christophe	Montpellier	LENOIR	Philippe	Lavérune
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COTTE	Robert	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CONESA	André	Pérols
VERA	Joël	Saussan	MIRAULT	Xavier	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	MORETEAU	Colette	Pérols
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOUI	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	EHRlich	Célia	Grabels
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	FLACHER	Bruno	Grabels
BODKIN	Maud	Montpellier	NAZET-MARSON	Magali	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROQUES	Michel	Juvignac
CASTRE	Gérard	Montpellier	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
HART	Clare	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérols	JEAN	Bernard	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			RASSAT	Thibault	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	GINE	Martine	Cournonterral
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTY	Robert	Cournonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BRISAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MALEK	Jérémie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
MARION	Chantal	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MODOT	Bernard	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	LENOIR	Philippe	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PERVENT	Paloma	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	CARBONELL	Gérard	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			MAVEL	Catherine	Montaud
			BERTHET	Alain	Montferrier-sur-Lez
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
REVOL	René	Grabels	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	MARTY	Robert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrègues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PAGES	Jean-Louis	Grabels
BONNAL	Pierre	Le Crès	RUF	Thierry	Jacou
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
CASSAR	Michelle	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	LOPEZ	Lionel	Lattes
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PETIT	François	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-lez
			PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	PISCOT	Marc	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	GRIZARD	Christian	Cournonterral
MEUNIER	Cyril	Lattes	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
BONNAL	Pierre	Le Crès	JOURDAN	Nicolas	Jacou
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
TOUZARD	Isabelle	Murviel-les-Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
QUILES	Thierry	Pignan	ALBERNHE	Luc	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	ASSIE	Rémi	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	HALUSKA	Vincent	Montpellier
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CINÇON	Sylvie	Pignan
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Sausan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			MIRAL	André	Jacou
			ROQUES	Michel	Juvignac
			VIGNERONS	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Relations Internationales, Tourisme, parcs d'activité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
DANAN	Perla	Montpellier	MIFSUD	Nathalie	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	George	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	TOUTAIN	Elisabeth	Montferrier-sur-lez
			HASARD	Françoise	Murviel-lès-Montpellier
			MATTERA	Patrick	Pignan
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques

Commission Ressources Humaines

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Courmonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Courmonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sécurité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	MIRAL	André	Jacou
BODKIN	Maud	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
PENSO	Eric	Clapiers	TUAL	Daniel	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	ANDREU	Francis	Lattes
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CINÇON	Sylvie	Pignan
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARCO	Joseph	Pignan
BRISAUD	Anne	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASTRE	Gérard	Montpellier	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
COUR	Christophe	Montpellier	BERTAUD	Xavier	Sussargues
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier			
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier			
MIRALLES	Patricia	Montpellier			
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier			
CASSAR	Michelle	Pignan			
JAOL	Laurent	Saint-Brès			

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VINDOLET	Thierry	Clapiers
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	PISCOT	Marc	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	FLACHER	Bruno	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MICHEL	Béatrice	Juvignac	RUF	Thierry	Jacou
DONADA	Carole	Lattes	GRAVIER	Eugène	Juvignac
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LENOIR	Philippe	Lavérune
MEUNIER	Cyril	Lattes	PETIT	François	Lavérune
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	MILOSZYK	Francis	Le Crès
BONNAL	Pierre	Le Crès	PINTARD	Céline	Le Crès
RAYMOND	Joël	Montaud	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PHILIPON	Pierre	Montaud
BRISAUD	Anne	Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	ASSIE	Rémi	Montpellier
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LITTON	Michel	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PELLET	Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	SOUSSEN	Alain	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ROUDIL	Marc	Saint-Brès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
BONNAL	Pierre	Le Crès	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Courmonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Courmonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Courmonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LABARIAS	Bernard	Courmonsec
JAUL	Laurent	Saint-Brès	LIATIM	Aïcha	Courmonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	CARNET	Olivier	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			BOUSQUEL	Jacques	Juignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			BOUDET	Olivier	Pérors
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérors
			LITTON	Michel	Pérors
			NIVASSE	Patricia	Pérors
			MESSINA	Gaspard	Pignan
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Vedas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Vedas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité,
culture scientifique et technique**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	DE MONTLAUR	George	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	SALOMON	Samira	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérols
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CARNET	Olivier	Courmonterral
JABADO	Claire	Grabels	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	JOURDAN	Nicolas	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	TUAL	Daniel	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	LACOMBE	Guy	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Lionel	Lattes
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
DASYLVA	Titina	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	CHARDES	Mylène	Montpellier
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASSAR	Michelle	Pignan	CINÇON	Sylvie	Pignan
RICO	Jean-Pierre	Pérols	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
LLORET	Eliane	Sussargues	HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BASCOUL	Julien	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	NURIT	Gilles	Cournonsec
BRISSAUD	Anne	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CASSAR	Michèle	Pignan	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BALAZUN	Génies	Restinclières	ANDREU	Francis	Lattes
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	LOPEZ	Lionel	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTIN	Eliane	Lattes
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Hors commission - Mission Fès (Maroc) du 28 février au 2 mars - Participation au Congrès franco-marocain de pathologie du sommeil - Autorisation de la mission

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre de son rayonnement et de son attractivité notamment auprès des acteurs du développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole se propose de participer au congrès international de la pathologie du sommeil à Fès du 28 février au 2 mars 2018. Des réunions de travail sont aussi prévues avec la Ville de Fès concernant la mise en œuvre de l'accord de coopération élargi signé à Montpellier en décembre dernier.

Les organisateurs du congrès de la pathologie du sommeil, dont un des vice-présidents est un professeur montpelliérain, souhaite inviter un représentant de la Ville de Montpellier/Métropole au congrès qui se tiendra dans la ville jumelle de Fès. Cette initiative participera à la dynamisation du nouvel accord de coopération élargi mais il s'inscrit aussi dans le cadre plus large de « Capital Santé » et de son internationalisation.

Dans l'Association franco-marocaine de pathologie du sommeil co-organisatrice de ce congrès, la place des forces vives montpelliéraines sur le sujet y est très fortement représentée. Ce congrès sera l'opportunité de pouvoir au travers d'une prise de parole introductive à côté de la Mairie de Fès et de la Région de Fès, situer le rôle important que l'axe « santé » représente pour Montpellier et sa Métropole.

Le projet d'envergure « Montpellier Capital Santé » vise à stimuler le développement et la croissance des entreprises, donner une visibilité européenne et internationale à la Métropole en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de son économie locale tout en attirant les meilleurs investisseurs et talents étrangers dans le domaine de la santé. Cette démarche se veut fédérative, associant l'ensemble de l'écosystème local dans toute sa diversité : entreprises et clusters, offre de soins, mutuelles, acteurs institutionnels, associations.

Ainsi la Métropole convie les acteurs locaux à renforcer ensemble leur engagement, en étant porteurs de projets visant aussi bien la croissance des entreprises, que le rayonnement, la diffusion des innovations ou encore la ville santé de demain.

Des opérations internationales permettent notamment de développer l'image santé du territoire métropolitain à l'international.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 2 500 € TTC. Ce coût est affecté aux frais d'organisation de la mission : transport international, transport interne, hôtel et repas de la délégation, qui sera composée d'un(e) élu(e) et un technicien(e) de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation du 28 février au 2 mars 2018 au congrès des pathologies du sommeil à Fès,
- approuver la participation d'un (e) élu (e) et d'un (e) technicien (ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 2 500 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

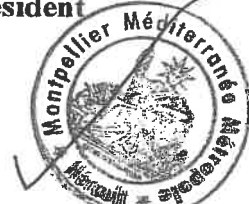
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



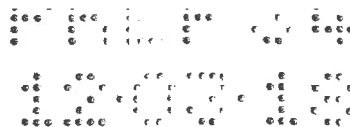
Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.

Logement - Construction de 44 logements sociaux - Résidence ' Canteloup ', chemin des Canteloups à Cournonterral - Attribution de subvention à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 44 logements sociaux, résidence « Canteloup » située chemin des Canteloups à Cournonterral.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, comprend 29 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 15 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain CAREMOLI-MIRAMOND, le programme neuf développe une surface habitable de 2 762 m² selon la typologie suivante : 14T2 - 24T3 - 6T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement en zone 3 du financement du logement social, permettant l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 5 632 691 €
- Subvention Etat déléguée : 110 250 €
- Subvention Conseil régional : 44 000 €
- Prêt CDC : 4 088 427 €
- Prêt Action logement : 360 000 €
- Fonds propres : 986 014 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 44 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 44 000 € pour la réalisation de 44 logements locatifs sociaux, résidence « Canteloup » située chemin des Canteloups à Cournonterral
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

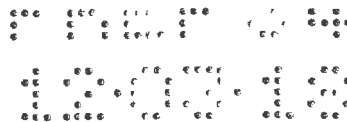
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix



Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le ~~Président~~



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

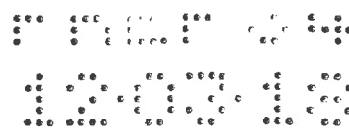
Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.



Logement - Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Tempo ', rue Antoine Garcia à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe I3F) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Tempo », rue Antoine Garcia à Saint Jean de Védas.

Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

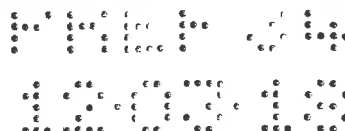
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Cardin et Gabriel associés.

La SA d'HLM Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les 4 emprunts d'un montant total de 703 690 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 295 190 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 215 760 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 121 259 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 71 481 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252.1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.



Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	295 190 €	215 760 €	121 259 €	71 481 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,40 %	- 0,20 %	+ 0,40 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivi d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 527 767,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 703 690 € sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements sociaux, résidence « Tempo », rue Antoine Garcia à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	295 190 €	215 760 €	121 259 €	71 481 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum	de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,40 %	- 0,20 %	+ 0,40 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivi d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 527 767,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 703 690 € sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements sociaux, résidence « Tempo », rue Antoine Garcia à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

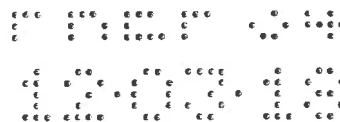
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.



Logement - Construction de 101 logements sociaux - Résidence ' Le Prado Concorde ', place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 101 logements sociaux, dont 74 en pleine propriété et 27 en usufruit locatif social, résidence " Prado Concorde", place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez.

L'opération, sous co-maîtrise d'ouvrage des promoteurs Helenis et Opalia, comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 19 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), 44 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS), dont 27 en usufruit locatif social.

Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici PROMOLOGIS, pour une période de 15 ans.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte parisien Valode & Pistre.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75% les neuf emprunts d'un montant total de 9 608 694 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 2 166 936 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 768 097 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 962 882 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 866 412 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 560 638 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 771 849 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 980 812 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction ULS d'un montant de 850 956 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire ULS d'un montant de 680 112 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.



Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire 2017
Montant du prêt	2 166 936 €	1 768 097 €	962 882 €	866 412 €	560 638 €	771 849 €	980 812 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0.60 %	+ 0.51 %	- 0.20 %	+ 0.51 %	+ 1.11 %	+ 0.51 %	+ 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisabilité						
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

Désignation	PLS ULS	PLS complémentaire 2017 ULS
Montant du prêt	850 956 €	680 112 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %	
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A	
Modalité de révision	double révisabilité	
Durée de la phase de préfinancement	Néant	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée de la phase d'amortissement	14 ans	14 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 7 206 520,50 €, représentant 75 % des neuf prêts sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 101 logements sociaux, résidence " Prado Concorde", place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

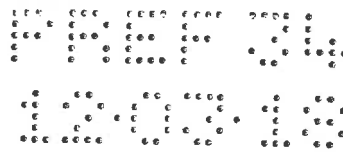
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.



Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Modern'Art ', 42 rue Proudhon à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Modern' Art », rue Proudhon à Montpellier.

Le programme neuf, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 5 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain EMMANUEL NEBOUT, ce programme développe une surface habitable de 479,50 m² selon la typologie suivante : 3 T2, 3 T3, 2 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 027 583 € ;
- Subvention Etat Déléguée : 22 050 € ;
- Subvention conseil régional : 13 500 € ;
- Prêt CDC : 829 033 € ;
- Prêt Action Logement : 27 000 € ;
- Fonds propres : 120 000 € ;
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 16 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 16 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Modern' Art » à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Véronique DEMON, Chantal LÉVY-RAMEAU ; MM. Yvon PELLET et Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018

Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Logement - Construction de 6 logements sociaux - résidence ' Selenia ', rue de la Gare à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements sociaux résidence « Selenia », située rue de la gare à Saint Jean de Védas.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés par un Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte montpelliérain « Sentein-Brinas ».

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 765 822 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 235 696 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 125 326 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 68 595 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 39 843 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 82 017 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 102 869 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 111 476 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-14 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire
Montant du prêt	235 696 €	125 326 €	68 595 €	39 843 €	82 017 €	102 869 €	111 476 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0.6 %	+ 0.68 %	- 0.20 %	+ 0.68 %	+ 1.11 %	+ 0.68 %	+ 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50%						
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisabilité limitée						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60ans	40ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 574 366,50 €, représentant 75 % des sept prêts sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements sociaux, résidence « Séléna », rue de la Gare à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président

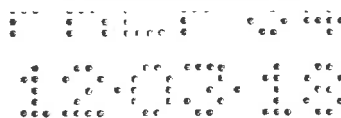

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

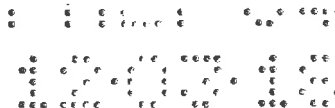
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.



Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-cinq logements et des parties communes de deux copropriétés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour se faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-cinq logements et deux copropriétés situés dans les communes de Castries, Clapiers, Courmonterral, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, pour un montant total de 162 845 €. Deux de ces logements ont un statut locatif, les vingt-trois autres sont occupés par des propriétaires disposant de revenus modestes ou très modestes. Par ailleurs, trente et un copropriétaires sollicitent une subvention pour la réhabilitation des parties communes de leur immeuble, dont vingt-huit propriétaires occupants modestes ou très modestes et trois propriétaires bailleurs. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:
- Annexe PIG conseil FEVRIER V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

Présents :

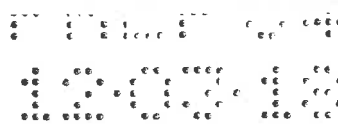
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.



Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Contribution volontaire d'EDF - Convention - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social de ces personnes, individuelles ou collectives, liées au logement.

Avec ce transfert, la Métropole va pouvoir agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

Electricité de France s'est engagée depuis plus de 30 ans à mener une politique volontariste vis-à-vis des plus démunis, avec l'objectif de faire en sorte que la facture énergétique ne constitue pas un facteur aggravant d'une situation de précarité. La contribution annuelle volontaire d'EDF au Fonds de Solidarité pour le Logement métropolitain en vue de la mise en œuvre d'actions curatives visant les impayés d'énergie et d'actions préventives permettant une meilleure maîtrise de l'énergie, limitant ainsi le montant des factures, reflète cet engagement.

Pour rappel, le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par d'autres contributeurs qui y sont intéressés.

Une convention est proposée, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et le distributeur d'énergie ayant pour objet de préciser :

- la nature et les modalités de versement de la contribution d'EDF au FSL métropolitain, pour l'année 2018 concernant les aides aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En début d'année et au plus tard le 30 juin, EDF fera connaître par courrier le montant de sa participation financière qui sera versée au Fonds de Solidarité Logement pour l'année civile en cours, et en précisera la répartition entre des actions curatives et préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- prendre acte de l'intention d'Electricité de France d'abonder le Fonds de Solidarité pour le Logement Métropolitain ;
- approuver le projet de convention à intervenir avec Electricité de France (EDF) ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

lippe

-179-



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

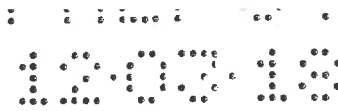
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.



Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social de ces personnes, individuelles ou collectives, liées au logement.

Avec ce transfert, la Métropole va pouvoir agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

La Loi Brottes du 15 avril 2013 (décret d'application du 27 février 2014 et mesure validée par le Conseil Constitutionnel en mai 2016) a introduit l'interdiction totale de coupure de fourniture d'eau pour toutes les résidences principales et prévoit qu'en cas d'impossibilité pour l'usager de régler sa facture par le biais d'un plan d'apurement, il puisse saisir le Fonds de Solidarité pour le Logement avant toute procédure contentieuse.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public industriel et commercial en charge de la gestion du service de l'eau potable sur 13 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, souhaite participer volontairement au financement du FSL pour contribuer à la prise en charge des dettes relatives aux factures d'eau et aider les abonnés à limiter leur endettement.

Pour rappel, le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par d'autres contributeurs qui y sont intéressés.

Une convention est proposée, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux ayant pour objet de préciser :

- la nature et les modalités de versement de la contribution de la Régie des Eaux au FSL Métropolitain, pour l'année 2018 concernant les aides aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'eau. La Régie fera connaître par écrit à la Métropole le montant de la participation annuelle qu'elle versera au Fonds pour l'année civile en cours ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'eau des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'intention de la Régie des Eaux de la Métropole d'abonder le Fonds de Solidarité pour le Logement métropolitain ;
- approuver le projet de convention à intervenir avec la Régie des Eaux ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Chantal CLARAC, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET et Brigitte ROUSSEL-GALIANA ; MM. Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Jean-Marc LUSSERT et Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions logement 2018 - Attribution de subvention ISSUE et CCAS Montpellier

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Par délibération n°15096 en date du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé de confier la gestion financière et comptable du FSL à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault et d'approuver les modalités du partenariat avec la CAF tel que défini par convention.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » alimenté de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation d'autres contributeurs partenaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CAF....

Le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement mises en œuvre par des opérateurs associatifs ou CCAS (Centre Communal d'Action Sociales).

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales.

Par délibération n°M2018-39 en date du 25 janvier 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'attribution du concours du FSL métropolitain pour un montant total de 1 223 237 € à 18 premiers organismes en charge d'actions d'insertion par le logement, avec lesquels une convention précisant les obligations des parties est en cours de signature.

La présente délibération vise à entériner le soutien financier apporté par le FSL à deux autres opérateurs pour lesquels il n'avait pas été possible de statuer dès janvier dernier : Issue/Gammes et le CCAS de Montpellier.

Les actions conduites par les deux structures concernent les domaines suivants :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant divers types de mesures en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Gestion d'appartements pour accéder à un hébergement d'insertion et de logement adapté*. Il s'agit de la prise à bail et de la gestion de logements par ces opérateurs dans le parc public ou privé de type appartements relais ou sous location à bail glissant pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 553 692 € à l'association Issue/Gammes et une subvention de 114 849 € au CCAS de Montpellier – Bouissonnade, soit un montant global de subventions attribuées de 668 541 €, portant ainsi le financement des actions indirectes du FSL pour 2018, à l'issue des Conseils de janvier et février, à la somme totale de 1 891 778 €.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accession à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent mais de manière plus favorable. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Les conventions proposées à l'approbation du Conseil à intervenir avec chacune des structures ont pour objet de définir les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions d'accompagnement au profit des publics public défini dans le règlement intérieur du dispositif. Elles définissent également les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions seront signées pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du concours du FSL métropolitain pour un montant total de 668 541 € aux 2 opérateurs précités sous réserve de la signature des conventions afférentes ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocations Familiales, gestionnaire comptable et financier du FSL ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions à intervenir avec chacun des deux organismes subventionnés ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

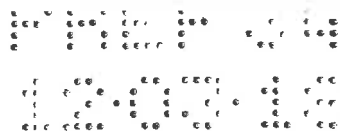
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.



Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Convention de projet partenarial "Route de Béziers" avec la société SEP Fontaine de Pontou pour la réalisation de 3 lots à bâtir sur la parcelle AN195 - Commune de Saint Jean de Védas - Approbation du périmètre du PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La parcelle AN195 à Saint Jean de Védas se situe route de Béziers, dans un secteur à vocation résidentiel d'habitat individuel. Il est classé en 2U au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas.

La Société SEP Fontaine de Pontou a déposé, sur cette parcelle de 4 736 m², en date du 14 décembre 2017, une demande de permis d'aménager n°34 270 17M0007 qui vise la réalisation de 3 lots à bâtir à destination de logements individuels, pour une surface de plancher totale maximale de 399 m². Il sera réalisé en une tranche.

Il apparaît que cette opération nécessite l'extension des réseaux de distribution d'électricité, l'enfouissement d'une portion de réseau Télécom ainsi que l'aménagement de l'accès sur la route de Béziers, incluant le busage d'un fossé pluvial. Cela représente un coût total prévisionnel de 29 633,81 euros HT.

Aussi, il est proposé de mettre en place un périmètre et une convention de PUP (Projet Urbain Partenarial) afin de financer ces équipements publics.

Le PUP est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment aux articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. A l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Route de Béziers », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participeront, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants.

Le périmètre de PUP couvre la parcelle AN195.

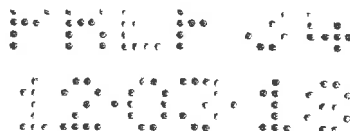
Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 5 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Compte tenu de l'urbanisation existante autour, il apparaît que l'extension de réseaux électrique et la création de l'accès sur la route de Béziers ne sont nécessaires qu'à l'urbanisation de la parcelle AN195. Elles sont imputées en totalité au lotisseur.

L'enfouissement du réseau Télécom bénéficiera aussi aux riverains déjà présents. Il est imputé à 20% au lotisseur de la parcelle AN195.

Aussi, est prévue une convention de PUP avec la société SEP Fontaine de Pontou, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 26 395,57 €HT.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du projet urbain partenarial tel que défini ci-dessus ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Ozone Habitat et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années ;
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information ;
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

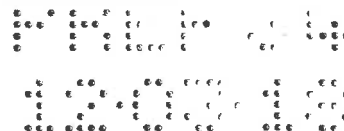
Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Plan périmètre_PUP_route_beziers_AN1951517397547491.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

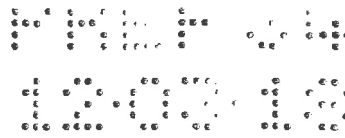
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER.



Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Programmes Investissements d'Avenir - ' Territoires d'Innovation de Grande Ambition ' - Accord de Consortium ingénierie du projet "Littoral +" - entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'État, par l'intermédiaire du Commissariat Général à l'Investissement (CGI) et dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) n°3 a lancé le 24 mars 2017 un appel à manifestation d'intérêt intitulé « Territoires d'innovation de grande ambition » dont l'objectif est de faire émerger, sur un territoire identifié, des technologies ou des formes nouvelles de coopération autour d'un projet fédérateur permettant une transformation pour les habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée à la Région Occitanie autour du projet « Littoral+ » qui propose une ambition forte : faire du littoral d'Occitanie un territoire modèle des espaces littoraux attractifs et pérennes de demain. Il est décliné en trois objectifs :

- La performance et la diversification de l'économie du littoral ;
- L'économie des ressources naturelles du littoral ;
- La résilience du littoral.

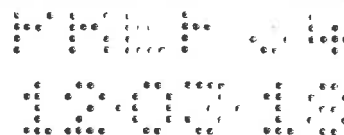
Les trois objectifs transformant de Littoral+ seront expérimentés sur trois territoires démonstrateurs, caractéristiques du littoral d'Occitanie, avec une capacité de répliquabilité (régionale, nationale et internationale) :

- La ville balnéaire : le Golfe d'Aigues-Mortes ;
- Les espaces lagunaires : le bassin de Thau et le Narbonnais ;
- La mer : le Parc Naturel Marin du Golfe du Lion.

Ces trois objectifs sont irrigués par huit actions qui ont été bâties comme des réponses concrètes et complémentaires entre :

- Montpellier Méditerranée Métropole, coordinateur de l'action 1.1 « Transformer une ancienne friche commerciale du littoral en un quartier de grande ambition par son urbanité, sa modularité et sa performance environnementale ». Cette action se traduit en particulier avec un projet lié à l'hébergement touristique dans le cadre du projet Ode à la Mer sur le secteur du Fenouillet à Pérols.
- Egis Eau, coordinateur de l'action 1.2 « Résilience immobilière solidaire et concertée » (RISC) : Rendre résilient mon bien immobilier vulnérable par le partage financier et juridique des travaux ».
- Bouygues Energies et Services, coordinateur de l'action 1.3 « Palette(s) « Couleur, lumière et design urbain » : Par le design, redécouvrir et me réapproprier ma station.
- La Région Occitanie, Chef de file du projet Littoral+ et coordinateur de l'action 1.4 « L'économie circulaire appliquée aux ports » : Conforter l'attractivité des ports de plaisance par un modèle économique nouveau de recyclage des sédiments de dragage ».
- La Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne coordinateur de l'action 2.1 « Eau alternative pour une meilleure résilience littorale » : Réutilisation d'eaux de qualité maîtrisée issues des unités d'épuration pour des usages à vocation agricole, touristique et de loisirs ».
- Le Syndicat Mixte du bassin de Thau en tant que coordinateur de l'action 2.2 « Lab territorial » : Mieux exploiter pour mieux préserver la lagune et accompagner la transition écologique du territoire par le numérique ».
- Quadran Énergies marines, coordinateur de l'action 3 « Développement des co-usages et co-activités sur les plateformes éoliennes flottantes : pêche et aquaculture multi-trophique intégrée / nouveau modèle énergétique (hydrogène, air comprimé, dessalement d'eau de mer...) ».
- L'IRT Saint Exupéry, coordinateur de l'action 4 « Le big data au service de la transformation du littoral ».
- L'Université de Montpellier Paul Valéry, coordinateur de l'outil e-débat.

La candidature Littoral + a été sélectionnée à l'appel à manifestation d'intérêt parmi les 24 lauréats. Elle peut ainsi bénéficier d'un appui financier en ingénierie pouvant aller jusqu'à 400 000 € afin d'approfondir les projets et préparer une réponse à l'appel à projets qui sera lancé mi-2018.



Afin de mettre en œuvre les actions d'ingénierie, un accord de consortium est conclu. Il a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre de l'ingénierie nécessaire au projet Littoral+ dans la perspective d'une réponse à l'Appel à Projet Territoires d'Innovation de Grande Ambition qui sera lancé par le Secrétariat Général à l'Investissement en 2018. Il est élaboré conformément aux règles de l'Appel à Manifestation d'Intérêt et en particulier son règlement financier.

Un règlement d'application sera établi entre les membres du consortium et précisera les règles de fonctionnement, de gestion, de paiement et de mise en œuvre de la phase d'ingénierie.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'accord de consortium ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Environnement - Demeter - Centre de tri des déchets recyclables secs - Rénovation & extension du centre de tri - Dossier de demande d'autorisation environnementale - Demande d'ouverture d'enquête publique

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 25 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres de la Métropole.

Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité pour tenir compte de l'extension des consignes de tri et de l'évolution démographique de la Métropole.

Complémentairement, par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment / VRD et marché global de performance pour la conception-réalisation-exploitation-maintenance du process de tri), la Métropole a autorisé pour sa mise en œuvre, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.). Le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole, le suivi et le contrôle d'exploitation des installations restant sous la responsabilité de cette dernière.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 35 000 tonnes de déchets par an prenant en compte l'extension des consignes de tri des déchets plastiques ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs.

Par une nouvelle délibération n°13636 du 26 février 2016, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement SETEC – A+ - URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON, lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du nouveau centre de tri. Le groupement de maîtrise d'œuvre a immédiatement engagé ses missions, dont la première a consisté à diagnostiquer des installations existantes, immédiatement suivie de l'élaboration du cahier des charges de la consultation du Marché Global de Performance pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du nouveau process de tri.

Au terme de la consultation d'entreprises, menée au cours de l'année 2017 selon la procédure de dialogue compétitif tel que défini aux articles 75 et 76 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et après analyse des offres, la commission d'appel d'offres de la Métropole a décidé, lors de sa séance du 24 octobre 2017, d'attribuer le marché global de performance à la Société Montpellieraine de Traitement et Valorisation des Déchets (SMTVD), sise ZAC Garosud, 2549, Avenue de Maurin, 34070 Montpellier, pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT dont 8 536 932 € HT pour les travaux. La durée prévisionnelle du marché est de 96 mois, dont 72 mois pour l'exploitation du centre de tri modernisé à compter de la réception des installations. Ce montant ne comprend pas les coûts prévisionnels de la part affectée aux travaux de bâtiment et VRD, évalués à 3 731 000,00 € HT.

La nature des installations et des activités du projet relève du Code de l'environnement. Ainsi, les modifications apportées aux équipements existants concernant l'extension de la capacité de traitement de déchets et des bâtiments sont soumises à autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Dans ce cadre, le projet a été préalablement soumis à la procédure «d'examen au cas par cas» désormais prévue par la nouvelle réglementation en matière d'autorisation environnementale, qui a conclu que le projet n'est pas soumis à étude d'impact. Néanmoins, cette décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles l'exploitation de l'installation est subordonnée au terme de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale, aujourd'hui soumis à l'approbation du Conseil.

Le dossier constitué par la Métropole, sur la base des études de projet du maître d'œuvre et du titulaire du marché global de performance présente les caractéristiques principales du projet retenu pour la réalisation du centre de tri, ainsi que les incidences de sa construction et de son fonctionnement sur le voisinage et l'environnement. Il comporte :

- Un document administratif,
- Un document technique
- Un résumé non technique
- L'étude des incidences éventuelles
- L'étude des dangers éventuels
- Les plans et annexes nécessaires à la complète description du projet, et son insertion dans l'environnement de la ZAC Garosud.

L'extension du bâtiment en elle-même, réalisée sur un terrain de jachère industrielle, propriété de la Métropole et dédié à ce projet dans le PLU de Montpellier, n'impacte l'environnement que de façon marginale. Les principales incidences concernent des nuisances ponctuelles caractéristiques de tout chantier de BTP, liées à la phase de construction d'une durée prévisionnelle limitée de sept mois, puis en exploitation, les effets de la circulation des camions acheminant le produit des collectes sélectives. La localisation du projet dans le périmètre d'une zone d'activité, à proximité d'axes de grande circulation et d'une voie ferrée, et les mesures prévues pour réduire les files d'attente des véhicules avant déchargement à l'intérieur du périmètre de site, limite fortement l'impact du projet sur l'environnement. Les activités de tri s'effectueront à l'intérieur de bâtiments fermés. Le process développé associé à des équipements éprouvés et de qualité garantissent la fiabilité de l'exploitation. Enfin, l'ensemble des impacts potentiels, accidentels ou récurrents, sont identifiés et maîtrisés.

L'étude de dangers retient comme risque principal l'incendie des matériaux en attente de tri. Ce risque est pris en compte dans la conception même du bâtiment, disposant de murs coupe-feux et de dispositifs anti-incendie performants (détection, canons à mousse, sprinklage des équipements), et ainsi maîtrisé à l'intérieur du périmètre, sans danger pour les riverains.

Il convient d'approuver ce dossier de demande d'autorisation environnementale et de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin de diligenter les procédures en application du Code de l'environnement pour l'ouverture de l'enquête publique attendue pour l'automne 2018. Complémentairement, le dossier de permis de construire sera déposé auprès des services instructeurs,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du centre de tri des déchets secs recyclables présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à déposer le dossier auprès des services de l'Etat en vue de son instruction administrative,
- solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin de diligenter les procédures pour l'ouverture de l'enquête publique en application du Code de l'environnement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, notamment le dossier de demande de permis de construire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Appel à projets "solutions intégrées de mobilité GNV" - Convention de partenariat avec la société Seven - Autorisation de signer le contrat de GME

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le commissariat général à l'investissement (CGI) a mandaté l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour rédiger et instruire un appel à projets portant sur le déploiement des stations « gaz naturel véhicule » (GNV) sur le territoire français. Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre de la directive européenne 2014/94/UE Alternative Fuels Infrastructure (AFI) du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, qui vise à mailler les territoires en stations d'avitaillement GNV.

La société SAS SEVEN Occitanie, composée de GRDF, VEOLIA, ENERCOOP, ENERGIE PARTAGEE, IVECO, l'INRA, et EVERGAZ a répondu à l'appel à projets sur le territoire de la Région Occitanie, avec l'implantation d'une station au GNV sur le territoire de la Métropole. La structure imposée par l'Etat dans le cadre de l'appel à projets est celle d'un groupement momentané d'entreprises (GME), avec un porteur unique.

La délibération n°14572 du 29 mars 2017 émettait un avis favorable à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets de l'ADEME en partenariat avec SAS SEVEN Occitanie.

L'objectif visé est d'engager un programme ambitieux de renouvellement de la flotte de véhicules de la régie de collecte des déchets en optant pour le GNV en remplacement du gasoil, à l'instar du choix fait pour les bus, afin de réduire considérablement les émissions de particules et améliorer ainsi la qualité de l'air.

Le 11 janvier 2018, l'Etat a validé la candidature de la SAS SEVEN Occitanie à l'appel à projets.

Il est maintenant nécessaire de procéder à la signature du contrat de GME au côté de 37 collectivités territoriales et entreprises. La signature de ce contrat avec la société SAS SEVEN Occitanie permettra à Montpellier Méditerranée Métropole d'obtenir 10 000 € de subventions à l'achat pour chaque véhicule GNV neuf, subvention limitée à un maximum de 140 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la signature d'un contrat de GME avec la SAS SEVEN Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

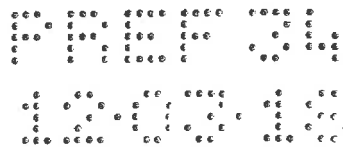
Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, René REVOL, Joël VERA.



Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu (Chine) du 17 au 25 mars 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé le million et demi d'euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 19 communes, impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-lès-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud),
- 29 producteurs sur 53 font partie de l'opération,
- 24 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 12 missions,
- En 2016 et 2017, **8 nouveaux viticulteurs** ont rejoint l'action,
- 7 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente (2 caves et 5 Domaines),
- Les 3 premiers sont des Domaines (de 154 000 € à 224 000 €),
- 7 ont un chiffre d'affaires supérieur à 100 000 €,
- Le chiffre d'affaires de la moitié des acteurs de la filière qui suivent l'opération est compris entre 70 000 € et 224 k€.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Chengdu avec la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu du 17 au 25 mars 2018.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 20 m² et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels chinois.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 6 800 € T.T.C. Il est proposé la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la mission, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas.

Le coût estimé par participant est de 1 700 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu du 17 au 25 mars 2018,
- approuver la participation de 4 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 6 800 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

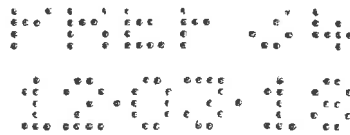
Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

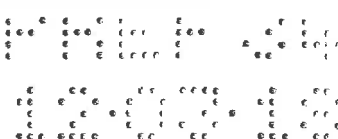
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.



Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Exploitation des équipements - Choix du futur mode de gestion - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Situé en plein cœur de Montpellier, le Corum, Palais des Congrès et Opéra est composé de trois auditoriums : Berlioz (1 200, 1 500 ou 2 000 places), Pasteur (745 places) et Einstein (318 places). De nombreuses salles de commission modulables et bureaux (25) viennent compléter les auditoriums sur 6000 m² de surface d'exposition et de réception.

Le Zénith Sud d'une surface de 4 900m² dispose d'un espace modulable en 7 jauges possibles, de 1 300 à 6 300 places permettant de créer un espace adapté à chaque événement.

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Enjoy Montpellier devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public (DSP) est entrée en vigueur le 1er janvier 2009 et arrive à échéance le 31 décembre 2018.

Ce contrat de DSP a depuis fait l'objet de trois avenants.

Un premier avenant (délibération n°10632 du 30 janvier 2012) inclus dans le périmètre de la DSP, la passerelle piétonne située au-dessus de l'Allée de la Citadelle et révisé les modalités relatives à la redevance variable.

Un deuxième avenant (délibération n°10805 du 29 mars 2012) décline les trois obligations d'accueil distinctes pour les associations Opéra & Orchestre National de Montpellier, Montpellier Danse et Radio France et modifie le plan de renouvellement prévisionnel et la liste des travaux d'extension.

Un troisième avenant (délibération n°12387 du 31 juillet 2014) révisé la grille tarifaire et crée une 7^{ème} jauge au Zénith Sud.

Les prestations actuelles, objet du contrat sont basées sur :

- une mission de gestion complète des équipements en vue de l'accueil du public lors de manifestations économiques, culturelles ou touristiques ; la promotion et l'organisation d'événements à rayonnement national et international,
- une mission de gestion des activités accessoires (parking, restaurant, bar, affichage publicitaire).

Outre l'ouverture au public, cet ensemble a une obligation d'accueil concernant trois associations culturelles que sont l'Opéra Orchestre National de Montpellier, le Festival Radio France et le Festival Montpellier Danse.

Au vu de la complémentarité des deux équipements dans le tourisme d'affaires et l'organisation de spectacles musicaux et autres manifestations culturelles et artistiques, il est proposé une exploitation conjointe des deux équipements.

Le rapport annexé à cette délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion envisageables, une analyse comparative des différents modes de gestion et les principales caractéristiques du contrat.

Conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer ces deux équipements, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

I - Présentation des différents modes de gestion :

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud :

- la « gestion publique » c'est-à-dire en régie : la Métropole crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée).
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (DSP : affermage ou concession) ou d'une régie intéressée.

II - Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés :

1/ Les objectifs

- Contribuer au développement de l'attractivité touristique de la Métropole et de son rayonnement national et international ;
- Mettre en conformité la stratégie des équipements avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du tourisme, du tourisme d'affaires, du développement économique et de la culture.
- Consolider la fréquentation actuelle des équipements et favoriser son augmentation ;
- Continuer à soutenir l'Opéra Orchestre, le festival Radio France et le festival Montpellier Danse en accueillant les trois associations culturelles ;
- Maintenir les équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;

2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse

Deux scénarios ont été étudiés :

Le scénario A envisage la gestion en régie des équipements ce qui induit la modification du mode de gestion actuel. Il vise à renforcer le rôle de la collectivité sur le service. S'agissant d'un service public à caractère industriel et commercial, les équipements devront être gérés au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (l'article L.1412-1 CGCT).

Le scénario B envisage la gestion en délégation de service public de type affermage, ce qui est la continuité du mode de gestion actuel. La régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque uniquement lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même la délégation de service public de type « concession » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs concernant ces deux équipements.

Analyse comparative des différents modes de gestion

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable à la métropole) et 4 (très favorable à la métropole) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP affermage
Adaptabilité	2	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Coût du service	2	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	2	3
TOTAL	17	25

En synthèse, de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des 7 critères définis, le scénario B « DSP de type affermage » s'avère plus adapté à la Métropole.

Dans un contexte de forte concurrence nationale et internationale sur le plan des manifestations économiques et culturelles, ce scénario permet de transférer le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur le délégataire.

Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale adaptée.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une seule délégation de service public pour les deux équipements.

III - Caractéristiques particulières du futur délégataire

La délégation de service public est un mode de gestion qui permet de confier la gestion d'un service public à un opérateur économique. Le délégataire n'est pas obligatoirement une personne privée, il peut s'agir, outre d'une personne physique ou morale de droit privé, d'une autre personne morale de droit public.

Actuellement l'opérateur est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, à actionnariat majoritairement publique (83.6%) mais également privé (16.4%).

La loi du 28 mai 2010 permet aux collectivités de confier la gestion de leur service public à une Société Publique Locale (SPL). Ce sont des sociétés anonymes (livre II du Code de commerce) au capital exclusivement détenu par des collectivités territoriales. Par dérogation à l'article L.225-1 du code de commerce, deux collectivités suffisent pour créer une SPL. Par ailleurs, elles sont soumises, sauf dispositions contraires, aux règles régissant les SAEML prévues au titre II du livre V de la première partie du CGCT.

L'article L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'une SPL est compétente pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

Un des avantages sur le recours à une SPL plutôt qu'à une SAEML pour exploiter un service public est qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une mise en concurrence pour attribuer la gestion du service. Il s'agit en effet d'un modèle de gestion « in house » au sens de l'Union Européenne qui, bien qu'étant juridiquement une gestion déléguée, se rapproche de la gestion en régie du fait de l'actionnariat public et du contrôle que la collectivité peut avoir sur la SPL (ceci bien entendu suivant le contrôle que la collectivité délégante exerce au sein de la SPL).

Les SPL peuvent exercer l'activité qui leur est déléguée par leurs collectivités actionnaires, à 3 conditions :

- spécialisation organique : exercice d'activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires.
- spécialisation territoriale : les SPL ne peuvent intervenir que sur les territoires des collectivités territoriales ou EPCI membres.
- spécialisation fonctionnelle : l'activité déléguée doit figurer expressément dans les statuts de la société.

A ce stade, le recours à une SPL pour la gestion de cette DSP est envisageable. Dans une telle hypothèse la procédure de délégation de service public sera directement négociée avec elle, sans publicité ni mise en concurrence préalable.

En tout état de cause, la présente assemblée interviendra dans ce choix puisqu'il lui appartiendra, si cette option se confirmait, d'approuver les statuts de ladite SPL avant d'autoriser la signature de la DSP avec elle.

IV - Principales caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

La Métropole de Montpellier confiera au délégataire l'exclusivité de l'exploitation du service public et mettra à disposition l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires au bon fonctionnement dudit service.

Le délégataire devra assurer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud.

Il devra assurer en totalité les prestations et missions nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement. Les principales caractéristiques du service sont celles mentionnées ci-dessus.

2/ Durée du contrat

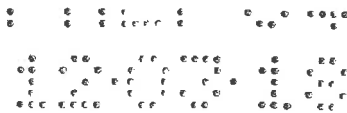
La durée du contrat sera entre 6 et 10 ans et prendra effet au 1^{er} janvier 2019. Cette durée sera définie notamment en fonction des investissements pris en charge par le délégataire et nécessaires au maintien comme au développement de l'activité commerciale.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

a/ Missions

Le délégataire assurera la gestion du service public du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au travers des missions suivantes :

- L'exercice des activités suivantes :
 - L'accueil du public,
 - La promotion et l'organisation d'événements à rayonnement national et international,



- L'accueil des trois associations culturelles suivantes : OONM, Festival Radio France et Festival Montpel-lier Danse,
- Gestion des missions accessoires : parking, restaurant, bar, affichage informatif et publicitaire.

- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :

- La gestion technique, administrative, financière et commerciale,
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel néces-saire au bon fonctionnement de l'équipement,
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service,
- Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vi-gueur.

b/ Investissements

Même s'il s'agit d'une DSP de type affermage, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à son projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, seront remis au délégant à la fin du contrat.

c/ Entretien, renouvellement et GER

La métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- l'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectés à l'évacuation des déchets ;
- le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels néces-saires à l'exploitation du service ;
- l'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installa-tions techniques ;
- l'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, cir-cuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

La Métropole en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement lié à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé au délégataire de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

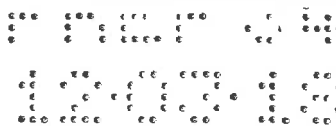
La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre. Elle sera votée par l'assemblée délibérante lors de l'approbation du projet de contrat.

Conformément à l'article L. 1411-2 du Code général des collectivités territoriales, le futur délégataire proposera les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.



Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de la métropole en tant qu'autorité organisatrice

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT, la Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront, en particulier, de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt culturel et économique de ces équipements pour les visiteurs et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique économique, culturelle et touristique,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement,
- la réalisation effective du CEP, en matière de recettes et charges de la délégation.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

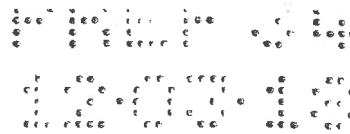
7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

La Commission Consultative des Services Locaux et le Comité Technique, lors de leurs séances du 15 février 2018, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud ;
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver le lancement de la procédure de délégation de service public telle que définie aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation de l'exploitant des deux équipements ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU et M. Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Rapport sur le choix du mode de gestion et le principe du recours à la DSP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Alex LARUE, Béatrice MICHEL, Jean-Luc SAVY.

Ressources Humaines - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est présenté au Conseil de Métropole.

Ce rapport fait état de l'égalité entre femmes et hommes en mettant en avant, dans un premier temps, cette question à l'échelle du territoire sous l'angle du contrat de ville, du soutien aux associations et de l'élargissement des clauses sociales. Dans un deuxième temps, le rapport détaille la situation sur la politique des ressources humaines de la Métropole en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

La Métropole exerce depuis janvier 2015 la compétence politique de la ville. Douze quartiers prioritaires ont ainsi été définis sur le territoire montpellierain. L'égalité femmes-hommes constitue l'une des quatre priorités transversales avec la jeunesse, la lutte contre les discriminations, et la lutte contre toutes les formes de replis communautaires.

Tout d'abord, la production de données sexuées sur chaque quartier prioritaire va permettre d'actualiser le diagnostic initial du contrat de ville. Par ailleurs, face au constat du retrait des femmes du marché du travail dans les quartiers prioritaires de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires engagés dans le Podem-Contrat de Ville ont décidé de traiter de manière intégrée la question de l'égalité professionnelle. Au-delà des actions visant à faciliter l'accès à l'emploi, l'accès à la santé et aux droits, l'accès aux sports et dans le domaine de la citoyenneté sont menées. A titre d'exemple, une étude sur l'état des lieux des discriminations subies permettra d'alimenter un plan territorial de lutte contre les discriminations en 2018.

Au niveau du développement économique, la Métropole soutient des actions de terrains, menées par des associations, sur le champ de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de la création d'activités. L'objectif d'égalité femme-homme y est une préoccupation majeure à travers par exemple la lutte contre les représentations.

En seconde partie, le rapport établit un descriptif en matière de ressources humaines. En sa qualité d'employeur la Métropole opère progressivement une politique visant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Celle-ci porte en premier lieu, sur les conditions générales d'emploi, le recrutement, les effectifs, la formation. Afin de compléter le champ de l'observation, les évolutions de carrières, conditions de travail et rémunérations, ainsi que l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle sont analysés. Un bilan des actions menées et des orientations envisagées en terme de ressources humaines y est présenté.

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole lors de sa séance du 20 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2017 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'égalité femmes hommes ;
- prendre acte de la transmission de ce rapport et de sa présentation préalable aux débats sur le budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le - 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport annuel sur la situation en matière égalité entre les hommes et les femmes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe après avis du Comité Technique du 15 février 2018.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe après avis du Comité Technique du 15 février 2018.

IV- Confirmations de postes :

a) Par délibération n°13923 du 30 juin 2016, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-660) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- nature des fonctions : Assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

- ANNEXE 1
- ANNEXE 2
- ANNEXE 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département /Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2018-001	Département solidarité et vivre ensemble	C	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Agent d'accueil à la Maison de justice de Lattes
1	2018-002	Département proximité et modernisation de l'action publique	A	Temps complet	Attaché territorial	Contrôleur de gestion externe

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
2017-088	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	Direction des Parcours Professionnels et Compétences	Temps complet	Rédacteur territorial	Chargé de mobilité et conseil	2017-088	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	Direction des Parcours Professionnels et Compétences	Temps complet	Attaché ou Rédacteur territorial	Conseiller en évolution professionnelle

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
2002-267	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent - Médiathèque Garcia Lorca	2018-003	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Adjoint du patrimoine territorial ou Adjoint administratif territorial ou Adjoint technique territorial	Agent de médiathèque Alimé Césaire
2002-211	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent - Médiathèque Garcia Lorca	2018-004	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Adjoint du patrimoine territorial ou Adjoint administratif territorial ou Adjoint technique territorial	Agent de médiathèque Alimé Césaire
2002-431	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Assistant de conservation territoriale	Assistant de conservation- Médiathèque Centrale Emile Zola	2018-005	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Assistant de conservation territorial ou Rédacteur territorial	Chargé(e) de communication
2002-277	Département Culture et Sport	Direction des Médiathèques et du Livre	Temps complet	Adjoint du patrimoine territorial	Agent de médiathèque du Secteur Accueil-MCA Emile Zola	2018-006	Département Culture et Sport	Réseau des Médiathèques	Temps complet	Adjoint technique territorial	Vaguemestre au service des retours décentralisés (service navette)
2015-015	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission Pôle métropolitain au sein de la DGS	2018-007	Département Solidarité et Vivre ensemble	Département Solidarité et Vivre ensemble	Temps complet	Attaché territorial	Chargé(e) de mission FAJ

* Poste transformé à compter du départ à la retraite de l'agent

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Opération La Nuit de l'Eau - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité français pour l'UNICEF - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

En regard de ses compétences dans les domaines du sport, de la solidarité et de la gestion de l'eau, la Métropole s'est engagée depuis 3 ans aux côtés de L'UNICEF et de la Fédération Française de Natation, pour organiser la Nuit de l'Eau dans le réseau des piscines.

Cet évènement solidaire et sportif, organisé dans plus de 200 piscines en France, vise à collecter des fonds en faveur de l'UNICEF (United of International Children's Emergency Fund), qui défend la cause des enfants et des populations en difficultés dans le monde entier.

En 10 ans, près de 1,8 millions d'euros ont été collectés pour le Togo. En 2018, les fonds collectés seront destinés à Haïti comme l'an passé. L'objectif est de prévenir et traiter les cas de choléra et sensibiliser les populations à l'importance d'utiliser une eau propre et de suivre des simples règles d'hygiène pour prévenir des maladies comme le choléra.

Consciente des inégalités d'accès aux ressources, et forte de son expérience acquise ces trois dernières années, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se mobiliser davantage avec une participation de six de ses piscines pour quatre l'an passé, aux côtés de l'UNICEF et de la Fédération Française de Natation.

Cet engagement, par le biais des piscines Alex Jany, Poséidon, Centre Nautique Neptune, Alfred Nakache, Jean Vives et Pitot, avec la mise en œuvre de projets d'animations sportives en partenariat avec les clubs locaux de natation, permettra d'illustrer pour la quatrième année, son dynamisme solidaire de cohésion sociale.

De nombreuses activités seront donc proposées au grand public autour de défis sportifs, d'animations aquatiques, pédagogiques, ludiques et musicales, de démonstrations et de stands d'informations, moyennant un titre d'entrée au tarif unique de 3 €, sur la base du calendrier suivant :

- Alex Jany le jeudi 15 mars 2018 de 17h00 à 22h00;
- Poséidon le vendredi 16 mars 2018 de 16h à 22h ;
- Centre Nautique Neptune le samedi 10 mars 2018 de 09h00 à 14h30 ;
- Alfred Nakache le samedi 17 mars 2018 de 14h à 18h ;
- Jean Vives le samedi 17 mars 2018 de 14h à 18h ;
- Pitot le mardi 20 mars 2018 de 17h à 22h.

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques (hors frais carte bancaire) et les dons récoltés lors de ces journées seront intégralement reversés à l'Unicef. Pour mémoire, l'an passé la Métropole avait reversé une recette de 1 500 € à l'UNICEF, collectée sur quatre sites.

Il est proposé de conclure une convention avec le comité français pour l'UNICEF pour définir les modalités de partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec le comité français pour l'UNICEF à l'occasion de l'édition 2018 de la Nuit de l'Eau ;
- approuver l'instauration d'un tarif d'entrée unique de 3 € dans les piscines concernées par l'opération aux dates fixées sur la base du calendrier énoncé ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est rejetée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président


Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Sports et Traditions sportives - Complexe Sportif Jules Rimet à Sussargues - Gestion des installations - Convention de gestion - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°5654 en date du 30 janvier 2004, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la réalisation d'un complexe sportif dédié au football sur la commune de Sussargues.

Afin de gérer ces installations sportives dans les meilleures conditions possibles et pour rendre un service public au plus près des citoyens, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite confier, par une nouvelle convention, l'entretien et la surveillance de ces installations sportives à la Commune de Sussargues.

La convention est conclue sur le fondement de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux métropoles en vertu de l'article L. 5217-7 de ce même code.

Par cette convention, la Commune de Sussargues s'engage à assurer l'entretien courant des terrains en gazon synthétique, des vestiaires et des autres locaux utilisés régulièrement par les équipes de football qui seront autorisées par Montpellier Méditerranée Métropole à occuper le complexe sportif.

De la même façon, la Commune de Sussargues devra gérer la surveillance et le gardiennage de l'installation pour le respect des créneaux horaires et du règlement établi par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention, passée pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mars 2018, prévoit les modalités de l'entretien et de la surveillance des installations sportives ainsi que la contrepartie financière de cette gestion qui est estimée à 34 000 € TTC par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Sussargues pour la gestion des installations ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

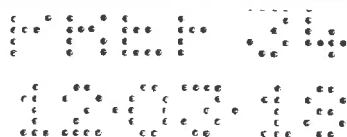
Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET NVIRONNEMENTALE,
DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE,
CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Présentation du rapport préalable au budget, sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de développement durable - Approbation

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions du décret du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole, EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2017. Il renseigne également annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi, entre les années 2009 et 2016. Il dessine également les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2018.

En matière de lutte contre le changement climatique et dans la volonté de mise en application des ambitions de la démarche « *Montpellier Territoires, une métropole productive* », le résultat des travaux et études réalisés dans ce cadre, a été exposé lors d'un Conseil de Métropole extraordinaire, tenu le 24 novembre 2017, auquel étaient conviés un grand nombre de personnalités, notamment des territoires et départements voisins, ainsi que le public, qui a pu le visualiser sur internet. Elaboré tout au long de l'année 2016, notamment en ateliers avec l'ensemble des Maires de la Métropole et en concertation avec les EPCI voisins, ce projet a nécessité de se doter d'une vision aiguisée concernant l'appréhension de l'écosystème dans lequel s'insère la Métropole, les équilibres environnementaux, l'impact des changements climatiques, l'évolution des modes de vie, de travailler, d'habiter... Il a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions du territoire, de sa population, de ses usagers sur les moyens et longs termes, pour fixer les orientations fondamentales d'un développement de l'espace métropolitain respectueux des générations futures. Dans la continuité, Montpellier Méditerranée Métropole traduit cette vision dans la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont elle a poursuivi les études en 2017.

Dans le domaine des transports, la Métropole mise sur les mobilités post-carbone et une gestion multimodale des déplacements. Elle se lance également dans un ambitieux programme de déploiement de l'électromobilité, avec l'installation de 66 bornes (pour 128 points de charge) sur le territoire, et met en place un schéma directeur de la logistique et un schéma directeur des mobilités actives.

Enfin, en interne à l'institution métropolitaine, afin de rendre moins polluants les déplacements domicile-travail et professionnels des agents, la Métropole met à disposition 42 vélos à assistance électrique (VAE), ainsi que 12 véhicules utilitaires électriques et 11 véhicules électriques légers. Elle diminue ainsi le niveau moyen des émissions de CO₂. La Métropole a mené des actions d'efficacité énergétique sur son éclairage public, environ 2 500 lanternes sont remplacées par des luminaires leds en 2017.

En matière de préservation de la biodiversité, et de protection des milieux et des ressources, Montpellier Méditerranée Métropole se donne comme valeur commune, au travers de ce projet de territoire, de « révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain ». Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux du projet de territoire sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...).

S'agissant de la préservation de la ressource, et pour répondre au classement de la masse d'eau Castries-Sommières en « risque fort de non atteinte du bon état », Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat Garrigues Campagne ont initié, en mai 2017, l'élaboration du Plan de Gestion quantitative de la Ressource en Eau (PGRE). A la suite d'un travail de diagnostic et de programme d'action tout au long de l'année, un plan abouti a été validé début décembre. Il comporte 14 actions et doit permettre de pérenniser la ressource en eau, tout en poursuivant le développement du territoire desservi par les captages.

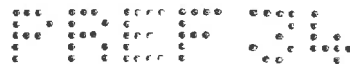
En interne, la délégation aux sports a engagé en 2012, une démarche visant à optimiser la consommation en eau des piscines tous usages confondus. La Métropole a réalisé au total une économie depuis 2012 de 67 552 m³ et de 269 078 €.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production des différents types d'offres résidentielles (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété...) de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018. Elles contribuent à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour améliorer la qualité de vie, répondre à la diversité des parcours résidentiels, réduire les inégalités territoriales et participer ainsi au renforcement de son attractivité. L'opération « Rénover pour un Habitat durable et Solidaire » a obtenu la labellisation « Habiter Mieux », pour son engagement ambitieux de traitement thermique des logements. Le gain énergétique par logement est en moyenne de 38 % pour un gain global de 71 472 kWh depuis le début du Programme d'Intérêt Général (PIG). Sur la seule question thermique, plus de 8,8M€ de travaux ont ainsi été générés sur le territoire. Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Anah, du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique et sur fonds propres, s'élève à plus de 6,4 M€.

A travers son offre culturelle et la multitude d'actions menées par les médiathèques, dans et hors les murs, la Métropole favorise aussi leur accès pour tous les publics.

En 2017, la Métropole a préparé le transfert de compétences du Fonds de Solidarité Logement (FSL), et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) du Département. Grâce au transfert du FSL, la Métropole va pouvoir ainsi agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logement, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes. Son ambition est de conforter sa fonction d'autorité organisatrice du logement sur le territoire, condition indispensable pour relever le défi d'infléchir le marché du logement métropolitain et de favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande.

En 2017, dans la dynamique de la coopérative de services portée par le schéma de mutualisation de la Métropole, l'Écolothèque a structuré et développé considérablement ses programmes et outils dédiés à l'éducation à l'environnement durable, en s'adressant aux enfants et à leurs éducateurs, aux familles, enseignants ou animateurs des 31 communes. In fine se sont 18 communes qui ont choisi de s'associer à la démarche. Ainsi, le programme *ÉcoMétropole* de l'Écolothèque a pour ambition d'apporter aux communes de la Métropole un socle de compétences et d'outils pour développer une action commune d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD).



En interne, la Métropole continue de mener une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion. L'amélioration de l'accès à la culture et à la connaissance est une préoccupation majeure de la politique culturelle, afin d'irriguer tout le territoire en spectacles de qualité. La Métropole mène également de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap. C'est le cas, par exemple, du développement d'une offre culturelle et sportive adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, mais également par le biais d'une offre de transports publics de plus en plus accessibles. Ainsi, depuis 2015, 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles (planchers bas avec palettes rétractables pour les bus, informations sonores et visuelles...). Côté aménagement de voirie, 76 % des arrêts de bus urbains et 42 % des arrêts suburbains ont été rendus accessibles. En matière d'emploi et d'insertion, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la mise en œuvre d'un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion, initié dans le cadre du Contrat de ville en œuvre jusqu'en 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, a lancé « BoCal », comme bon et local. Cette démarche offre les clés des différents circuits courts, grâce à un site internet et à l'annuaire répertoriant 275 producteurs et distributeurs. Sur BoCal, dès à présent les grands rendez-vous de l'agroécologie et de l'alimentation du territoire sont recensés. Cette démarche facilitera ainsi l'accès des habitants à une alimentation saine et locale.

Dans son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole, développe des clauses sociales dans ses propres marchés, par la réservation d'heures de travail à des publics initialement éloignés de l'emploi (dans la construction d'équipements publics, dans le traitement de l'eau, le tri, la collecte de déchets, des prestations de traiteurs...).

La dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la Santé, le Numérique, les Transports et les Mobilités, le Développement économique le Tourisme, l'Industrie, l'Agro-écologie et Alimentation, la Culture, le Patrimoine et les Universités et enfin le Commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Le développement de liens et de projets communs entre les écosystèmes et les territoires doit permettre d'amplifier une véritable dynamique métropolitaine pouvant se matérialiser sous de multiples formes de partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole œuvre ainsi pour le rayonnement méditerranéen, européen et mondial du territoire au travers notamment de sa stratégie F.A.I.R., en 2017 :

- Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement ;
- Accélérer en levant les freins et en boostant la création et la croissance des acteurs économiques ;
- Implanter en développant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises ;
- Responsabiliser en soutenant une économie solidaire.

En novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME ont renforcé leur coopération par la signature d'un accord de partenariat, saluant ainsi les actions déjà engagées, et identifiant de nouvelles orientations, à l'exemple de la poursuite de l'engagement de la Métropole pour la réduction de l'empreinte écologique liée à sa gestion des déchets. 2017 a été l'occasion de faire la synthèse des actions sur la période 2011-2016, et de poser les bases d'un nouveau programme local de prévention des déchets, qui couvrira la période 2017-2021.

L'éco-exemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires.

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes,
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants ;
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne ;
- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement (CoDé).

Le CoDé continue à multiplier les avis et consultations. Il a ainsi contribué activement au projet de Schéma de Cohérence Territoriale.

Parallèlement, la Métropole a souhaité engager une large concertation pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les forces vives du territoire. Pour ce faire, elle a réalisé une série de dix réunions publiques de présentations et d'échanges, dont six à l'échelle des secteurs territoriaux, et quatre séminaires thématiques. Cette démarche de concertation a réuni plus de 840 personnes. Le projet de SCoT, une fois enrichi de ces premières contributions, a été mis à disposition de tous pendant 4 mois, à l'accueil de la Métropole et dans les 31 communes du territoire. Le dossier était accompagné d'un registre permettant à chacun de consigner son avis et ses propositions. Le projet de SCoT révisé a été ainsi enrichi tout au long de son élaboration par ces nombreuses contributions.

La structuration progressive d'une gouvernance agro écologique et alimentaire territoriale, se poursuit également, elle vise notamment à construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans des projets d'aménagement durables. En 2017, les comités d'orientation se sont renforcés, animés par les services de la Métropole. A titre d'exemple, le comité d'orientation Agroécologie citoyenne, est composé des acteurs suivants : la Chambre d'Agriculture, le collectif Initiatives Pour des Agricultures Citoyennes et Territoriales (INPACT), Terre et Humanisme, les Colibris, Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences (BEDE), Alternatiba Montpellier et l'association Semeurs de jardins (réseau des jardins partagés). La communauté de recherche et d'enseignement supérieur a également été associée, via Agropolis International, à certains travaux.

En interne, parallèlement au schéma de mutualisation avec les 31 communes, le rassemblement des organisations des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole s'est poursuivi en 2017 avec le rapprochement, y compris physique, d'un grand nombre de directions, avec un objectif clair : créer une culture commune, à même de fédérer ce nouvel ensemble. En 2017, la Métropole accueille progressivement les compétences transférées du Département : le Fonds Solidarité Logement, les Aides aux jeunes en difficulté, la voirie, et une partie des compétences culturelles.

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2017 joint sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Développement Durable ;
- prendre acte de la transmission de ce rapport et de sa présentation préalable aux débats sur le budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

PRÉF DE

34

Délibération n°M2018-40

Pour extrait conforme,
le Président



Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Rapport 2017 sur la situation en matière de développement durable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Transports et Mobilité - Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Avec les mises en services des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre Dame de Sablassou.

De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en services des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connexions systématiques des lignes départementales sur le réseau tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun Hérault Transport d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009.

Le projet de convention proposé définit les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2018, et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée d'une part sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs départementaux et comptabilisés sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 660 000 € TTC pour l'année 2018. Ces montants correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC.

En conséquence, il est demandé au conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour l'exercice 2018 ;
- dire que la recette est prévue au chapitre 75 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Titina DASYLVA, Jackie GALABRUN-BOULBES et Stéphanie JANNIN, MM. Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Laurent JAOU, Jean-Marc LUSSERT, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA et Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

Fait à Montpellier, le – 8 MARS 2018

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 14 MARS 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : 14 MARS 2018
Réception en Préfecture : 12 MARS 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Claire HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Voirie, Espace public - Réhabilitation du château de Bocaud et aménagement du cœur de ville - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou - Approbation- Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Le projet de la commune de Jacou de requalification du château de Bocaud en vue d'accueillir la médiathèque et l'hôtel de ville, s'accompagne d'une réflexion portant sur les aménagements du cœur de ville, notamment en termes de stationnement, d'efficience des espaces publics et de déplacements.

Il est en effet prévu de structurer l'offre de stationnement par l'extension du parking de l'hôtel de ville et par la création de stationnement sur la place Frédéric Mistral en lieu et place de l'ancienne crèche.

Le projet prévoit également de rééquilibrer le partage de l'espace public entre les différents modes de déplacement, en favorisant les modes doux.

Pour y parvenir, une partie des acquisitions foncières réalisée aux abords du château sera réaffectée au domaine public métropolitain, à l'issue de l'opération.

Ces programmes d'aménagement relèvent de compétences distinctes. En effet, si la réhabilitation du château de Bocaud relève de la pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

Aussi, pour assurer la cohérence de l'opération la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochées afin de déterminer par voie de convention l'organisation technique et financière de l'opération de réhabilitation du château de Bocaud.

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée *« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération »*.

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la commune de Jacou comme maître d'ouvrage unique de l'opération « Aménagement du cœur de ville ».

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de réhabilitation du château de Bocaud porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération.

Le coût global à la charge de la commune s'élève à 4 850 000 € TTC, comprenant 800 000 € HT soit 960 000€ TTC de travaux sur le domaine public métropolitain futur dont 448 000 HT soit 537 000 TTC de travaux sur le domaine public métropolitain actuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux travaux de requalification du château de Bocaud ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix
 Contre : 0 voix
 Abstention : 0 voix
 Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
 le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
 Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Voirie, Espace public

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Voirie, Espace public - Montpellier - Requalification des espaces publics aux abords du nouveau monument "Le Jardin des Héros" - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

En 2014, des plaques commémoratives, où sont inscrits environ 700 noms de Montpelliérains morts pour la France pendant la guerre de 14 - 18, ont été remontées depuis la crypte de l'actuel monument aux morts situé sur l'esplanade Charles de Gaulle, pour être exposées sur ce dernier.

Afin d'honorer la mémoire des montpelliérains qui se sont battus pour la France, la commune souhaite réaliser un nouvel ouvrage mémorial dénommé « le Jardin des héros », dans la continuité de celui existant.

Il s'agit en effet de venir compléter la composition déjà existante avec les noms manquants des enfants de Montpellier morts pour la France lors de la première guerre mondiale (1914-1918), mais également pour faire figurer les noms des Montpelliérains morts pour la France :

- lors de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) ;
- sur les théâtres d'opération extérieurs (Indochine, Algérie) ;
- le monument sera également dimensionné pour accueillir les noms correspondants aux conflits récents.

Les abords de cet ensemble mémorial seront réaménagés, mis en valeur pour s'intégrer entre l'Esplanade Charles de Gaulle, la place de la Comédie et Antigone. Pour cela, il conviendra de concevoir un réaménagement des espaces publics, comprenant notamment des plantations et des réfections de revêtement de sol.

Ce projet relève aujourd'hui de deux compétences distinctes.

En effet, si la construction du nouveau monument aux morts est de pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

La cohérence de cet ensemble du « Jardin des héros » impose cependant que ces éléments de programme soient traités de la manière la plus coordonnée possible.

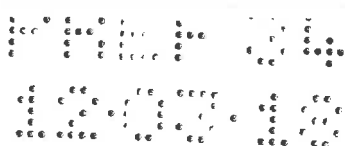
En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée **relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée**. *« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».*

Sur cette base, il est proposé une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune pour confier à cette dernière l'aménagement des espaces publics du « Jardin des héros ». Cette convention permettra une conduite d'opération plus cohérente et la prise en compte des éléments d'espace publics en même temps que ceux relatifs à la conception du nouveau monument.

Le projet de convention identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de maîtrise d'ouvrage, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les espaces publics du « Jardin des héros » et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

La Commune de Montpellier envisage par ailleurs de transférer cette maîtrise d'ouvrage à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre de la concession d'aménagement Montpellier Grand Cœur.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de l'ensemble mémorial porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération. Celui-ci sera arrêté à l'issue de la phase d'avant-projet.



La convention prendra effet à la date de sa signature et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public aux abords du nouvel ouvrage. Ce dernier sera inauguré lors de la commémoration du 11 novembre 2019.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des espaces publics attenants au « Jardin des héros » à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DÉCISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 22 février 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°Décisions	TITRES	PAGES
D2017-764	Décision relative à l'agrément de candidature de la Grande École du Numérique E-CO portée par l'association NOUAS dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	254
D2017-802	Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Agora, cité internationale de la danse	256
D2017-820	Décision relative à une déclaration préalable pour la construction du local technique de la nouvelle station d'épuration en lits plantés de roseaux de Murviel-les- Montpellier	258
D2017-845	Décision relative à une convention concernant l'extension du réseau d'eau potable rendue nécessaire pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques	260
D2017-897	Décision relative au sinistre de l'ISDND - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	262
D2017-912	Décision relative au marché n°4954DE17 - Action de formation "CAP CROISSANCE 2018"	264
D2017-937	Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films	266
D2017-939	Décision relative au marché n°4785DC17- Nettoyage des sites du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de la salle Bagouet à l'Opéra Comédie - Autorisation de signature	268
D2017-947	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Monsieur Bertrand Guizard d'un Piano-forte Boisselot et fils de 1844 au musée Fabre	270
D2017-949	Décision relative à une donation de Monsieur Didier Demozay de deux de ses œuvres : Peinture Fond bleu outremer formes noires - 2002 et Peinture Brun terre jaune vif - 2012	272
D2017-952	Décision relative à une donation de l'Association des Amis du Musée Fabre d'une oeuvre de Daniel Dezeuze, Claies, 1975	274
D2017-954	Décision relative à la vente de la parcelle AW 251 au profit de la SERM - Chemin de la Peyrière - Commune de Saint Jean de Védas	276
D2017-956	Décision relative à une donation de Daniel Dezeuze de trois oeuvres, Gazes 1977, Gazes 1979, Gazes 1980	278
D2017-963	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Monsieur Noël Dolla d'une de ses œuvres - Bande rouge - 1971	280
D2017-967	Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la SCI Le Martinet - Chemin du Martinet sur les communes de Castelnau-le-Lez et Clapiers	282
D2017-970	Décision relative à l'opération d'aménagement d'un Centre d'Art dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier - Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre approuvant l'Avant-Projet Définitif, l'estimation du coût prévisionnel des travaux et le forfait de rémunération définitifs	284
D2017-972	Décision relative au marché n°4955DE17 - Réalisation de prestations de formation "JUMP'IN CREATION" 2018	286

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-973	Décision relative à un marché complémentaire n°2926S17.08 au marché n°2926S15.05 d'AMO Développement Durable conclu dans le cadre de l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional	289
D2017-980	Décision relative à l'action de formation CAP INVESTISSEURS 2018 _4953DE17	291
D2017-993	Décision relative à la mise à disposition mutuelle de matériel roulant entre la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.	293
D2017-994	Décision relative au prêt d'une oeuvre en provenance de la Kunsthaus de Zürich (Suisse) pour l'exposition "Picasso - Donner à voir"	295
D2017-1001	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare	297
D2017-1002	Décision relative à une donation d'une collection de livres et de portraits au profit de l'association Georges Frêche	299
D2017-1003	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1ère ligne de tramway vers la nouvelle gare	301
D2017-1004	Décision relative à un marché n°4958MG17- Exploitation et maintenance concernant le matériel de régulation existant installé sur les bâtiments métropolitains	303
D2017-1006	Décision relative au marché n°4715DC17 - Marchés de travaux à bons de commande pour la direction de la culture	305
D2017-1010	Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 3460 Ecocité - Ville en alerte - Mise en œuvre d'un système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique	307
D2017-1011	Décision relative à la signature d'une Avenant n°1 à la convention de location conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux situé au 50 place Zeus à Montpellier	309
D2017-1018	Avenant n°1 au marché 3701 Raccordement des effluents de la ZAC Saint Estève au réseau public sur la commune de Pignan	311
D2017-1020	Décision relative à la signature d'un Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 1er juin 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Brès	313
D2017-1022	Avenant n°1 au marché 4514 de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la route de Boirargues sur la commune de Lattes	315
D2017-1024	Décision relative au marché 4939DC17 d'acquisitions de CD et de DVD pour le réseau des médiathèques	317
D2017-1025	Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 4526 - Amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-Lès-Maguelone lot 2 remplacement de la canalisation de rejet	319
D2017-1026	Décision relative à la réforme pour vétusté d'un véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CP-216-BD - Cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier	321

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-1027	Décision relative au marché n°5029VD17 concernant la location d'une benne à ordures ménagères pour la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole, conclu avec la société A.M.V. (Auvergne Matériel Voirie)	323
D2017-1030	Décision relative à un marché n°4987MG17 - Exploitation et maintenance en génie climatique pour la piscine Héraclès à Saint Brès et la partie nord du Domaine d'Ô à Montpellier	325
D2017-1034	Décision relative au marché n°4973EA17 (marché négocié sans mise en concurrence) - Service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologiques	327
D2017-1035	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean-de-Védas pour la mise à disposition du théâtre du Chai du Terral	329
D2017-1038	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle cadastrée EY 151 avenue du Petit Train - Commune de Montpellier	331
D2017-1039	Décision relative à un protocole transactionnel au marché n°2623DC11 de maîtrise d'œuvre partielle du musée de l'histoire de France et de l'Algérie	333
D2017-1040	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3910 - Raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA - lot 1 Aménagement de la STEP	335
D2017-1044	Décision relative à l'avenant n°3 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral	337
D2017-1046	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698, correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland - Commune de Montpellier	339
D2017-1049	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Saint-Brès dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des ouvrages d'eau potable	341
D2017-1050	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FP FAMILY dans la Zac Descartes à Lavérune	343
D2017-1051	Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée KS 40 dans le domaine public métropolitain - rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier	345
D2017-1052	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.484 des travaux préparatoires d'infrastructures du secteur centre dans le cadre du bouclage de la 4ème ligne de tramway	347
D2017-1053	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3.42Q portant sur les vannes martelières anti-pollution sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche de la 3ème ligne de tramway	349
D2017-1054	Décision relative à la cession à la SCI BETARTO d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal - commune de Castelnau-le-Lez	351

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2017-1055	Décision relative au déclassement du domaine public de trois emprises - ZAC Nouveau Saint Roch rue du Grand Saint Jean - suite à de l'enquête publique - Commune de Montpellier	353
D2017-1057	Décision relative à un marché n°4810MG17 de fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes - Lot n°1 - Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne	355
D2017-1058	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise SILKAN pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	357
D2017-1059	Décision relative à l'agrément de la Grande Ecole du Numérique UP TO by Simplon dans l'espace French Tech situé dans l'Hôtel French Tech, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	359
D2017-1060	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	361
D2017-1061	Décision relative à un avenant au marché n°3978DS15 - Construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès - lot 4 "Serrurerie - Métallerie"	363
D2017-1065	Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec SNCF réseau - Autorisation de signature	365
MD2018-003	Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Location de tentes et de matériels de réception, cabines W.C autonomes et bungalows	367
MD2018-004	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à une convention d'amodiation avec la société MEDIOBIO dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs (Montpellier)	369
MD2018-005	Décision relative à l'accord-cadre n°4940DC17 de conception, fabrication et pose de signalétique muséographique au musée Fabre de Montpellier	371
MD2018-007	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention d'amodiation avec la société TEISSIER SARL dans le parking Foch-Préfecture - Marché aux fleurs (Montpellier)	373
MD2018-008	Accord-cadre de maîtrise d'oeuvre relatif aux travaux d'infrastructures VRD, d'études hydrauliques, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil de gens du voyage	375
MD2018-012	Décision modificative de la régie de recettes du parking Vicarello	377
MD2018-013	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM n°209 partie B et à la constitution d'une servitude de passage piétons au profit de la parcelle AM n°209 partie A - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Restauration physique de la Viredonne dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI	380
MD2018-014	Décision modificative de la décision n°D2017-939 relative au marché n°4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de la salle Bagouet à l'Opéra Comédie	383

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-017	Décision d'ester en justice "SASU TRAMSHOP OCCITANIE - Requête n°1706191-4TA"	385
MD2018-020	Décision relative à l'avenant n°1 au Marché n°6D00401250/4498CO16 - Fabrication pose et dépose d'articles de pavé	387
MD2018-022	Décision d'ester en justice "Frédérique MASSON requête n°1800016-3 TA"	389
MD2018-024	Décision d'ester en justice " SNC STEVEN- Requête n°1706053-5TA"	391
MD2018-025	Décision relative à l'avenant n°1 au Marché 4778	393
MD2018-027	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Sussargues dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des ouvrages d'eau potable	395
MD2018-028	Décision relative au transfert de propriété, du SIVOM Bérange Cadoule et Salaison dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de Castries	397
MD2018-034	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 de transfert au marché 4811EA17 - Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU - Montferrier sur Lez	399
MD2018-039	Décision relative aux avenants de transfert concernant le marché n°4049bis UH16 - "Elaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteurs du SCoT"- lot n°1 "Secteur Piémont et Garrigues"	401
MD2018-042	Décision d'ester en justice "CANSINO Didier - Requête n°1706029-4TA"	403
MD2018-051	Décision d'ester en justice "Commune de Pignan - Requête n°1800096-5TA"	405
MD2018-052	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CC n° 50 - Commune de Clapiers	407
MD2018-059	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CW n°27 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES	409
MD2018-060	Décision relative à la signature d'une convention de droit de passage portant sur la parcelle cadastrée SK n°24 sise commune de Montpellier	411
MD2018-061	Décision relative à la mise en place d'une convention de groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché pour des prestations d'interprétariat en langue des signes	413
MD2018-062	Décision relative à la mise en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'études relatif à l'évaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHP	416
MD2018-064	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LES OUVRIERS DU MIDI dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	419
MD2018-066	Mandat Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant à la convention de Mandat avec le SA3M	421
MD2018-068	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TRIDUCA dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier	423

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-070	Décision relative à la convention d'occupation temporaire du domaine privé des parcelles cadastrées section SK n° 24p ; 43 p ; 44p et SE n°74 - commune de Montpellier	425
MD2018-071	Décision relative à l'agrément de candidature de la société MAM sur le Parc 2000 extension à Montpellier	427
MD2018-074	Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine privé en date des 28 novembre et 13 décembre 2017 relative aux parcelles cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 - commune de Montpellier	429
MD2018-080	Décision relative à un marché négocié de prestations de service n°5039DS17 concernant l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2018	431
MD2018-083	Décision relative à un marché n° 4768DM17 de prestations de maintenance et d'extension pour le système de vidéo existant des carrefours à feux, des sites de fermetures automatiques et du tunnel de la Comédie	433
MD2018-088	Décision d'ester en justice "ROUX Etienne - Requête n°1706153-4 TA"	435
MD2018-089	Décision d'ester en justice "Etienne FOURCADIER - Requête n°1706152-4TA"	437
MD2018-096	Décision modificative de la régie de recettes du Parking Hôtel de Ville	439
MD2018-099	Décision relative à l'avenant n°2 de modification de la répartition issue de l'avenant de co-utilisation du marché n°4361AT16 de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique sur la commune de Jacou	442
MD2018-100	Décision d'ester en justice "Requête Danielle FOURNIER - 17MA05081"	444
MD2018-102	Décision relative à la signature d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire domaine public militaire - parcelle cadastrée HM n°509, sise rue Pagézy à Montpellier - Aménagement du centre d'art contemporain (MoCo)	446
MD2018-105	Décision d'ester en justice "Thierry RUF - Requête n°1706137-5 TA"	448
MD2018-113	Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain Renforcé - parcelle cadastrée AR n° 1 - sur le territoire de la Commune de Jacou	450
MD2018-114	Décision d'ester en justice "René REVOL - Requête n°1706141TA"	452
MD2018-115	Décision relative à la mise à disposition d'un agent auprès de l'Association Opéra Orchestre National de Montpellier	454
MD2018-116	Décision relative à l'acquisition de 60/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264 - rue de la Cavallade commune de Montpellier	456
MD2018-117	Décision relative au marché n°4378DE16 - avenant au marché relatif à la refonte des sites internet de la Direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole	458
MD2018-129	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrée section SM n° 14-51-24p - commune de Montpellier	460



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la Grande École du Numérique E-CO portée par l'association NOUAS dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'école ci-après, présentée par Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de l'occupation d'une partie de l'espace French Tech situé dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : La Grande Ecole du Numérique E-CO, représentée par Monsieur Abdelhak HARRAGA, Directeur Général de l'association NOUAS.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition pour la Grande Ecole du Numérique E-CO, portée par l'association NOUAS, de décembre 2017 à mars 2018, une salle de réunion un jour par semaine pour des ateliers ainsi qu'une partie de l'espace de travail collaboratif, toute la semaine pour les étudiants apprenants de l'école.

- **CONSIDERANT** que l'activité de la Grande Ecole du Numérique E-CO, dont un des objectifs est favoriser l'accès à l'emploi de publics rencontrant des difficultés d'insertion, présente un intérêt public local, la mise à disposition de l'espace de travail collaboratif se fait à titre gracieux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de La Grande Ecole du Numérique E-CO portée par l'association NOUAS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-764
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2018
Affichée le	22 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1149331 - AU-1

Fait à Montpellier, le **19 JAN. 2018**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation
du domaine public - Agora, cité internationale de la danse**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT que la convention autorisant l'occupation de l'Agora, cité internationale de la danse par les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier arrive à échéance,

CONSIDERANT qu'au regard des activités d'intérêt général de création, de formation et de promotion de l'art chorégraphique auprès du grand public menées par ces deux associations, il y a lieu de renouveler cette convention afin qu'elles puissent poursuivre ces activités,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne les locaux de l'Agora, cité internationale de la danse, située Boulevard Louis Blanc, à Montpellier.

ARTICLE 3 : Cette convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par reconduction tacite.

ARTICLE 4 : Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gracieux, et valorisée à hauteur de 150 000 € pour Montpellier Danse et 88 000 € pour le Centre Chorégraphique

National de Montpellier. Ces sommes relevant d'une contribution volontaire de la Collectivité au bénéfice des associations susmentionnées, elles sont assimilables à des subventions et seront donc intégrées, conformément à l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la liste des concours attribués par la Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-802
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1150201-AU

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une déclaration préalable pour la construction du local technique de la nouvelle station d'épuration en lits plantés de roseaux de Murviel-les- Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES déléguée au service public de l'Eau et de l'Assainissement ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable dans le cadre du projet de construction d'un local d'exploitation pour la future station d'épuration en lits plantés de roseaux de Murviel-lès-Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une déclaration préalable sera déposée en vue de la construction d'un local technique pour la future station d'épuration en lits plantés de roseaux de Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 2 : Les travaux seront réalisés sur la parcelle A1038 commune de Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la demande de déclaration préalable visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-820
Reçue en Préfecture le	24 JAN. 2018
Affichée le	24 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20180124- 22017-820-A

Fait à Montpellier, le 24 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention concernant l'extension du réseau d'eau potable rendue nécessaire pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives au raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces convention est inférieur au seuil des marchés publics de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES déléguée au service public de l'Eau et de l'Assainissement,
- **CONSIDERANT** qu'une extension du réseau d'eau potable par le Syndicat du Bas Languedoc est nécessaire pour permettre d'alimenter en eau potable la station d'épuration de Saint Georges d'Orques,
- **CONSIDERANT** que le Syndicat du Bas Languedoc exerce la compétence eau potable sur le territoire de cette commune et à ce titre peut lui seul intervenir pour la réalisation et la gestion du réseau d'eau potable concerné,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché sans mise en concurrence est conclu avec le Syndicat du Bas Languedoc en application de l'article 30 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics. Cette convention relative à l'extension du réseau d'eau potable rendue nécessaire par la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques est passée avec le Syndicat du Bas Languedoc

ARTICLE 2 : L'objectif de la convention est de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable par une conduite fonte DN 100 mm sur 221 ml nécessités par la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques, sur la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à l'achèvement des travaux par le SBL et paiement de la participation.

ARTICLE 4 : Le montant prévisionnel à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole est de 66 827,76 € HT Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

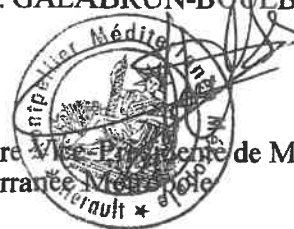
ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-845
Reçue en Préfecture le	1 6 JAN. 2018
Affichée le	1 6 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	EmcMS1094-AU

Fait à Montpellier, le 1 6 JAN. 2018

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au sinistre de l'ISDND - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution des contrats d'assurance,
- VU l'arrêté du Président portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente dans le domaine de l'Administration Générale, des Affaires Juridiques, du Contentieux et du Protocole,
- VU la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurance dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 1 096 424€ suite à la déclaration de sinistre inondation en date du 29 septembre 2014, ayant causé des dommages matériels sur le casier n°2 de l'ISDND de Castries,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la proposition d'indemnité d'assurance de Affiliated FM, d'un montant total de 1 096 424€ auquel il faut déduire la franchise de 250 000 € soit un montant total de 846 424 €.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-897
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1151735-AU -

Fait à Montpellier, le

17 JAN. 2018

Mme I. GUIRAUD

Vice-Président du Tribunal
Méditerranée Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4954DE17 - Action
de formation "CAP CROISSANCE 2018"**

- VU l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché, conforme à l'article 28 du Code des marchés publics, avec l'entreprise DYNEIS, pour la réalisation de l'action de formation collective « Cap Croissance » ; l'objectif de cette action est de permettre d'accompagner 12 jeunes entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga), dans leurs problématiques de croissance commerciale. Au travers d'outils, de méthodes et d'un coaching personnalisé en fonction de la thématique et du stade d'avancement de chaque entreprise, il s'agira d'accompagner les dirigeants dans la structuration et le développement de la fonction commerciale de leur entreprise,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché est conclu avec la société DYNEIS dont le siège social est 180, rue de Galata, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le programme de formation d'actions collectives proposée par le BIC Cap Alpha-Cap Omega pour l'année 2018, l'accompagnement des entreprises accompagnées dans le cadre de l'action de formation Cap Croissance.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation s'élève à, soixante-trois mille six cents euros HT (63 600,00 € HT) soit soixante-seize mille trois cent vingt euros (76 320,00 € TTC), étant précisé que certains sous-traitants ne sont pas soumis à la T.V.A.

Liste des co-traitants :

- DYNEIS 180, rue de Galata, 34000 Montpellier
- EVCS, 27, domaine Sainte Victoire, rue Edmonde Charles-Roux, 13790

- OMNYA, Boulevard de Strasbourg, 73 allée Kléber, 34000 Montpellier
- WEB2 Conseil et Formation, 29 rue des Peupliers, 34830 Clapiers
- DIGICIOUS, 603 avenue du Pont Trinquat, Bat. A, 34070 Montpellier
- CC Ingenierie, 12B rue des Courlis, 34000 Montpellier

La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-912
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1153568 ce

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

Mme C. MARION

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs
en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par la Direction des médiathèques et du Livre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que la numérisation des films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDERANT** les propositions de vente de droits non commerciaux et non exclusifs des films des sociétés LES FILMS DU YASUR et La Société PAGES & IMAGES,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Des contrats d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole sont conclus avec LES FILMS DU YASUR, et la société PAGES & IMAGES pour les films suivants :

- LES FILMS DU YASUR : « La Route et le Temps - L'œuvre-vie de Frédéric Jacques Temple » ; « Incantation au feu des origines ».
- La société PAGES & IMAGES : « Opéra Junior, l'enfant créateur » ; « En fanfare » ; « Hors les murs » ; « La vie sur l'eau » ; « A cru ».

ARTICLE 2 : Chacun des contrats est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 3 : Les contrats sont conclus pour les montants forfaitaires suivants : Les Films du YASUR, 1 600 euros T.T.C. ; La société PAGES & IMAGES : 2 224 euros T.T.C.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-937
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Enc1152565-CC

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4785DC17- Nettoyage des sites du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de la salle Bagouet à l'Opéra Comédie - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres sans limitation de montant ainsi que toutes les modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc..) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est indispensable que les sites de Lisbonne, Candolle, de l'Archevêché et de la salle Bagouet à l'Opéra Comédie, occupés par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole fassent l'objet d'un nettoyage régulier et approfondi avec des techniques professionnelles,
- qu'une procédure d'appel d'offres, référencée sous le n°4785DC17 et répartie en trois lots (lot n°1 pour les sites de Lisbonne et Candolle, lot n°2 pour l'Archevêché et lot n°3 pour la salle Bagouet) a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I 1° et 67 à 68 du décret n°2016-380 du 25 mars 2016,
- que les critères d'analyse étaient les suivants : le prix, 40%, et la valeur technique, 60%, au regard des moyens humains et techniques mis à disposition, de l'organisation des interventions et de la qualité environnementale,
- qu'après analyse, les sociétés TFN PACA PROPLETE, pour le lot n°1 et DERICHBOURG, pour le lot n°2 et le lot n°3 présentent les offres économiquement les plus avantageuses.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer respectivement le lot n°1 du marché n°4785DC17, relatif au nettoyage des sites du Conservatoire à Rayonnement Régional, à la société TFN PACA PROPLETE, domiciliée 75 rue Marcelin Berthelot - CS 4549 à Aix-en-Provence, et les lots n°2 et n°3 de ce même marché à la société DERICHBOURG, domiciliée 39 rue René Fonck - Zone de Fréjorgues-Ouest à Mauguio.

ARTICLE 2 : Les interventions de nettoyage auront lieu, à Montpellier : pour le lot n°1 sur les sites de Lisbonne, 14 rue E. Lisbonne et de Candolle, 3 rue de Candolle ; pour le lot n°2 sur le site de l'Archevêché, 22 rue Lallemand ; pour le lot n° 3, salle Bagouet à l'Opéra Comédie.

ARTICLE 3 : Ce marché prendra effet à compter de sa notification, pour une période initiale d'un an. Il pourra être reconduit par période d'un an et pour une durée maximale de trois ans.

ARTICLE 4 : Les sociétés TFN PACA PROPRETÉ, pour le lot n°1 d'un montant de 53 888,46 € HT, soit 64 666,15 € TTC et DERICHBOURG, pour le lot n°2 d'un montant de 18 592,11 € HT soit 22 310,53 € TTC et le lot n°3 pour un montant de 10 983,85 € HT soit 13 180,62 € TTC Le montant total de ce marché est de 83 464,42 € HT soit 100 158,30 € TTC.

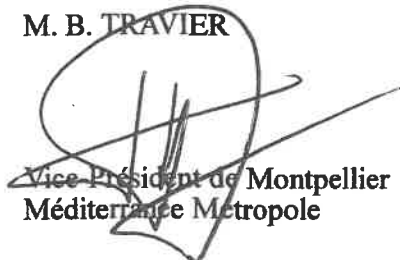
ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, le Vice-Président délégué, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-939
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Imc 152598 Ar

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER


Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Monsieur Bertrand Guizard d'un Pianoforte Boisselot et fils de 1844 au musée Fabre

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Bertrand GUIZARD, autorise le dépôt d'un Pianoforte Boisselot et fils n°1163 de 1844 au bénéfice du musée Fabre ;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Monsieur Bertrand GUIZARD une convention de dépôt relative à un Pianoforte Boisselot et fils n°1163 de 1844. Ce piano sera exposé dans un premier temps à l'hôtel Cabrières- Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs du musée Fabre puis au sein du musée Fabre.

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement sauf en cas de force majeure et en informant le déposant. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de constatation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Le Pianoforte ne pourra être prêté pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement du Pianoforte à l'extérieur du musée Fabre, ou de ses réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduite l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-947
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	ENC 152735-AU

Fait à Montpellier, le - 9

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Monsieur Didier Demozay de deux de ses œuvres :
Peinture Fond bleu outremer formes noires - 2002 et Peinture Brun terre jaune vif - 2012**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Didier DEMOZAY domicilié, 453 route des Nouradons 83300 Draguignan propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres, *Peinture Fond bleu outremer formes noires*, 2002 d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros) et *Peinture Brun terre jaune vif*, 2012 d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Didier DEMOZAY de deux de ses œuvres *Peinture Fond bleu outremer formes noires*, 2002 d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros) et *Peinture Brun terre jaune vif*, 2012 d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros).

ARTICLE 2 : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-949
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	ENCASL751-AU

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président du Tribunal Administratif de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de l'Association des Amis du
Musée Fabre d'une oeuvre de Daniel Dezeuze, Claies, 1975**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que l'Association des Amis du Musée Fabre représentée par Monsieur Edouard AUJALEU, domiciliée 2 B, rue Montpelliéret, 34000 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Daniel DEZEUZE, *Claies*, 1975, 131 x 96.5 cm d'une valeur de 45 000 € (quarante-cinq mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'Association des Amis du Musée Fabre d'une œuvre de Daniel DEZEUZE, *Claies*, 1975, 131 x 96.5 cm d'une valeur de 45 000 € (quarante-cinq mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

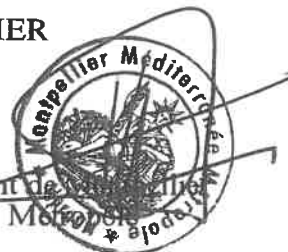
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-952
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc MS 2768-AU

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Métropole
Méditerranée Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de la parcelle AW 251 au profit de la
SERM - Chemin de la Peyrière - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Jean de Védas n°2015-217 en date du 17 décembre 2015, portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-828 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré à tous modes de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n°D2017-614 en date du 31 juillet 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 52 m², située chemin de la Peyrière à Saint Jean de Védas,
- VU le courrier en date du 02 juin 2017 et le mail en date du 14 novembre de la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine), acceptant les modalités du transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaine n°2017-270V1099 en date du 07 août 2017,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SERM la parcelle cadastrée AW 251 d'une superficie de 52 m², située chemin de la Peyrière à Saint-Jean-de-Védas, préalablement désaffectée et déclassée, selon l'évaluation de France Domaine, à savoir un montant total de 1196 € pour 52 m².

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : Maître PEREZ, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de la SERM, acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-954
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc/152760 AU

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Daniel Dezeuze
de trois oeuvres, Gazes 1977, Gazes 1979, Gazes 1980**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que monsieur Daniel Dezeuze, domicilié 34 impasse du Hérisson, Saint Clair 34200 Sète, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trois de ses œuvres, *Gazes 1977* (10 000 €), *Gazes 1979* (10 000 €), *Gazes 1980* (10 000€) d'une valeur globale de 30 000 € (Trente mille euros),
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de monsieur Daniel Dezeuze de trois de ses œuvres, *Gazes 1977* (10 000 €), *Gazes 1979* (10 000 €), *Gazes 1980* (10 000€) d'une valeur globale de 30 000 € (Trente mille euros).

ARTICLE 2 : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

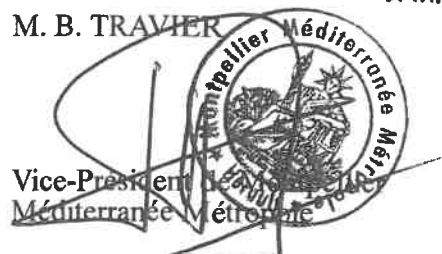
ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-956
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	ENC152781-AJ

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. B. TRAVIER



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Monsieur
Noël Dolla d'une de ses œuvres - Bande rouge - 1971**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT** : que Monsieur Noël DOLLA autorise le dépôt d'une de ses œuvres *Bande Rouge*, 1971, peinture sur tissu 600 X 16 cm au bénéfice du musée Fabre, d'une valeur de 80 000 € (quatre-vingt mille euros),
- **CONSIDERANT** : qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Monsieur Noël DOLLA une convention de dépôt relative à une de ses œuvres, *Bande Rouge*, 1971, peinture sur tissu 600 X 16 cm en vue de son exposition dans les collections du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement sauf en cas de force majeure et en informant le déposant.
L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée d'un an. A l'issue de cette période, Monsieur Noël DOLLA souhaite faire don de l'œuvre mentionnée dans la présente décision.
Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de constatation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restauration immédiate.

ARTICLE 4 : Au terme du dépôt afin d'acter la donation une décision de don sera effectuée.

ARTICLE 5 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou de ses réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 6 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute éducation où serait reproduite l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 7 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-963
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 152863-AU

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la SCI Le Martinet
- Chemin du Martinet sur les communes de Castelnau-le-Lez et Clapiers**

- VU les articles L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la décision du Président n°D2017-11 en date du 24 janvier 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public des parcelles cadastrées BL 38 – Commune Castelnau-le-Lez et BX 33 Commune de Clapiers,
- VU la décision du Président n°D2017-498 en date du 21 septembre 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 6 m² à détacher de la parcelle cadastrée BL 139 – Commune Castelnau-le-Lez, d'une emprise de 171 m² à détacher de la parcelle BX 32 et d'une emprise de 26 m² à détacher de la parcelle BX 34 Commune de Clapiers,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande d'échange d'une partie du chemin du Martinet contre les parcelles BX 49 et BX 51 faite par la SCI Le Martinet, en vue de remembrer sa propriété.
- **CONSIDERANT** que le chemin du Martinet qui traverse la propriété de la SCI est à l'état d'abandon et n'a plus d'utilité publique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI Le Martinet, domiciliée 442 chemin du Martinet à Castelnau-le-Lez, les parcelles cadastrées BL 138 (187 m²) et BL 174 (6 m²), situées Chemin du Martinet à Castelnau-lez, ainsi que les parcelles BX 33 (308 m²), BX 53 (171 m²) et BX 55 (26 m²) situées Chemin du Martinet à Clapiers, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI Le Martinet les parcelles cadastrées BX 49 (709 m²) et BX 51 (339 m²) situées chemin du Martinet à Clapiers.

ARTICLE 3 : L'échange est proposé sans soule conformément aux avis de France Domaine n° 2017-077 V 0913 et 2017-057 V 0911 en date du 06 juillet 2017.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-967
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Imc 115/869-AV

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'opération d'aménagement d'un Centre d'Art dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier - Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre approuvant l'Avant-Projet Définitif, l'estimation du coût prévisionnel des travaux et le forfait de rémunération définitifs

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- qu'une opération de restructuration de l'Hôtel Montcalm à Montpellier a été lancée dans l'objectif de créer un centre dédié à l'art du XXIème siècle, institution de nouvelle génération entendant contribuer au rayonnement culturel de l'ensemble de la Métropole et visant à jouer un rôle d'interface nationale et internationale dans le domaine des arts plastiques,
- que par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016, et en vue de réaliser cette opération, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier un contrat de mandat de réalisation à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), conformément aux dispositions de l'article L1531-1 du Code général des collectivités territoriales permettant aux Sociétés publiques locales la réalisation d'équipements publics,
- qu'un marché de maîtrise d'œuvre n°2944S17.01 a été conclu avec l'équipe de maîtrise d'œuvre PCA Philippe Chiambaretta Architecte (mandataire) / BET Durand / André Verdier / AE75 / 8'18 / CSD Façades / S.C.O. / C&G pour un montant global et forfaitaire provisoire pour l'ensemble du marché de 598 200,00 € HT. Ce marché a été notifié le 7 avril 2017.
- qu'au terme des premières études, l'Avant-Projet Définitif a été remis par la maîtrise d'œuvre le 24 octobre 2017. Il permet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux ainsi que de valider le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre.
- qu'à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif, la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à la somme réactualisée de 3 800 000,00 € HT, valeur novembre 2017.
- que conformément à la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique, le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre est arrêté par avenant, sur cette nouvelle base, à la somme de 598 200,00 € HT et se décompose comme suit :

- Mission de base : 452 500,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 1 : Ordonnancement, pilotage et coordination : 50 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 2 : Coordination en matière de système de sécurité incendie : 15 400,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 3 : Etablissement pour chaque lot de travaux, d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire indiquant les quantités estimées sur la base d'un avant-métré : 22 500,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 4 : Animation des travaux de la cellule de synthèse : 32 800,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 5 : Définition et choix des équipements mobiliers : 25 000,00 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'adopter l'Avant-Projet Définitif conformément aux termes de la loi MOP n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre publique.

ARTICLE 2 : d'approuver l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux établie à la somme de 3 800 000,00 € HT, valeur novembre 2017.

ARTICLE 3 : d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre relatif :

- à l'engagement du maître d'œuvre au respect de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux ;
- à la fixation du forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre à la somme de 598 200 € HT, décomposée comme suit :
 - Mission de base : 452 500,00 € HT,
 - Mission complémentaire n°1 OPC : 50 000,00 € HT,
 - Mission complémentaire n°2 CSSI : 15 400,00 € HT,
 - Mission complémentaire n°3 DPGF : 22 500,00 € HT,
 - Mission complémentaire n°4 SYN : 32 800,00 € HT,
 - Mission complémentaire n°5 MOB : 25 000,00 € HT.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

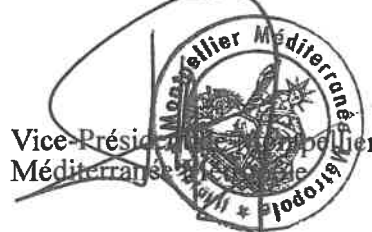
ARTICLE 5 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,

ARTICLE 6 : d'autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-970
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Encl 154195. cc

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018
M. B. TRAVIER



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4955DE17 - Réalisation de prestations de formation "JUMP'IN CREATION" 2018

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales ;
 - VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - **CONSIDERANT** la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics, publiée le 26 septembre 2017, pour la réalisation de prestations de formations destinées à des créateurs d'entreprises innovantes Jump'In Création 2018. L'objectif de cette formation est d'apporter aux porteurs d'un projet innovant, les connaissances nécessaires au montage et au suivi de leur projet et de les accompagner dans les phases de création. Cette prestation est décomposée en 10 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché à bons de commande ;
- Lot n°1 / Animation et cohésion de groupe :
 - Lot n°2 / Profil entrepreneurial du fondateur-Esprit d'entreprendre :
 - Lot n°3 / Management des projets innovants :
 - Lot n°4 / Management-Leadership :
 - Lot n°5 / Les bases de la finance :
 - Lot n°6 / Juridique : les fondamentaux :
 - Lot n°7 / Préparation au pitch :
 - Lot n°8 / Les bases de l'expression orale par le biais du théâtre
 - Lot n°9 / Les bases de l'action commerciale
 - Lot n°10 / Les bases du marketing

D E C I D E

ARTICLE 1 : des marchés pour la réalisation de prestations de formation Jump'In Création 2018, destinées à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga) sont conclus avec :

Lot n°1 / Animation et cohésion de groupe : Octopus Expression, dont le siège social est 21 rue Frédéric Peysson - 34000 Montpellier

Montant : quatre mille deux cent cinquante euros HT (1 250,00€ HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°2 / Profil entrepreneurial du fondateur-Esprit d'entreprendre : Patrick Méjean, dont le siège social est 6 Allée Laville - 98800 Nouméa.

Montant : neuf mille euros HT (9 000,00 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts).

Lot n°3 / Management des projets innovants : Barbablanca, dont le siège social est 418 rue du Mas Verchant-BP12-34935

Montpellier Cedex9.

Montant : quatre mille euros HT (4 000,00 € HT), soit quatre mille huit cents euros (4 800,00 € TTC).

Lot n°4 / Management-Leadership : Florent Mantione, dont le siège social est 1Pl. P. Bec, les échelles de la ville - 34000 Montpellier.

Montant : quatre mille euros HT (4 250,00 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°5 / Les bases de la finance : RSM Sofira, dont le siège social est 100 a. A. Sauvy, CS 80050 - 34473 Pérols Cedex

Montant : trois mille euros HT (3 000,00 € HT), soit trois mille six cents euros (3 600€ TTC)

Lot n°6 / Juridique : les fondamentaux : CCI Sud Formation, dont le siège social est 2300 A. des moulins - BP 7317 - 34083 Montpellier Cedex 4.

Montant : six mille cinq cents euros HT (6 500,00 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°7 / Préparation au pitch : In Extenso, dont le siège social est Im. Latitude Sud, 770 av. A.Saury - 34470 Pérols.

Montant : huit mille euros HT (8 000,00 € HT), soit neuf mille six cents euros (9 600,00 € TTC)

Lot n°8 / Les bases de l'expression orale par le biais du théâtre : Florent Mantione, dont le siège social est 1Pl. P. Bec, les échelles de la ville - 34000 Montpellier.

Montant : mille cent vingt-cinq euros HT (1 125,00 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

Lot n°9 / Les bases de l'action commerciale : Bras Droit du Dirigeant, dont le siège social est 849 bis, chemin du Nouau - 34370 Prades-le-Lez.

Montant : quatre mille deux cent cinquante euros HT (4 250,00€ HT), soit cinq mille cent euros (5 100,00 € TTC)

Lot n°10 / Les bases du marketing : CCI Sud Formation, dont le siège social est 2300 A. des moulins - BP 7317 - 34083 Montpellier Cedex 4.

Montant : trois mille deux cent cinquante euros HT (3 250,00 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts)

ARTICLE 2 : Chaque marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 11 mois.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-972
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1153289-cc

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

Mme C. MARION

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché complémentaire n°2926S17.08 au marché n°2926S15.05 d'AMO Développement Durable conclu dans le cadre de l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la décision n°D2015-156 en date du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional, conclu avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2 ;
- VU la décision n°D2015-719 en date du 15 décembre 2015 autorisant la conclusion d'un marché n°2926S.15.05 d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la société INDIGGO, sis 11 rue Mongrand, 13 006 Marseille ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du marché n°2926S.15.05 de réalisation de missions d'études AMO Développement Durable, des prestations complémentaires, non prévues dans le marché principal, sont strictement nécessaires à la réalisation du marché initial de l'entreprise attributaire.
- que ces prestations concernent :
 - L'analyse de la reprise du dossier de rendu de concours de stade ESQ, intitulé ESQ2 : cette prestation n'était pas prévue au marché initial, ce dernier ne prévoyant qu'une analyse de l'esquisse. Au vu du rendu de concours, il est apparu indispensable de faire intervenir l'AMO Développement Durable sur l'analyse de la mise à jour du rendu de concours afin de s'assurer de l'obtention des labels environnementaux attendus.
 - L'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage en tant que pilote pour la démarche environnementale retenue, à savoir BDM niveau argent : lors de la passation du marché initial, la démarche environnementale dans laquelle le projet allait s'inscrire n'était pas retenue. Ce choix a été réalisé après benchmark effectué par le prestataire du marché. Aussi,

une fois la démarche choisie, il est nécessaire de confier au prestataire une mission de suivi de cette démarche afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés.

- que ces prestations ne peuvent ni être différées, sous peine de sortir un certain nombre de prestations du marché attribué à la société INDIGGO, et donc de modifier les conditions de réalisations du marché, ni être traitées par une entreprise tierce, sous peine de ne pas pouvoir conserver la responsabilité de l'entreprise INDIGGO.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché complémentaire n°2926S17.08 au marché n°2926S15.05 de missions d'études AMO Développement Durable relatives au projet de réalisation d'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise INDIGGO, pour un montant de 8 297.50 € HT, soit 9 957.00 € TTC. Le marché prend effet à compter de sa notification. Les prestations seront réalisées sur la base du même calendrier que celui du marché initial.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SA3M, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-973
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Enc 152940-cc

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER


Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'action de formation CAP INVESTISSEURS 2018 _4953DE17

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°14848 du 26 juillet 2017 relative aux délégations permanentes de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics publiée le 6 septembre 2017 pour l'action de formation Cap INVESTISSEURS. L'objectif de cette action est d'amener 15 entreprises régionales sélectionnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et BPI France, à présenter professionnellement leur projet devant une vingtaine d'investisseurs lors d'une journée de rencontre fixée au 1^{er} trimestre 2018.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat est conclu avec la société ABSO CONSEIL, immeuble Blue d'Oc, Parc Eureka, 120 rue de Thor, 34000 Montpellier, pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Investisseurs.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives CAP INVEST 2018 proposé par le BIC Cap Alpha – Cap Oméga pour l'année 2018 aux entreprises accompagnées.

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation d'élève à 16 915,00 euros HT (seize mille neuf cent quinze euros HT) soit 20 298,00 euros TTC (vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2017-196 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-980
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Enc 153163-cc

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

Mme C. MARION

Vice-Président des Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mise à disposition mutuelle de matériel roulant entre la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°14772 du Conseil du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de mettre à disposition des véhicules camions-benne entre la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition mutuelle de véhicules doit être établie entre la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le véhicule appartenant à la commune de Prades-le-Lez, immatriculé CD 831 ED et équipé d'un aspire-feuille est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole en contre partie du véhicule immatriculé EL 517 JE, ceci 3 jours par semaine.

ARTICLE 3 : Cette convention est valable 6 mois à partir de sa signature et est reconductible 1 fois.

ARTICLE 4 : La mise à disposition de ces véhicules est consentie à titre gratuit et n'entraîne aucun transfert de propriété du matériel concerné.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre DUDIEUZERE Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-993
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Enc 153328-ee

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. P. DUDIEUZERE



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au prêt d'une oeuvre en provenance de la Kunsthaus de Zürich (Suisse) pour l'exposition "Picasso - Donner à voir"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de l'exposition « Picasso – Donner à voir », qui se déroulera du 15 juin au 23 septembre 2018 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter une œuvre en provenance de la Kunsthaus de Zürich (Suisse),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le prêt est consenti du 15 mai au 23 octobre 2018, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

ARTICLE 2 : L'œuvre prêtée par la Kunsthaus de Zürich (Suisse) est la suivante : « Grand Nu » de Pablo PICASSO et est estimée à la valeur de 20 000 000 CHF.

ARTICLE 3 : En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, la Kunsthaus de Zürich (Suisse) souhaite que l'œuvre soit assurée par sa propre compagnie d'assurances soit AccurArt, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer à AccurArt domiciliée Seefeldstrasse 18, CH – 8008 Zürich, la somme de 15 415 CHF TTC correspondant à la prime d'assurance de l'œuvre prêtée par la Kunsthaus de Zürich (Suisse).

ARTICLE 5 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-994
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Cmc 153333 -AU

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc..) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°D2014-240 du 2 avril 2014 autorisant la SAAM à signer le marché portant sur les prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare avec le groupement d'entreprises SIRAGUSA (mandataire) / BILICKI DHOMBRES OSMO pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT,
- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare, désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de substituer au mandataire initial le nouveau mandataire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché portant sur les prestations topographiques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare ayant pour objet de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1001
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153373-AU-1

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. J.-P. RICO



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation d'une collection de livres
et de portraits au profit de l'association Georges Frêche**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal 75 000 €;
 - **CONSIDERANT** que l'association des amis de Georges Frêche a notamment pour but de maintenir vivant le souvenir de Georges Frêche, l'homme politique et professeur d'université, de rappeler, de faire connaître et de pérenniser son action publique et son œuvre intellectuelle ainsi que de créer une fondation.
- Que son action a donc pour vocation la mise à disposition d'un patrimoine au service d'une cause d'intérêt général ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole possède une collection de livres et de portraits de Georges Frêche non affectés directement au service public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole procède au profit de l'association des amis de George Frêche à la donation d'une collection de 1530 livres, ainsi que 20 portraits de Georges Frêche.

ARTICLE 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1002
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1153448-AU

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°D2014-259 du 8 avril 2014 autorisant la SAAM à signer le marché portant sur les prestations de reconnaissances géotechniques dans le cadre de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare avec l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE Sud-Ouest pour un montant minimum de 30 000 € HT et un montant maximum de 180 000 € HT,
- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la nouvelle gare, désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- qu'il convient désormais de substituer au mandataire initial le nouveau mandataire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché portant sur les prestations de reconnaissances géotechniques ayant pour objet de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1003
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 115337 AU-1

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. J.-P. RICO



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4958MG17- Exploitation et maintenance concernant le matériel de régulation existant installé sur les bâtiments métropolitains.

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente, dans le domaine de l'Energie et la transition énergétique,

CONSIDERANT :

- la nécessité d'assurer l'exploitation et maintenance concernant le matériel de régulation existant installé sur les bâtiments, une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette consultation sera passée en application de l'article 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 10 000€ HT par an et un opérateur économique. L'accord-cadre est conclu pour 1 an à compter du 4 janvier 2018 ou de sa notification si celle-ci est postérieure et il peut être reconduit 2 fois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
 - 2- valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- qu'après analyse, l'entreprise KIEBACK&PETER, sise à « les Portes de Rousset Bât D, 1 200 avenue Olivier Perroy 34 790 ROUSSET, présente une offre économiquement avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4958MG17- Exploitation et maintenance concernant le matériel de régulation existant installé sur les bâtiments à l'entreprise KIEBACK&PETER, pour un montant de maximum de 30 000 euros HT (soit 10 000€ HT /an). Le marché prend effet à compter à compter du 4 janvier 2018 ou de sa notification si celle-ci est postérieure et il peut être reconduit tacitement 2 fois. Sa durée initiale est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1004
Reçue en Préfecture le	05 FEV. 2018
Affichée le	05 FEV. 2018
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-2018-0205

Fait à Montpellier, le 05 FEV. 2018

Mme E. LLORET



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4715DC17 - Marchés de travaux à bons de commande pour la direction de la culture

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture.

CONSIDERANT :

- ° qu'il est nécessaire de confier à des prestataires les interventions de technicité courante au sein du parc de bâtiments gérés par la Direction de la Culture de Montpellier Méditerranée Métropole.
- ° qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I, 67 à 68, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25/03/2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.
- ° que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique (60 %) décomposée comme suit :
 - Mode opératoire envisagé, méthode et organisation des équipes et moyens humains affectés à la réalisation du marché : 30 points
 - Délais d'exécution : 30 points
 - Prix, au regard du Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) : 40 % ;
- ° que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 octobre 2017 a attribué les marchés aux entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
Lot 1: SAS COLAS ; Lot 2: SAS DARVER ; Lot 3: LANGUEDOC TOITURE ; Lot 4: SME
Lot 5: SME ; Lot 6: ATELIER DUCROT ; Lot 7: TECHNICFER ; Lot 9: SAS CLEMENT ET FILS ; Lot 10: FPI ; Lot 11: BALBOA FRERES ; Lot 12: CORNIL ; Lot 13: CLEANING BIO.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des marchés de travaux à bons de commande pour les bâtiments culturels avec les entreprises suivantes :

- Lot 1: SAS COLAS 10 rue St Exupéry 34430 St Jean de Védas ;
- Lot 2: SAS DARVER 445 avenue des razeteurs 34160 Castries ;
- Lot 3: LANGUEDOC TOITURE route de la gare 34670 Baillargues ;
- Lot 4: SME Les Ateliers du Millénaire 505 rue L. Lépine 34000 Montpellier ;

Lot 5: SME Les Ateliers du Millénaire 505 rue L. Lépine 34000 Montpellier ;
 Lot 6: ATELIER DUCROT rue des Fournels 34400 Lunel ;
 Lot 7: TECHNICFER 150 rue mas Brigaud 34000 Montpellier ;
 Lot 9: SAS CLEMENT ET FILS 2 rue des terres du sud 34990 Juvignac ;
 Lot 10: FPI 264 rue Denis Papin 34570 Montarnaud ;
 Lot 11: BALBOA FRERES 7 rue des aphyllanthes 34790 Grabels ;
 Lot 12: CORNIL 40 avenue du progrès 34820 Teyran ;
 Lot 13: CLEANING BIO 809 rue Favre de Saint Castor 34080 Montpellier ;

Chaque marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1006
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc/153458.AU

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. B. TRAVIER



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 3460
Ecocité - Ville en alerte - Mise en œuvre d'un système opérationnel
de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la « Prévention des Risques Majeurs et à la Gestion des Milieux Aquatiques » ;
- VU la délibération n°13571 du 27 janvier 2016 autorisant la signature du marché n°3460 Ecocité - Ville en alerte - mise en œuvre d'un système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique au groupement EGIS/SYNAPSE dont le mandataire est l'entreprise EGIS EAU, sise 889 rue de la vieille poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 pour un montant de 493 243,63 € HT et pour une durée de 36 mois ;

CONSIDERANT :

- que la mise en œuvre des stations de mesures a été modifiée du fait des contraintes de terrain,
- la nécessité d'intégrer une fonctionnalité supplémentaire,
- la création de prix nouveaux issus des modifications précédentes,
- que ces prestations supplémentaires entraînent un allongement de la durée du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3460 Ecocité - Ville en alerte - mise en œuvre d'un système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique avec l'entreprise EGIS EAU, sise 889 rue de la vieille poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER CEDEX 2, avenant d'un montant de 52 295,80 euros HT

ARTICLE 2 : De prolonger la durée du marché de 7 mois supplémentaires, soit une durée totale de 43 mois à compter de la date de notification dont 19 mois pour la mise en place du système et de 24 mois de garantie/maintenance.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1010
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Tnc 1153520-AU-1

Fait à Montpellier, le

17 JAN. 2018

M. J.-M. LUSSERT

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une Avenant n°1 à la convention de location conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux situé au 50 place Zeus à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention d'occupation le 24 février 2016 portant sur des locaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 50 place Zeus à Montpellier pour l'accueil clientèle de la Régie des Eaux,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un Avenant n° 1 à la convention pour prendre en compte le réaménagement de l'espace loué, la surface et la redevance versée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole signe un Avenant n° 1 à la convention d'occupation du 24 février 2016 concernant un espace situé dans l'immeuble du 50 Place Zeus à Antigone et destiné à l'accueil clientèle de la Régie des Eaux.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 modifie la surface louée précisée dans l'article 2 « Désignation ». La surface louée est de 64,35m² environ.

ARTICLE 3 : L'Avenant n°1 modifie la redevance mensuelle précisée dans l'article 5 « Redevance – Charges ». La redevance mensuelle est de 804,37 euros HT et hors-charges

ARTICLE 4 : L'Avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'Avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1011
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Imc/153523-AU

Fait à Montpellier, le

15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché 3701 Raccordement des effluents de la
ZAC Saint Estève au réseau public sur la commune de Pignan**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2015-158 du 31 mars 2015 attribuant le marché 3701 Raccordement de la ZAC ST ESTÈVE à Pignan au groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE, sise Centre de Travaux de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34741 VENDARGUES CEDEX pour un montant de 184 164,95 euros HT et pour une durée de 6 mois à compter de la notification;

CONSIDERANT :

- que des imprévus sont survenus en cours de chantier et qu'ils ont nécessité la création de prix nouveaux provisoires qu'il convient de confirmer par avenant,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3701 Raccordement de la ZAC ST ESTÈVE à Pignan avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE, sise Centre de Travaux de Montpellier – ZI – 820 rue de la Marbrerie – 34741 VENDARGUES CEDEX, avenant n°1 d'un montant de 6 036,85 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

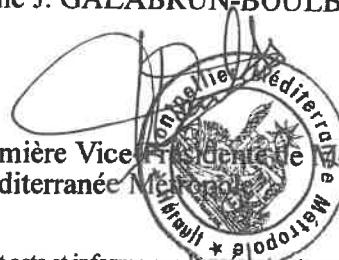
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1018
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153547-AU-1

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018
Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 1er juin 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Brès

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de Mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 1^{er} juin 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès,
- **CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Commune de Saint-Brès la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un Avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 « Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la Commune de Saint-Brès par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Brès signent un Avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 1^{er} juin 2016.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 modifie de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 1151 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année ».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1020
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 115 3561- AU

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant n°1 au marché 4514 de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la route de Boirargues sur la commune de Lattes

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2016-651 du 30 août 2016 attribuant le marché n° 4514 de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la route de Boirargues sur la commune de Lattes à l'entreprise LS INGENIERIE, sise 1949 boulevard François Xavier Fafeur 11 000 CARCASSONNE pour un montant de 30 663,50 euros HT et pour une durée prévisionnelle de 12 mois,

CONSIDERANT :

- que le maître d'œuvre a proposé un coût prévisionnel des travaux de 1 824 000 € HT, au regard d'une enveloppe financière prévisionnelle de 1 011 000 € HT ;
- que cela induit un bouleversement de l'économie du contrat et l'obligation d'y mettre un terme, les parties étant convenues d'arrêter la mission de maîtrise d'œuvre à la fin de la phase ACT, et de fixer en conséquence le forfait définitif de rémunération.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4514 de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la route de Boirargues sur la commune de Lattes avec l'entreprise LS INGENIERIE, sise 1949 boulevard François Xavier Fafeur 11 000 CARCASSONNE, avenant d'un montant de 3 790,50 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1022
Reçue en Préfecture le	16 JAN. 2018
Affichée le	16 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Enc 15383-AU

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2018

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4939DC17 d'acquisitions
de CD et de DVD pour le réseau des médiathèques**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

° que, compte tenu des besoins en fournitures de CD et DVD de la direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole, une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I. 1°, 67 à 68, et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum et un opérateur économique.

Cet appel d'offres ouvert est décomposé en 7 lots :

- lot 1 : CD de classique et contemporain,
- lot 2 : CD chansons francophones, musique fonctionnelle, musiques de films et musiques pour enfants,
- lot 3 : CD musiques du monde,
- lot 4 : CD musiques afro américaines,
- lot 5 : CD rock musiques électroniques,
- lot 6 : DVD fiction adultes et jeunesse,
- lot 7 : DVD documentaires,

° que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 1 : valeur technique au regard du mémoire technique : 55% de la note dont : étendue du catalogue (base en ligne) et capacité à fournir des documents de petits éditeurs ou de petits labels (20), suivi des commandes (outils et méthodologie) et services bibliographiques (15), taille du service dédié pour l'exécution du présent marché – interlocuteur affecté (20),
- 2 : prix des prestations : 40% de la note,
- 3 : délai de livraison : 5% de la note.

° que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 octobre 2017 a :

- attribué le marché à l'entreprise GAM située 3 avenue de la Mandallaz – CS 20298 – 74008 Annecy cedex, pour les lots 1 à 5 ;

- attribué le marché à l'entreprise COLACO située Zac du Paisy, 9 chemin des Hirondelles – 69570 Dardilly pour le lot 6,
- attribué le marché à l'entreprise ADAV située 41 rue des Envierges – 75020 PARIS pour le lot 7.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4939DC17 d'acquisitions de CD et DVD pour le réseau des médiathèques (les montants indiqués s'entendent périodes de reconductions éventuelles comprises) avec :

- Pour le lot 1, l'entreprise GAM, pour un montant de 16 000 € HT minimum et 64 000 € HT maximum.
- Pour le lot 2, l'entreprise GAM, pour un montant de 60 000 € HT minimum et 240 000 € HT maximum.
- Pour le lot 3, l'entreprise GAM, pour un montant de 24 000 € HT minimum et 96 000 € HT maximum.
- Pour le lot 4, l'entreprise GAM, pour un montant de 32 000 € HT minimum et 128 000 € HT maximum.
- Pour le lot 5, l'entreprise GAM, pour un montant de 40 000 € HT minimum et 160 000 € HT maximum.
- Pour le lot 6, l'entreprise COLACO, pour un montant de 280 000 € HT minimum et 800 000 € HT maximum.
- Pour le lot 7, l'entreprise ADAV, pour un montant de 60 000 € HT minimum et 240 000 € HT maximum.

Chaque marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018 (ou de sa notification si elle est postérieure) pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois par période annuelle.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1024
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc1153579-AU

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché
4526 - Amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-
Lès-Maguelone lot 2 remplacement de la canalisation de rejet**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2017-355 du 17 mai 2017 attribuant le marché 4526 travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-Lès-Maguelone lot 2 remplacement de la canalisation de rejet à l'entreprise STPB sise 270 chemin des Oliviers 34400 LUNEL, pour un montant de 154 458 euros HT et pour une durée de 4 mois ;

CONSIDERANT :

- qu'une erreur matérielle s'est glissée à l'article 3.2 du CCAP « modalités de révision des prix », rendant les formules de révision de prix inapplicables.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4526 travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-Lès-Maguelone lot 2 remplacement de la canalisation de rejet avec l'entreprise STPB sise 270 chemin des Oliviers 34400 LUNEL venant modifier la formule de révision des prix du marché.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n'a pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1025
Reçue en Préfecture le	16 JAN. 2018
Affichée le	16 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	LMC1153594-AV

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2018
Mme J. GALABRUN-BOULBES

Première Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la réforme pour vétusté d'un véhicule de marque Peugeot
106 immatriculé CP-216-BD - Cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer pour les pièces détachées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule Peugeot 106 immatriculé CP-216-BD est réformé pour les pièces détachées pour cause de vétusté et cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1026
Reçue en Préfecture le	24 JAN. 2018
Affichée le	24 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-2017-1026-AU

Fait à Montpellier, le 24 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°5029VD17 concernant la location d'une benne à ordures ménagères pour la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole, conclu avec la société A.M.V. (Auvergne Matériel Voirie)

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « Prévention et valorisation de déchets et propreté de l'Espace public »,
- **CONSIDERANT :**
 - d'une part la nécessité de procéder à la location d'une benne à ordures ménagères afin d'assurer la continuité du service public de collecte des déchets ménagers, du fait du report en 2018 des commandes de véhicules neufs à l'UGAP prévues pour 2017 en raison de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets de l'ADEME « solutions intégrées de mobilité GNV » ;
 - d'autre part la mise en ligne le 09 novembre 2017 d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la plateforme de dématérialisation de la Métropole, au terme duquel la société A.M.V. (Auvergne Matériel Voirie) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour l'accord-cadre à bons de commandes n°5029VD17 relatif à la location d'une benne à ordures ménagères pour la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre à bons de commandes n°5029VD17, avec un seuil maximum de 50 000 € HT, est passé avec la société A.M.V. (Auvergne Matériel Voirie) - 32, Avenue de la Gare – 63 430 Pont du Château.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne la location d'une benne à ordures ménagères pour la Régie de collecte de Montpellier 3M.

ARTICLE 3 : Il est conclu pour une durée de 11 mois ferme à compter du 1^{er} mars 2018 jusqu'au 31 janvier 2019. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 4 : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1027
Reçue en Préfecture le	16 JAN. 2018
Affichée le	16 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	LMC/153670-AU

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2018

Mme V. BARTHAS-ORSAL

Vice-Présidente
Méditerranée



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4987MG17 - Exploitation et maintenance en génie climatique pour la piscine Héraclès à Saint Brès et la partie nord du Domaine d'Ô à Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines « Energie et transition énergétique » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de lancer un marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique pour la piscine Héraclès à Saint Brès et la partie nord du Domaine d'Ô à Montpellier,
- qu'une procédure a été passée en appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Une partie des prestations, définies à l'acte d'engagement, sera passée en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres.
Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 24 000€ HT sur la durée totale. Cet accord cadre est passé avec un opérateur économique.
La durée du marché est de 18 mois à compter du 1er janvier 2018 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 1er janvier 2018.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1° Technique, au regard du mémoire technique : 60 %
 - 2° Prix des prestations, au regard de la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SPIE FACILITIES, sise au Parc d'activités Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman- BP 70339 34435 Saint Jean de Védas cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4987MG17 - Exploitation et de maintenance en génie climatique pour la piscine Héraclès à Saint Brès et la partie nord du Domaine d'Ô à Montpellier à l'entreprise SPIE FACILITIES, pour un montant forfaitaire de 41 767,25€ HT et un montant maximum de 24 000€ HT pour les prestations de main d'œuvre et de maintenance curatives ainsi que les fournitures.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 1er janvier 2018. Sa durée est de 18 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

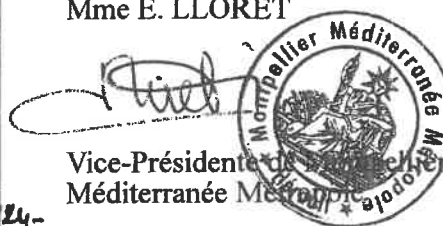
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1030
Reçue en Préfecture le	24 JAN. 2018
Affichée le	24 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	034 243 4000 A-2018-24- D2017-1030 AU

Fait à Montpellier, le 24 JAN. 2018

Mme E. LLORET



Vice-Présidente de
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4973EA17 (marché négocié sans mise en concurrence)

- Service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologiques

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la prévention des risques majeures et la gestion des milieux aquatiques,

CONSIDERANT :

- la nécessité désigner une entreprise en vue de l'assistance pour la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire de la Métropole et compte tenu du caractère sensible de la prestation au regard de la sécurité des personnes, la prestation ne peut être confiée qu'à un opérateur économique déterminé qui, pour des raisons techniques et organisationnelles, garantit la mise en œuvre et la coordination des actions à mener par les différents responsables de la gestion de crise que sont, notamment, les maires des 31 communes membres et le Service Interministériel de Défense et Protection Civiles de la Préfecture. L'outil et les services apportés par l'entreprise sont également utilisés par la Préfecture, l'utilisation de ce même outil garantit un fonctionnement optimal de la gestion de crise entre les acteurs. Seul le prestataire à travers des moyens spécifiquement adaptés et sécurisés (outils uniques et propriété exclusive) et une expérience reconnue de plus de 10 ans dans ce domaine peut rendre un service abouti et complet permettant de répondre aux besoins du maître d'ouvrage.
- qu'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable a été lancée conformément à l'article 30 alinéa 3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix forfaitaire et à prix unitaire faisant objet de bons de commande, pour une durée de 1 an renouvelable deux fois par tacite reconduction.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4973EA17 à l'entreprise PREDICT SERVICES sise 20 rue Didier Daurat 34170 Castelnau le lez pour un montant forfaitaire annuel de 59 000 € HT et des prestations à prix unitaires limitées à 8 000 € HT maximum par an. Ces montants sont identiques pour chaque période éventuelle de reconduction. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 2 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

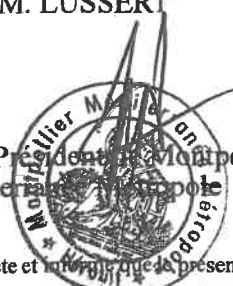
Décision n°	D2017-1034
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153840-AU-1

Fait à Montpellier, le

17 JAN. 2018

M. J.-M. LUSSERT

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean-de-Védas pour la mise à disposition du théâtre du Chai du Terral

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ainsi que la mise à disposition d'équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à titre gratuit,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de sa programmation artistique et culturelle, le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) organise des concerts, spectacles de danse, master-class etc., et sollicite dans ce cadre l'autorisation d'occuper la salle de spectacle du Théâtre Le Chai du Terral à Saint-Jean-de-Védas.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire des locaux du Théâtre du Chai du Terral sis allée Joseph Cambon – 34430 Saint-Jean-de-Védas, est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Jean-de-Védas.

ARTICLE 2 : L'occupation est autorisée les 8 janvier 2018, 9 et 12 février 2018 et du 27 au 31 mars 2018.

ARTICLE 3 : L'occupation est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Monsieur, le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1035
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Line 153851-CE

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. B. TRAVIER



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle
cadastrée EY 151 avenue du Petit Train - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises ou conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le droit de priorité au titre de l'article L.240-1 du code de l'urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné par Montpellier Méditerranée Métropole le 11 décembre 2017, enregistrée sous le numéro 17 / 146, concernant la cession de la parcelle cadastrée EY 151 d'une superficie de 283 m² située avenue du Petit Train à Montpellier au prix de 1 euro, montant conforme à l'estimation des services fiscaux,
- VU l'estimation de France Domaine n° 2017.172 V0980 en date du 04 juillet 2017
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle EY 151 intégrée dans l'emprise de l'avenue du Petit Train à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'Etat, de la parcelle cadastrée EY 151 d'une superficie de 283 m², située avenue du Petit Train à Montpellier.

ARTICLE 2 : La transaction a lieu sans déclassement préalable de domaine public de l'Etat à domaine public de la Métropole, conformément à l'article L.3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition est de 1 euro, conformément à l'avis de France Domaine en date du 04 juillet 2017.

ARTICLE 4 : L'étude de Maîtres Nouguié, Ribaud, Nouguié-Lecomte sera chargée de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1038
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1153870 AV

Fait à Montpellier, le

17 JAN. 2018

M. Philippe SALRE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un protocole transactionnel au marché n°2623DC11 de maîtrise d'œuvre partielle du musée de l'histoire de France et de l'Algérie

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU le marché n° 2623DC11 relatif à la maîtrise d'œuvre partielle du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie, attribué au groupement de maîtrise d'œuvre constitué de l'Atelier d'architecture CASTELNAU-FERRI (mandataire), et des sociétés ROSSEL, BETSO, BETS, ATELIER SITES, C&G, GAPIRA et ORDIPRO (cotraitants), notifié le 16/01/2012 pour un montant initial forfaitaire de 348 471,57 € HT, et une durée d'exécution globale de 28 mois dont 12 mois de Garantie de Parfait Achèvement ;

CONSIDERANT :

- que compte tenu des évolutions du programme de l'opération intervenues ultérieurement à la notification du marché et ayant conduit à un démarrage tardif des prestations, suivi d'une suspension des travaux, et enfin de l'abandon du projet, le groupement a transmis en date du 02/05/2017 à la Collectivité un décompte général faisant apparaître une demande d'indemnisation de 272 260,00 € HT en réparation du préjudice subi du fait des modifications qui lui ont été imposées dans le cadre du projet de création du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie.
- que la Collectivité et le groupement ont échangé sur la validité de la demande, et que ces échanges ont abouti à des concessions faites par chacune des Parties, au terme desquelles la Collectivité accepte d'indemniser le groupement d'un montant global de 161 774,01 € HT, soit 179 328,81 € TTC.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un protocole transactionnel relatif au marché n°2623DC11 de maîtrise d'œuvre partielle du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie est conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre constitué de l'Atelier d'architecture CASTELNAU-FERRI (mandataire), et des sociétés ROSSEL, BETSO, BETS, ATELIER SITES, C&G, GAPIRA et ORDIPRO (cotraitants).

PPPP 24

26.01.2018

Décision n° D2017-1039

ARTICLE 2 : Ce protocole transactionnel est conclu pour un montant forfaitaire de 161 774,01 € HT, soit 179 328,81 € TTC, en règlement de toutes les conséquences financières découlant du préjudice subi par l'attributaire du marché du fait des modifications qui lui ont été imposées dans le cadre du projet de création du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie. Il convient de noter qu'une somme de 25 073.19 € TTC correspondant à une régularisation des révisions de prix non facturées, en cours d'analyse et de vérifications, mais ne faisant pas sur le fond l'objet de contestations entre les parties, n'est en conséquence pas intégrée au présent protocole.

ARTICLE 3 : La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer le protocole transactionnel visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1039
Reçue en Préfecture le	26 JAN. 2018
Affichée le	01 FEV. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lme1153889-cc

Fait à Montpellier, le

23 JAN. 2018

M. B. TRAVIER

Vice-Président délégué
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3910 - Raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA - lot 1 Aménagement de la STEP

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU la décision n°D2016-849 du 15 décembre 2016 attribuant le marché n° 3910 Raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA lot 1 Aménagement de la STEP de Castries au groupement NGE GC / SPIE SUD OUEST dont le mandataire est l'entreprise NGE GC, sise RD 172 – La Mogère – Route de Vauguières – CS 90045 – 34137 Mauguio CEDEX pour un montant de 397 110 euros HT et pour une durée d' un an;

CONSIDERANT la nécessité de construire une aire de dépotage des produits de curage des réseaux à la station d'épuration de la commune de Castries après démolition des ouvrages existants,

CONSIDERANT qu'aucun autre site ne saurait être aménagé mieux que celui de la STEP de Castries en raison du coût plus élevé de mise en conformité des autres installations existantes,

CONSIDERANT que dans un contexte de maîtrise des coûts de fonctionnement et au regard d'une logique réglementaire de gestion des sous-produits de l'assainissement au plus près des zones de production, il s'avère impossible de transférer ces produits de curage de réseaux vers d'autres sites hors métropole,

CONSIDERANT que le délai de livraison de cet ouvrage est contraint par les engagements réglementaires que Montpellier Méditerranée Métropole doit respecter, mais également par les travaux de la déviation de Castries, réalisés en limite de la STEP, lesquels peuvent impacter le chemin d'accès existant,

CONSIDERANT enfin que le changement de prestataire entraînerait une augmentation substantielle des coûts, les travaux objet du présent avenant ayant été négociés afin d'en assurer la maîtrise (prix inférieurs à ceux obtenus sur une consultation similaire, suppression de coûts substantiels liés à une nouvelle consultation – études diverses, frais d'installation de chantier, etc..).

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3910 Raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA lot 1 Aménagement de la STEP de Castries avec le groupement NGE GC / SPIE SUD OUEST dont le mandataire est l'entreprise NGE GC, sise RD 172 – La Mogère – Route de Vauguières – CS 90045 – 34137 Mauguio CEDEX, avenant d'un montant de 198 542.80 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1040
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC1153883-A4-1

Fait à Montpellier, le **9 JAN. 2018**

Mme J. GALABRUN BOULBES



Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Decision relative à l'avenant n°3 au mandat d'étude de faisabilité
en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- VU la décision n°D2013-297 en date du 13 mai 2013 relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » sur la Commune de Cournonterral,
- VU la décision n°D2015-470 en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral,
- VU la décision n°D2016-731 en date du 06 octobre 2016, relative à l'avenant n°2 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral,

CONSIDÉRANT qu'il convient de passer un nouvel avenant pour acter la modification de la durée du mandat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au mandat initial relatif aux études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : La durée prévisionnelle du mandat initial, égale à 52 mois, est portée à 55 mois.

ARTICLE 3 : Le montant global du contrat initial est inchangé.

ARTICLE 4 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté susvisé portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1044
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Imc153949-AU

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. G. PASTOR



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698, correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R 141-4 à 141-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la décision du conseil métropolitain n°D2016-492 en date du 13 juillet 2016 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée DS 698 dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment, autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU l'arrêté n°A2017-293 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office de la parcelle cadastrée DS 698, correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland, dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R.318-10 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698, correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland. Par conséquent, la procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 2 : Le dossier mis à l'enquête publique est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1046
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1153963-AU

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Saint-Brès dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des ouvrages d'eau potable

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint Brès n° 2017-072 en date du 7 décembre 2017,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Saint Brès utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Saint Brès des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Saint Bres

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Forage du Stade	C n° 462p	1 173	1971-TER-2113-081	852.12€
Forage des Olivettes	A n° 1573p	2059	1985-TER-2113-091	0€
Réservoir Saint Bauzille	A n° 1579	871	1971-TER-211-001	919.27€
	A n° 1600	1 085	1971-TER-211-002	0€

Les contenances sont données à titre indicatif, les divisions parcellaires étant en cours de réalisation.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1049
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lmc153985-AU

Fait à Montpellier le 15 JAN. 2018
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société FP FAMILY dans la Zac Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
 - VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société FP FAMILY est candidate à l'acquisition du lot 13 de 4 628 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, ateliers, entrepôts-stockage de 1 383 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 300 m². L'utilisateur final sera la société MENUISERIE FERNANDEZ pour une activité de menuiserie bois et agencement.
- Les sociétés prévoient un effectif de 8 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la FP FAMILY ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1050
Reçue en Préfecture le	16 JAN. 2018
Affichée le	16 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc153989 AU

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée KS 40 dans le domaine public métropolitain - rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.318-3 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme,
- VU les articles R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9 du Code de la Voirie Routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de conférer à la parcelle KS 40, voie privée ouverte à la circulation publique dénommée rue Cité du Mas de Tesse, un statut juridique conforme à son usage, afin de permettre et de conforter l'assise juridique des interventions de l'ensemble des services publics,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole approuve le principe du recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40, assiette de la voie privée ouverte à la circulation publique dénommée rue Cité du Mas de Tesse, ceci conformément aux dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'ouverture d'une enquête publique dont les modalités seront précisées par un arrêté métropolitain.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à l'affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

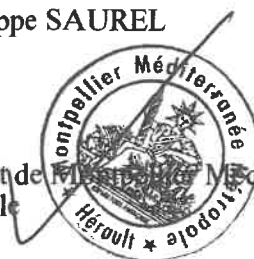
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1051
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 11S3993-AU.

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.484 des travaux préparatoires d'infrastructures du secteur centre dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'information préalable aux membres de la Commission d'Appel d'Offres en date du 17 juin 2014,
- VU la décision de TaM en date du 17 juillet 2014 attribuant le marché n°8.484 portant sur les travaux préparatoires d'infrastructure du secteur centre dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway à l'entreprise RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant minimum de 350 000 € HT et un montant maximum de 950 000 € HT pour une durée de 5 ans ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'intégrer des travaux d'aménagement complémentaires non définis dans le programme initial dont notamment la sécurisation du passage de la ligne 4 au Corum en interface avec les autres lignes de tramway, la reprise des écoulements des eaux au niveau du Jardin des Plantes ou encore la reprise du raccord avec la rue Marceau. Ces modifications indissociables des prestations initiales étant apparues tardivement, il est nécessaire d'augmenter le montant maximum du marché, étant entendu que les travaux concernés figurent dans le BPU.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.484 des travaux préparatoires d'infrastructure du secteur centre avec l'entreprise RAZEL BEC de Saint-Georges-d'Orques (34).

ARTICLE 2 : Le montant de l'avenant s'élève à 133 000 € HT portant ainsi le montant maximum du marché à 1 083 000 € HT (soit une hausse de 14% du montant initial). Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

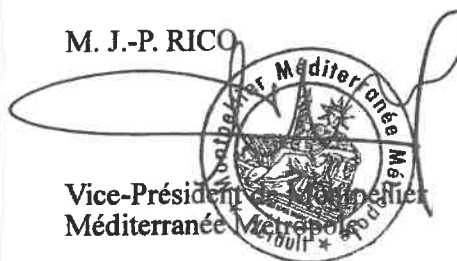
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1052
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1153938-AU-1

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. J.-P. RICO

Vice-Président
Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3.42Q portant sur les vannes martelières anti-pollution sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche de la 3ème ligne de tramway

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;
- VU la décision n°D2017-480 du 21 juin 2017 attribuant le marché n°3.42Q portant sur les vannes martelières anti-pollution sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche à l'entreprise SOLATRAG pour un montant de 192 904,50 € HT tel qu'il résulte du Détail Quantitatif Estimatif, pour une durée de 3 mois ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'intégrer des prestations supplémentaires non définies dans le programme initial dont notamment l'ajout et la modification de vannes et d'allonger la durée du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3.42Q portant sur la fourniture et la mise en œuvre des vannes martelières anti-pollution avec l'entreprise SOLATRAG d'Agde (34) et d'allonger la durée du marché.

ARTICLE 2 : Le montant de l'avenant s'élève à 18 959,10 € HT portant ainsi le montant du marché à 211 863,60 € HT (soit une hausse de 9,5% du montant initial). Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : Le délai du marché, initialement de 3 mois, est allongé pour une nouvelle durée de 3 mois avec une date de fin au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1053
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154007-AU-1

Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

M. J.-P. RICO



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession à la SCI BETARTO d'une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal - commune de Castelnau-le-Lez

- VU les articles L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole «Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €.
- VU la demande de la SCI BETARTO d'acquérir une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez ;
- VU la décision n°D2017-502 en date du 15 décembre 2017 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 161 m² située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez,
- VU l'estimation du service des domaines n° 2017-057V0307 en date du 13 mars 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI BETARTO une emprise de 161 m² à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau le Lez.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaines, à savoir pour un montant total de 13 000 €.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1054
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154033- AU-1

Fait à Montpellier, le

15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public de trois
emprises - ZAC Nouveau Saint Roch rue du Grand Saint Jean
- suite à de l'enquête publique - Commune de Montpellier**

- VU les articles L.5211-10 et L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de la voirie routière notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de l'ordonnance ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la décision n°D2017-395 en date du 12 juillet 2017 approuvant le principe du recours à l'enquête publique permettant le déclassement de trois emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier,
- VU l'arrêté n° A2017-242 en date du 26 septembre 2017 portant sur l'ouverture d'une enquête publique relative au déclassement de trois emprises rue du Grand Saint Jean à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'une enquête publique a eu lieu durant 16 jours consécutifs du 02 novembre 2017 au 17 novembre 2017 inclus,
- **CONSIDERANT** l'avis favorable rendu par Madame le Commissaire Enquêteur dans son rapport en date du 24 novembre 2017, concernant le déclassement du domaine public de trois emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter du 12 juillet 2017, date de la décision D2017-395, dans la mesure où il convient de maintenir la fonction de desserte ou de circulation assurée par la voie le plus longtemps possible,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce par anticipation le déclassement du domaine public de trois emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier, pour une superficie totale de 53 m².

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation de ces emprises interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter du 12 juillet 2017, date de la décision D2017-395, compte tenu de la nécessité de maintenir la circulation le plus longtemps possible sur une partie du trottoir et sur un tronçon de voie rue du Grand Saint Jean à Montpellier,

ARTICLE 3 : Le service du cadastre est sollicité pour procéder à la numérotation cadastrale des trois parcelles à créer.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1055
Reçue en Préfecture le	15 JAN. 2018
Affichée le	15 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154435-AU-1

Fait à Montpellier, le

15 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4810MG17 de fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes - Lot n°1 - Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, du juridique et du protocole;
- VU la décision n°D2017-304 du 13/06/2017 autorisant l'établissement d'un groupement de commandes de fourniture et livraison de carburant avec ou sans carte accréditives conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier et les communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint-Brès et Pérols.

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-1.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an reconductible 3 fois.
- que concernant le lot n°1 - Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1- Valeur technique au regard du mémoire technique	60%
2- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28/11/2017 a attribué le marché au candidat Total Marketing France sise 562 avenue du parc de l'île 92029 Nanterre Cedex qui présente une offre économiquement avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée

Métropole, du CCAS de Montpellier et des communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Pérols - Lot n°1 - Fourniture de carburant avec cartes accréditatives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne à l'entreprise TOTAL Marketing France, pour un montant de 3 996 275.20 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935 et 938.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1057
Reçue en Préfecture le	11 JAN. 2018
Affichée le	11 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154023-A4.

Fait à Montpellier, le

Mme I. GUIRAUD

11 JAN 2018

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation
du domaine public passée avec l'entreprise SILKAN pour une
réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2014 prorogée par avenant en date du 1^{er} septembre 2017, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise SILKAN a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SILKAN pour la restitution du module B1.2 d'une surface de 36,90 m² situé au 1^{er} étage du bâtiment MIBI. La surface occupée par l'entreprise SILKAN passe de 94,60 m² à 57,70 m².

ARTICLE 2: A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 31 août 2020, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 3: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise SILKAN pour cette nouvelle surface de 57,70 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 785,87 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1058
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2018
Affichée le	22 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154039 .AU

Fait à Montpellier, le 19 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de la Grande Ecole du Numérique
UP TO by Simplon dans l'espace French Tech situé dans l'Hôtel
French Tech, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'école ci-après, présentée par Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de l'occupation d'une partie de l'espace French Tech situé dans l'Hôtel French Tech, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique: la Grande Ecole du Numérique UP TO by Simplon, représentée par Madame Virginie BRUGUES, Directrice de FACE Hérault.
L'école ayant déjà occupé une partie de l'espace French Tech en 2017, renouvelle sa demande pour l'année 2018. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à remettre à disposition un bureau dédié au personnel de coordination et de formation d'Up To et une partie de l'espace de travail collaboratif, toute la semaine pour les étudiants apprenants de l'école du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.
- **CONSIDERANT** que l'activité de la Grande Ecole du Numérique Up To, dont un des objectifs est favoriser l'accès à l'emploi de publics rencontrant des difficultés d'insertion, présente un intérêt public local, la mise à disposition de ce lieu se fait à titre gracieux, charge à Up To de s'affranchir des coûts liés à la mise en place d'une ligne téléphonique spécifique dans le bureau.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de La Grande Ecole du Numérique Up To by Simplon ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1059
Reçue en Préfecture le	16 JAN. 2018
Affichée le	16 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1154038-AU

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat »,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE pour la location d'un bureau d'une surface de 22,00 m².

ARTICLE 2 : La surface occupée est constituée du module B0.22 situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI- 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise VESTER BUSINESS FRANCE pour la surface de 22,00 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 299,64 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1060
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2018
Affichée le	22 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154043-AU-1

Fait à Montpellier, le 19 JAN. 2018

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant au marché n°3978DS15 - Construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès - lot 4 "Serrurerie - Métallerie"

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » ;
- VU la délibération n°13530 du 16 décembre 2015 attribuant le marché n°3978DS15 lot 4 intitulé « Serrurerie-Métallerie » à l'entreprise Construction St Eloi, sise 2 chemin d'El Pey BP 80105 31772 Colomiers Cedex pour un montant de 209 695,85 euros HT et pour une durée de 20 mois;

CONSIDERANT :

- que la société Construction St Eloi rencontre des difficultés financières et ne peut poursuivre l'exécution du marché dans les conditions initiales, il est nécessaire de procéder à une diminution importante de ce marché en simplifiant certaines prestations notamment l'habillage des gaines de ventilation zone bassin, permettant de compenser certaines plus-values sur d'autres lots ;
- que cette diminution est de 84.89% du montant initial du marché (soit moins 178 012,21 euros HT) ;
- que cet avenant permettra de régler préventivement et à l'amiable, conformément à l'article 50 du CCAG, d'éventuels différends ou litiges.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°3978DS15 lot 4 intitulé « Serrurerie-Métallerie » avec l'entreprise Construction St Eloi, avenant qui ramène le montant du marché à 31 683,64 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1061
Reçue en Préfecture le	17 JAN. 2018
Affichée le	17 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1154152-AU

Fait à Montpellier, le 17 JAN. 2018

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage
avec SNCF réseau - Autorisation de signature**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine « Service public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- **CONSIDERANT** que le projet de renforcement du réseau d'eaux usées nécessite de passer sous les voies ferrées Montpellier – Perpignan en technique sans tranché, il convient de passer une convention avec SNCF Réseau d'assistance à Maîtrise d'ouvrage afin de faire valider les dispositions à prendre ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec SNCF Réseau sise 92 avenue de France – 75648 Paris Cedex 13, pour un montant de 16 625 € HT.

ARTICLE 2 : Que cette prestation se déroulera à Montpellier dans le quartier Tournezy.

ARTICLE 3 : De dire que cette convention est passée pour une durée de 6 mois en phase conception dès notification. En phase réalisation, le délai se calera sur le planning de travaux jusqu'à réception.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation s'élève à 16 625 € HT.

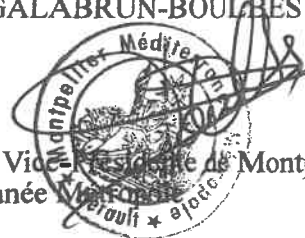
ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1065
Reçue en Préfecture le	- 9 JAN. 2018
Affichée le	- 9 JAN. 2018
Notifiée le	
Identifiant	INC 1154180-CC-1


Fait à Montpellier, le - 9 JAN. 2018

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-003
---	-------------------------------

Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier - Location de
tentes et de matériels de réception, cabines
W.C autonomes et bungalows**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice- Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget et d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques ».

Considérant :

- Que dans le cadre de la « Location de tentes et de matériels de réception, de cabines W.C autonomes et bungalows », Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

- Que dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la « Location de tentes et de matériels de réception, cabines W.C autonomes et bungalows ».
- Qu'il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier soit désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.
- Que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Que pour des raisons de définition et pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre décomposé en deux lots comme suit (montants estimatifs en € H.T/ an) :
 - **Lot n°1 : Location de tentes et de matériels de réception :**
 Ville de Montpellier 120 000€
 Montpellier Méditerranée Métropole 100 000€
 - **Lot n°2 : Location de cabines W.C autonomes, de bungalows :**
 Ville de Montpellier 50 000€
 Montpellier Méditerranée Métropole 10 000€

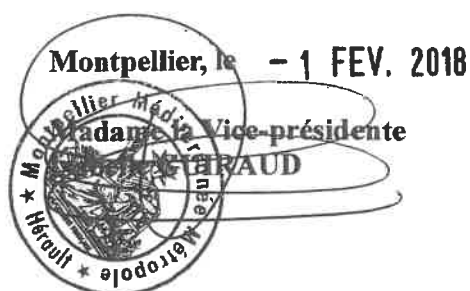
D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Aux termes de la convention la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Publiée le : - 1 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


24-2434 00017 - 20180201-102018-003- AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 1 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-004
---	-------------------------------

Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à une convention d'amodiation
avec la société MADIOBIO dans le parking
Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs
(Montpellier)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- CONSIDERANT que depuis la création de la Métropole, la gestion des parkings en ouvrage est devenue une compétence métropolitaine,
- CONSIDERANT que la société MADIOBIO – UNILABS a souscrit, par convention en date du 01 septembre 2013, un contrat d'amodiation pour une place dans le parking Foch – Préfecture – Marché aux Fleurs pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} novembre 2013,

- CONSIDERANT qu'en application de l'article VII. « Cessibilité et transmission du contrat », la société MEDIOBIO – UNILABS souhaite céder ses droits sur la place de stationnement à sa disposition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'amodiation signée le 01 septembre 2013 entre la Ville de Montpellier et la société MEDIOBIO – UNILABS est modifiée par un avenant n°1.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 a pour objet de préciser les conditions de changement de bénéficiaire de la place de stationnement n°576, située au 5^{ème} sous-sol du parking Foch – Préfecture.

ARTICLE 3 : Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés directement entre la société MEDIOBIO – UNILABS et l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'amodiation visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2018

**Monsieur le Vice-Président
Jean-Pierre RICHER**



Publiée le : 24 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 24 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-005
---	-------------------------------

Direction de la Culture
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre
n°4940DC17 de conception, fabrication et
pose de signalétique muséographique au
musée Fabre de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- **Considérant** qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre de conception, fabrication et pose de signalétique muséographique au musée Fabre de Montpellier,
- **Considérant** qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre multi attributaire, d'un montant maximum annuel de 51 000 € H.T., pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans,
- **Considérant** que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40 %
 - 2 – Valeur technique : 60 %

- **Considérant** qu'après analyse, l'Atelier et Scanachrome, deux seules entreprises ayant remis une offre, présentent des offres, sur la base d'une simulation, économiquement adaptées au contexte,

D E C I D E

Article 1 : d'attribuer l'accord-cadre n° 4940DC17 de travaux de signalétique aux entreprises l'Atelier et Scanachrome en tant que titulaires. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article 79 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, avec une remise en concurrence des titulaires.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Vice-président
Bernard TRAVIER



Publiée le : 31 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034- 2434 00017 - 20180130 - RD 2018 - ODS - AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-007
---	-------------------------------

Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 à la convention d'amodiation
avec la société TEISSIER SARL dans le
parking Foch-Préfecture - Marché aux
fleurs (Montpellier)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par sa transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que la société TEISSIER SARL a souscrit, par convention en date du 18 août 2013, un contrat d'amodiation pour une place de stationnement dans le parking Foch - Préfecture, pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} novembre 2013,

- **CONSIDERANT** que la gestion des parkings en ouvrage est devenue une compétence métropolitaine,

- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article VII. « Cessibilité et transmission du contrat », la société TEISSIER SARL souhaite céder ses droits sur la place de stationnement à sa disposition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'amodiation signée le 18 août 2013 entre la Ville de Montpellier et la société TEISSIER SARL et EFFIA Stationnement est modifiée par un avenant n°1.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 a pour objet de préciser les conditions de changement de bénéficiaire de la place de stationnement n°508, située au 5^{ème} sous-sol du parking Foch - Préfecture.

ARTICLE 3 : Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés directement entre la société TEISSIER SARL et l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'amodiation visée dans l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 1 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24340007 - 20180201 - MD2018007-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 1 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-008
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Aménagement

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Accord-cadre de maîtrise d'oeuvre relatif
aux travaux d'infrastructures VRD,
d'études hydrauliques, d'études
environnementales et de traitement
paysager des aménagements et des
bâtiments nécessaires à la réalisation d'un
réseau d'aires d'accueil de gens du voyage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie Yague,
- Vu la convention de mandat en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

Considérant :

- Que depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Elle prévoit à ce

titre la création d'un réseau de 10 aires d'accueil (incluant 5 aires d'accueil permanentes et 5 aires de Grand Passage).

- Qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'œuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique (70 %), appréciée au regard de la note méthodologique décrite dans les documents de la consultation
- Prix des prestations (30 %) apprécié au regard de deux commandes-tests selon les caractéristiques des aires (AGP/AAP).

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructures VRD, d'études hydrauliques, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil de gens du voyage à l'entreprise ARTELIA VILLE ET TRANSPORT en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 7 FEV. 2018

Madame la Vice-présidente

Annie YAGUE



Publiée le : – 7 FEV. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-242400017 - 20180207 - 2018-005-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 7 FEV. 2018

Réception en Préfecture : – 7 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-012
---	-------------------------------

Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative de la régie de recettes du parking Vicarello

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU l'avis conforme du 11 janvier 2018, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, le besoin de précision dans l'énumération des modes d'encaissement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-16 modifiée du 28 janvier 2016, est complétée comme suit.

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Vicarello) situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : Cette régie est installée dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon Trotski – 34075 Montpellier.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits de stationnement.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En espèces,
- Par chèques,
- Par cartes bancaires,
- Par prélèvements.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, ou d'une carte d'accès abonné.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 1 000,00 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 600,00 €.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- Au 31 décembre de chaque année,
- En cas de changement de régisseur,
- Au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180130-MD2018-02-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-013
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AM n°209 partie B et à la
constitution d'une servitude de passage
piétons au profit de la parcelle AM n°209
partie A - Commune de Saint Geniès des
Mourgues - Restauration physique de la
Viredonne dans le cadre de l'exercice de la
compétence GEMAPI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole, et celle autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- VU la délibération 15145 du 20 décembre 2017 approuvant l'organisation générale et la feuille de route de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) transférée de droit à la Métropole le 1^{er} janvier 2018,

- VU la délibération 13572 du 27 janvier 2016 approuvant, suite aux préconisations des services de l'Etat dans le cadre de la réalisation des travaux de création de la station d'épuration (STEP) intercommunale de Saint Geniès des Mourgues, le programme de travaux à réaliser sur le cours d'eau situé en aval de la STEP nouvellement créée, dénommé la Viredonne, au droit de la parcelle AM n°209, sise commune de Saint Geniès des Mourgues,

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 10 décembre 2017 par les consorts ROUMANILLE, portant sur la parcelle cadastrée AM n°209 partie B, d'une superficie arpentée vendue de 5 713 m², sise commune de Saint Geniès des Mourgues, moyennant un prix de 9 370 € majoré d'une indemnité de 630 € correspond à la valeur d'arbres fruitiers situés sur la parcelle objet de l'acquisition, prévoyant également le désenclavement de la parcelle AM n°209 partie A, d'une superficie arpentée de 277 m², restant la propriété des consorts ROUMANILLE, par la création d'une servitude de passage piétons sur une emprise d'environ 168 m² au profit de la parcelle AM n°209 partie A sur la parcelle vendue par la consorts ROUMANILLE à Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle AM n°209 partie B afin de réaliser, dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, les travaux de restauration physique de la Viredonne sise commune de Saint Geniès des Mourgues préconisés par les services de l'Etat dans le cadre des travaux de création de la STEP intercommunale de Saint Geniès des Mourgues,

- **CONSIDERANT** la nécessité de créer une servitude de passage piétons sur la parcelle AM n°209 partie B sise commune de Saint Geniès des Mourgues pour désenclaver le foncier restant la propriété des consorts ROUMANILLE cadastré AM n°209 partie A sise commune de Saint Geniès des Mourgues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AM n°209 partie B, sise commune de Saint Geniès des Mourgues, d'une superficie arpentée de 5 713 m², auprès de M. Joseph ROUMANILLE, domicilié 7 impasse des Cytises à Montpellier (34070), de M. Fabien ROUMANILLE, domicilié 29 allée André PILLEBOUE à Montpellier (34070), de M. Pascal ROUMANILLE, domicilié 6 rue Alexandre MAURY à Montpellier (34000) et de M. Vincent ROUMANILLE, domicilié Les Hauts de l'Arnel Bât A – 40 rue Maréchal Galliéni à Montpellier (34070).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole constitue une servitude réelle et perpétuelle de passage piétons sur la parcelle AM n°209 partie B, sise commune de Saint Geniès des Mourgues, d'une emprise de 168 m² au profit de la parcelle AM n°209 partie A, sise commune de Saint Geniès des Mourgues, restant la propriété de M. Joseph ROUMANILLE, domicilié 7 impasse des Cytises à Montpellier (34070), de M. Fabien ROUMANILLE, domicilié 29 allée André PILLEBOUE à Montpellier (34070), de M. Pascal ROUMANILLE, domicilié 6 rue Alexandre MAURY à Montpellier (34000) et de M. Vincent ROUMANILLE, domicilié Les Hauts de l'Arnel Bât A – 40 rue Maréchal Galliéni à Montpellier (34070).

ARTICLE 3 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 9 370 € (neuf mille trois cent soixante-dix euros), majoré de la somme de 630 € (six cent trente euros), correspondant à l'indemnisation des arbres fruitiers présents sur la parcelle vendue, ainsi que des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 907 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 et de constitution de servitude visée à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **30 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243488017 - 20180130-MD 2018-013-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-014
---	-------------------------------

Direction de la Culture

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
n°D2017-939 relative au marché
n°4785DC17 de nettoyage des sites du
Conservatoire à Rayonnement Régional de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
la salle Bagouet à l'Opéra Comédie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres sans limitation de montant ainsi que toutes les modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc..) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

Considérant :

- que la décision n° D2017-939 du 09 Janvier 2018 concernant le marché n°4785DC17 relatif au nettoyage des sites du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de la salle de Bagouet à l'Opéra Comédie doit être modifiée.

DECIDE

Article 1 : L'article 2 de la décision D2017-939 du 09/01/2018 est modifié comme il suit :

« Le marché est attribué :

- Pour le lot n°1, à la société TFN PACA PROPRETÉ, pour un montant forfaitaire annuel de 53 886,46 € HT concernant les prestations courantes et pour un montant maximum annuel de 10 000 € H.T pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires.
- Pour le lot n°2, à la société DERICHBOURG, pour un montant forfaitaire annuel de 18 592,11 € HT concernant les prestations courantes et pour un montant maximum annuel de 5 000 € H.T pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires.
- Pour le lot n°3, à la société DERICHBOURG, pour un montant forfaitaire annuel de 10 963,85 € HT concernant les prestations courantes et pour un montant maximum annuel de 1 500 € H.T pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires. »

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 JAN. 2018

Monsieur le Vice-président
Bernard TRAVIER

Publiée le : 31 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 50017 - 20180130 - 2018-014-A4


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-017
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "SASU
TRAMSHOP OCCITANIE - Requête
n°1706191-4TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1706191-4, le 31 décembre 2017, par la SASU TRAMSHOP OCCITANIE tendant à l'annulation de la décision de résiliation en date du 21 juillet 2017 et la décision de rejet du recours gracieux en date du 31 octobre 2017 toutes deux relatives à une convention d'occupation du domaine public d'un espace au sein de l'ensemble immobilier « Parking Occitanie ».

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24340007-20180119-JAN 2018-0017 .all.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-020
---	-------------------------------

Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au
Marché n°6D00401250/4498CO16 -
Fabrication pose et dépose d'articles de
pavoisement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Vu la décision n°2016/0474 attribuant le marché n°6D00401250/1 Fabrication pose et dépose d'articles de pavoisement à l'entreprise DECOR34, sises 34000 Montpellier pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 200 000 € HT pour une durée de 1 an ;

Considérant :

- que le marché qui devait se terminer le 02/02/2018 sera prolongé par le présent avenant jusqu'au 30/04/2018.

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché Fabrication pose et dépose d'articles de pavoisement avec l'entreprise DECOR34, avenant sans incidence sur le montant du marché.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville et de la métropole, chapitres 930, 933, 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 JAN. 2018**

Monsieur le Conseiller métropolitain
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 31 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017 - 20180131 - ND2018-020-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **31 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	<p>Décision n° MD2018-022</p>
---	--------------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Frédérique
MASSON requête n°1800016-3 TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1800016-3 le 3 janvier 2018 par Madame Frédérique MASSON tendant à l'annulation du titre de recettes n°120470 du 18 septembre 2017 émis par Montpellier Méditerranée Métropole à son encontre relatif à la taxe d'assainissement.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

PPF 34
16.01.18

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 16 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-024
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice " SNC
STEVEN- Requête n°1706053-5TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1706053-5, le 22 décembre 2017 par la SNC STEVEN tendant à l'annulation du titre de recettes émis par Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 décembre 2016 d'un montant de 22 375,04 euros correspondant aux frais de relogement des occupants de l'immeuble situé au 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier et ce, consécutivement à l'incendie ayant affecté ce dernier le 22 juin 2016.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

PRÉF 34
16.01.18

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 16 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-025
---	-------------------------------

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'avenant n°1 au Marché 4778

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alain Pons de Vincent, Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- Vu la décision D 2017-616 attribuant le marché 4778 visé en objet à l'entreprise MENSIA, pour un montant prévisionnel de 194 500euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 36 mois ;

Considérant :

- Que le contexte et les nouvelles pratiques collaboratives de création d'outils et de projets de cohésion sociale innovants amènent à faire évoluer la méthodologie d'élaboration de la stratégie de cohésion sociale de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que la démarche Lab social qui s'inscrit dans ces nouvelles pratiques vise à refonder la stratégie métropolitaine de cohésion sociale à partir de projets pilotes expérimentaux, porteurs d'innovation, ayant vocation à être déployés à l'échelle du territoire métropolitain ;

-Que la définition de ces projets pilotes s'appuie systématiquement sur la production d'un état des lieux des acteurs et actions existant sur le champ concerné, et l'animation de travaux collectifs visant à évaluer la cohérence et la pertinence des actions mises en œuvre, ainsi que leurs enjeux de mise en convergence ;

-Que la démarche *Lab social* vise les mêmes objectifs que la phase d'état des lieux prévue au marché n° 4778MM17 mais s'appuie sur une méthodologie différente ;

Partant, Montpellier Méditerranée Métropole entend, dans le cadre du présent marché, mobiliser le cabinet MENSIA en appui méthodologique à la définition de ces projets pilote.

En conséquence, il est nécessaire de modifier ce marché afin de consacrer 53.96% du Prix global et forfaitaire prévu sur la phase 1 de la mission 1 à une mission d'appui à l'animation des travaux de la démarche *Lab social*. Le prix global et forfaitaire de la phase 1 de la mission 1 étant de 60 550€HT ; 32 676 €HT € H.T sont donc consacrés pour la démarche lab social.

Cette réaffectation des missions n'a aucune incidence sur le montant forfaitaire de la mission 1 et sur le montant prévisionnel du marché

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4778 Mission d'accompagnement et de conseil pour l'établissement et la mise en œuvre du pacte de cohésion sociale, le suivi et l'aménagement de la nouvelle organisation rassemblée, le conseil stratégique et méthodologique pour le développement des nouvelles politiques structurantes métropolitaines, à l'entreprise MENSIA, 33 rue de Naples 75008 Paris.

Article 2 : De dire que cet avenant est sans incidence sur le montant global du marché.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **22 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20180122-MDL018-OLS-AU


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JAN. 2018**

Réception en Préfecture :

22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>Montpellier Méditerranée Métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-027</p>
---	--------------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux transferts de
propriété, de la Ville de Sussargues dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole, des ouvrages d'eau potable**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Sussargues n° DE17_061 en date du 11 décembre 2017,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Saint Brès utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Sussargues des biens énumérés ci-dessous:

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²
Forage des Garrigues	A n° 1623a	365
Réservoir	A n° 945c	98
Forage Bâche	A n° 118a	278

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-2434 0017-2018022-M2018-027-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-028
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété,
du SIVOM Bérange Cadoule et Salaison
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole, de l'aire d'accueil
des gens du voyage située sur la commune
de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité et du handicap,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Syndical du SIVOM Bérange Cadoule et Salaison n°07-1/2017 en date du 14 décembre 2017,

- CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier des communes adhérentes au SIVOM Bérange Cadoule et Salaison utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- CONSIDERANT qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété pourra être effectué par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par le SIVOM Cadoule Bérange et Salaison des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Castries

Equipement au titre de la compétence politique locale de l'habitat

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Aire d'accueil des gens du voyage	H n° 249	15 460	31300-2010-2111-1 31300-2010-2315-1 & suivants	15 460€ 53 317.68€

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, par acte administratif ou à défaut par acte notarié.

ARTICLE 3 : Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-2634 0007-2018022-20208-028-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-034
---	-------------------------------

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 de transfert au marché
4811EA17 - Renforcement de conduites
AEP de refoulement, réhabilitation et
dévoisement de conduites EU - Montferrier
sur Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- Vu la décision n°D2017-821 du 17 octobre 2017 attribuant le marché 4811EA17 « Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoisement de conduites EU - Montferrier sur Lez » au groupement SADE/SOGEA SUD dont l'entreprise SADE, sise 820 rue de la Marbrerie - BP 33 – 34741 Vendargues Cedex est mandataire pour un montant de 2 498 392,80 € HT et pour une durée de 7 mois plus 6 semaines de préparation de chantier ;
- **Considérant** qu'à compter du 1^{er} octobre 2017, l'activité « hydraulique » de la société SOGEA SUD a été transférée à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE,

- **Considérant** que de ce fait, la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE reprend tous les engagements pris par l'activité hydraulique de la société SOGEA SUD, dont le marché 4811EA17

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert au marché 4811EA17 « Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU - Montferrier sur Lez » au groupement SADE/SOGEA SUD dont l'entreprise SADE, sise 820 rue de la Marbrerie - BP 33 – 34741 Vendargues Cedex est mandataire en vue du transfert du cotraitant à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 Montpellier Cedex 3, des prestations exercées jusqu'alors par la société SOGEA SUD sise 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 Montpellier Cedex 3.

Article 2 : De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Madame la Vice-présidente
Jackie GALABRUN-BOULBERG



Publiée le : 30 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180130-MD2018-034-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-039
---	-------------------------------

Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de transfert
concernant le marché n°4049bis UH16 -
"Elaboration du PLUi de Montpellier
Méditerranée Métropole et formalisation
des dossiers de procédure d'évolution des
documents d'urbanisme communaux à
l'échelle des secteurs du SCoT"- lot n°1
"Secteur Piémont et Garrigues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION
- Vu la délibération N°13655 attribuant le marché n° 4049bis UH16 du marché *Elaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteur du SCoT – lot n°1 secteur « Piémont Garrigues »* à l'entreprise *DIVERCITES*, pour un montant de 119 200 euros HT forfaitaire auquel s'ajoute des prestations rémunérées sur BPU sans minimum ni maximum (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- Que des modifications notoires sont intervenues au sein du groupement générant la nécessité de faire des avenants de transfert pour les raisons suivantes :

Suite à la fusion de la société "Ubak" co-traitant du marché, avec "Atelier des Villes" devenant "La Strada", un premier avenant est nécessaire pour transférer la part du marché de "Ubak" à "La Strada".

Par ailleurs, Mme Nadia Abdelwahed, ex co-gérante de "Ubak" et cheffe de projet référente sur le marché de l'élaboration du PLUi de la Métropole, exerce aujourd'hui en son nom propre, en tant que micro-entrepreneuse. Afin d'assurer une continuité pérenne du projet il est nécessaire que le suivi de cette mission soit confié à Mme Abdelwahed. C'est pourquoi un second avenant est nécessaire pour transférer cette même part du marché de "La Strada" à Mme Abdelwahed.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature des avenants de transfert 1 et 2 du marché *Elaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'Urbanisme communaux à l'échelle des secteurs du SCoT – lot n°1 secteur « Piémont Garrigues »*, transférant la part du marché de l'entreprise cotraitante « Ubak » à « La Strada » dans un premier temps et transférant cette même part du marché de « la Strada » à Mme Abdelwahed dans un second temps

Article 2 : De dire que ces avenants de transfert ne génèrent pas d'incidence financière sur le montant global du lot n°1 du marché 4049bis UH16.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ces deux avenants et plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Madame la Vice-présidente
Chantal MARION



Publiée le : 31 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243490017-20180130-1702018-039-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>montpellier méditerranée métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-042</p>
---	--------------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "CANSINO Didier - Requête n°1706029-4TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1706029-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 décembre 2017 par Monsieur Didier CANSINO tendant à obtenir réparation suite à une chute sur une plaque d'égout dont il a été victime le 5 novembre 2010 rue de l'Agriculture à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 JAN. 2018**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180122-MD2018-042-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **22 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>montpellier méditerranée métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-051</p>
---	--------------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Commune de Pignan - Requête n°1800096-5TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif suite au dépôt de la requête n°1800096-5 de Montpellier le 9 janvier 2018 par la commune de Pignan contre la délibération n°14957 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 2 novembre 2017 relative à l'actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034.2434 000 17 - 20180130 - 702018-051-44.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-052
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CC n° 50 - Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean- Marc LUSSET en qualité de Vice-Président délégué à la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de Clapiers en date du 16 novembre 2017 autorisant la cession de la parcelle cadastrée CC n° 50 d'une superficie de 11 401 m² située lieudit Les Moulières à Clapiers pour un montant total de 101 329 euros au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention ;

- VU la délibération rectificative du Conseil Municipal de Clapiers en date du 21 décembre 2017 régularisant la délibération du 16 novembre 2017 précitée ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « de la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques »,

- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention dénommé BR 2 dans le cadre de la protection contre les inondations du ruisseau des canaux à Clapiers,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Clapiers la parcelle cadastrée CC n° 50 d'une superficie de 11 401 m² située lieudit Les Moulières à Clapiers.

ARTICLE 2 : L'acquisition interviendra pour un montant total de 101 329 euros, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Marc LUSSERT le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 1 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


024-2436007 - 20180201 - ND 2018 - DS2-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 1 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-059
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée CW n°27 sise commune
de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi »
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 20 novembre 2017 par M. Jean-Pierre CASALTA, portant sur la parcelle cadastrée CW n°27, d'une superficie cadastrale totale de 31 791 m² en nature de Landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 191 000 € toutes indemnités confondues, majoré des frais d'agence s'élevant à 13 500 € TTC,

- VU l'avis des services de France Domaine en date du 20 décembre 2017,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de M. Jean-Pierre CASALTA, 2 place du Mont Aigoual à Saint-Aunès (34130), la parcelle en nature de Lande, cadastrée CW n°27, sise commune de Juvignac, d'une superficie cadastrale totale de 31 791 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 191 000 € (cent quatre-vingt-onze mille euros) toutes indemnités confondues, majoré de la somme de 13 500 € (treize mille cinq cents euros) TTC, correspondant aux frais de transaction payables à l'agence immobilière ADC IMMO & Expertise située à Le Crès (34920), ainsi que des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24360017-20180122-MD2018-059-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-060
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention de droit de passage portant sur
la parcelle cadastrée SK n°24 sise
commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole »,
- Vu la convention de droit de passage temporaire véhicules et piétons, signée le 27 décembre 2017 par Mme Nathalie LEVY, permettant la desserte d'un logement situé à l'arrière de la parcelle cadastrée SK n°325, sise commune de Montpellier lui appartenant, s'exerçant sur une emprise de 240 m² sur la parcelle, cadastrée SK n°24, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole,
- CONSIDERANT que le droit de passage s'exerçant sur une emprise de 240 m² de la parcelle SK n°24, appartenant à la Métropole n'est pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur de par son caractère temporaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent un droit de passage temporaire véhicules et piétons s'exerçant pour un logement sur une emprise de 240 m² sur la parcelle cadastrée SK n°24 lui appartenant au profit de Mme Nathalie LEVY, domiciliée 655 rue de la Cavallade à Montpellier (34000) permettant la desserte d'un logement situé à l'arrière de la parcelle SK n°325, sise commune de Montpellier lui appartenant.

ARTICLE 2 : Ce droit de passage est consenti jusqu'à la réalisation d'une voie publique ou la mise en œuvre de tout autre moyen permettant la desserte de manière autonome de l'arrière de la parcelle SK n°325, sise commune de Montpellier ou la résiliation de la convention objet de la présente décision par l'une des parties.

ARTICLE 3 : Ce droit de passage est consenti à titre gratuit compte tenu de son caractère temporaire.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention de droit de passage visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


03-240001-2018-0000-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-061
---	-------------------------------

Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
 convention de groupement de commande
 entre la Ville de Montpellier et Montpellier
 Méditerranée Métropole en vue de la
 conclusion d'un marché pour des
 prestations d'interprétariat en langue des
 signes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

DECIDE

ARTICLE 1 : La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville-centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de prise en charge du handicap, notamment pour l'accessibilité des personnes malentendantes.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où un traducteur en langue des signes serait nécessaire.

Ce besoin peut en effet concerner :

- des agents en situation de handicap qui travaillent pour la Ville et pour la Métropole ;
- la tenue de manifestations mutualisées ou non ;
- les Conseils Municipaux et de Métropole, indépendants pour chacune des structures.

Il est donc constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 en vue de la conclusion d'un marché à procédure adaptée (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Ce marché est conclu avec un minimum total annuel de 8 000 € HT et un maximum annuel de 80 000 €

H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement :

Ville de Montpellier : minimum : 5 000 € HT maximum : 60 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole : minimum : 3 000 € HT maximum : 20 000 € HT

Il sera conclu pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes.

Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

ARTICLE 3 : Après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par la Ville, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

ARTICLE 4 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JAN. 2018

Madame la Vice-présidente
Régine ILLAIRE



Publiée le : 24 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24340017-20180123-MD2018-061-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 24 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-062
---	-------------------------------

Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place un
 groupement de commandes pour la
 passation d'un marché d'études relatif à
 l'évaluation de la convention de la Ville de
 Montpellier avec le FIPHP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Relatif aux marchés publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Madame Régine ILLAIRE, dans le domaine de « Ressources Humaines » ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1er janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier.

Dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions, plusieurs services de la Ville, de la Métropole et du CCAS ont été mutualisés.

La Ville de Montpellier a souhaité devenir Handintégrante en affirmant sa volonté de développer une politique RH globale permettant l'intégration et le maintien en emploi des agents en situation de handicap, tout au long de leur carrière.

La Ville de Montpellier a signé une convention avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) en janvier 2015, pour une durée initiale de trois ans, prolongée pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Afin de déterminer l'opportunité d'un conventionnement commun, pour la période 2019-2021, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier, ont constitué un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 pour la passation d'un marché d'études relatif à : « l'Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP » ;

L'objectif de cette consultation est de retenir un prestataire pour aider les services administratifs à :

- effectuer une évaluation des 4 années de conventionnement FIPHFP/Ville ;
- établir un diagnostic afin de pouvoir juger de l'opportunité d'un futur conventionnement intégrant les 3 structures : Ville/Métropole/ CCAS ;
- élaborer un plan d'action sur les modalités d'organisation, le budget et la coordination des actions entre les différentes structures.

Ce marché est conclu sans minimum avec un maximum de 60 000 € TTC répartis comme suit pour chacun des membres du groupement :

- La Ville de Montpellier : 44 000 € TTC
- Montpellier Méditerranée Métropole : 12 000 € TTC
- le CCAS 4 000 € TTC.

Il sera conclu pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes.

Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

ARTICLE 3 : Après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par la Ville, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

ARTICLE 4 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JAN. 2018

Madame la Vice-présidente
Régine ILLAIRE



Publiée le : 24 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180123-MD2018-062-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 24 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-064
---	-------------------------------

Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LES OUVRIERS
DU MIDI dans le VEAS Parc 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société LES OUVRIERS DU MIDI, représentée par Monsieur Kévin GHIRINGHELLI est une SAS dont l'activité est la maintenance en plomberie et chauffage. Elle est candidate à la location du lot A08 de 221.64 m² pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LES OUVRIERS DU MIDI ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **30 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034. 24340014 - 002018 - 064 - AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>montpellier méditerranée métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-066</p>
---	--------------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Aménagement

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mandat Lauze Est - Commune de Saint
Jean de Védas - Avenant à la convention de
Mandat avec le SA3M**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2014 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- VU la convention de mandat d'études préalables, à l'aménagement du secteur « Lauze Est » sur la Commune de Saint Jean de Védas, conclue le 14 août 2013 avec la SAAM (devenue depuis SA3M),
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études préalables, à l'aménagement du secteur « Lauze Est » sur la Commune de Saint Jean de Védas, notifié à la SAAM le 5 janvier 2016,
- VU l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur de la « Lauze Est » sur la Commune de Saint Jean de Védas, conclue avec la SA3M, objet d'une décision en date du 10 janvier 2017,
- CONSIDÉRANT** que l'évolution récente des procédures réglementaires, notamment au titre du Code de l'environnement, nécessite une réflexion opérationnelle supplémentaire,

- **CONSIDERANT** que les délais de production des études, nécessitant de prolonger la durée du mandat jusqu'au 6 juin 2018 et d'augmenter la rémunération du mandataire de 15 000 €,

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de passer un avenant à la convention de mandat pour acter l'allongement de la durée du mandat de 6 mois et adapter l'annexe n°1 de la convention de mandat relative au calendrier prévisionnel des études à faire réaliser,

- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'intégration des évolutions réglementaires, il convient d'augmenter la rémunération du mandataire de 15 000 € et donc d'adapter l'annexe n°2 de la convention de mandat,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°3 au mandat relatif aux études préalables à l'aménagement du secteur « Lauze Est » sur la Commune de Saint Jean de Védas est passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : La durée prévisionnelle du mandat est portée à 57 mois.

ARTICLE 3 : Le montant global du contrat est augmenté pour passer à 265 000 € HT dont 65 000 € H.T de rémunération de l'aménageur.

ARTICLE 4 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté susvisé portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 FEV. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


054-2440017-201802-27998-cc-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 6 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-068
---	-------------------------------

Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TRIDUCA dans
la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliérain (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier : la SCI TRIDUCA est candidate à l'acquisition du lot G4 de 2 219 m² pour la réalisation d'un immeuble mixte de bureaux et stockage de 1 450 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 500 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés TRIDUCA (location de terrains et autres biens immobiliers), HERAULT EQUIPEMENT AUTOMATISME - HEA (fournisseur de systèmes de sécurité), CAIZERGUES (équipements thermiques et climatisation), RENTMYBOAT (plateforme collaborative de location de bateaux, articles de loisirs, sport et accessoires). Elles prévoient un effectif de 53 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI TRIDUCA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24340017 - 20180130 - MD2017-067-04.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-070
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la convention
d'occupation temporaire du domaine privé
des parcelles cadastrées section SK n° 24p ;
43 p ; 44p et SE n°74 - commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318.- du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société Autoroutes du Sud de la France, portant occupation d'une emprise

de 4 526m² sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24p ; 43 p ; 44p et SE n°74, d'une contenance totale de 12 000m².

CONSIDERANT que l'avancement des travaux de requalification de l'autoroute A 709 (ex autoroute A9) au droit de Montpellier et de Lattes, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral n° 2017-I- 042, nécessitent l'usage d'une zone de stockage de matériaux ainsi que la création d'une voie d'accès au chantier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, portant occupation d'une emprise de 4 526m² sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24p ; 43 p ; 44p et SE n°74, d'une contenance totale de 12 000m².

ARTICLE 2 : La présente est consentie et acceptée à titre gratuit, à compter de sa signature, pour prendre fin le 15 avril 2018.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 31 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017 - 20180130-MD 2018-070-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-071
---	-------------------------------

Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MAM sur le Parc 2000 extension à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier : la SCA MAM est candidate à l'acquisition du lot G1 de 822 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux de 1 114 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 150 m². L'utilisateur final sera la société VALECO, spécialisée dans les énergies renouvelables.
La société prévoit un effectif de 50 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCA MAM ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **30 JAN. 2018**


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24340007 - 20180130-JD 2018-041-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-074
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la
convention d'occupation temporaire du
domaine privé en date des 28 novembre et
13 décembre 2017 relative aux parcelles
cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74
- commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318.- du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- VU le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole les 28 novembre et 13 décembre 2017 au profit de Monsieur Gérard TAINÉ, domicilié Résidence Artémis II – Apt 304 – 101 Place du Parnasse à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 d'une contenance totale de 13 883m²,

CONSIDERANT que l'avancement des travaux d'édification du mur anti bruit réalisé par la Société Vinci nécessite un stockage des matériaux et engins de chantier sur une partie des parcelles précitées pendant une durée de quatre (4) mois,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire du domaine privé des 28 novembre et 13 décembre 2017 est passé entre Monsieur Gérard TAINÉ et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, portant réduction d'emprise à hauteur d'environ 6 337m² pendant une période de 4 mois.

ARTICLE 2 : La présent avenant n° 1 est consenti et accepté moyennant une minoration du loyer annuel rapporté à 200€.

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention précitée restent inchangées.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017 - 2018/25 - RD 2018-074-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 25 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-080
---	-------------------------------

Direction des Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché négocié de
prestations de service n°5039DS17
concernant l'achat d'espaces publicitaires,
d'actions de communication, de billets
pour le développement du tennis - Open
Sud de France 2018.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- La nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Open Sud de France, 3ème plus grand événements tennistique de France après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy ;

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité préalable et sans concurrence pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 11 février 2018 ;
- Que Montpellier Events est la société d'évènementiel qui dispose de l'exclusivité du package de partenariat du tournoi ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 janvier 2018 a attribué le marché à la société MONTPELLIER EVENTS sise Le Corum, Esplanade Charles De Gaulle, 34027 Montpellier.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature du marché 5039DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement du Tennis avec la société Montpellier Events pour un montant de 416.666,61 euros H.T, la part à bon de commande étant limitée à un seuil maximum de 30.000,00 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Vice-président
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 30 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20180130-2018-080-A4


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-083
---	-------------------------------

Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché n°
4768DM17 de prestations de maintenance
et d'extension pour le système de vidéo
existant des carrefours à feux, des sites de
fermetures automatiques et du tunnel de la
Comédie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine de la mobilité et des transports.

Considérant :

- Que dans le cadre de la maintenance globale des installations de vidéo-protection sur l'espace public de la Métropole, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée l'exécution de travaux de maintenance et d'extension pour le système de vidéo existant des carrefours à feux, des sites de fermetures automatiques et du tunnel de la Comédie.
- Que cet accord cadre est décomposé en deux lots :

- Lot 1 : Prestations de maintenance du système vidéo existant sur les carrefours à feux, les sites de bornes et le tunnel de la Comédie
- Lot 2 : Prestations d'extension du système vidéo existant sur les carrefours à feux, les sites de bornes et le tunnel de la Comédie
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1°, 67 à 68 et 78 à 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à bons de commande prenant effet dès sa notification et jusqu'au 31 décembre 2018. Il est reconductible ensuite 3 fois par période d'un an,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - prix des prestations (40%) ;
 - valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %).
- Que la Commission d'Appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 28 novembre 2017 a attribué le marché 4768DM17 Lot 1 après analyse, au groupement IPERION/SOGETREL, Parc d'activités de la Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 Saint Jean de Vedas. Ce groupement propose l'offre économiquement la plus avantageuse pour ce lot.
- Que la Commission d'Appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 28 novembre 2017 a attribué le marché 4768DM17 Lot 2 après analyse, au groupement IPERION/SOGETREL, Parc d'activités de la Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 Saint Jean de Vedas. Ce groupement propose l'offre économiquement la plus avantageuse pour ce lot.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché n°4768DM17 de travaux de maintenance pour le système de vidéo existant des carrefours à feux et des sites de fermeture automatiques de la Métropole au groupement IPERION/SOGETREL – Parc d'activités de la Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 - Saint Jean de Vedas, pour un montant maximum annuel de :

- 180 000 € HT pour le lot 1,
- 200 000 € HT pour le lot 2,

Pour une durée démarrant à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31/12/2018, reconductible trois fois par période d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2018 - 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 FEV. 2018

Monsieur le Vice-président
Jean-Pierre RICO



Publiée le : - 6 FEV. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034 - 201800017 - 20180101 - 27363 - AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 6 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-088
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "ROUX Etienne - Requête n°1706153-4 TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1706153-4 par Monsieur Etienne ROUX le 29 décembre 2017 tendant :

- à l'exécution des travaux de protection des propriétés riveraines du ruisseau le Rieucoulon contre les inondations prescrits par l'expert judiciaire dans son rapport déposé près le Tribunal Administratif le 29 décembre 2017 dans le cadre du référé expertise n°1604771/1606513,
- à condamner conjointement et solidairement les communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser au demandeur le somme de 14 651,86 euros correspondant au coût de l'expertise.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « VINSONNEAU-PALIES, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 JAN 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180125-142018-088-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 JAN. 2018**

Réception en Préfecture **25 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-089
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Etienne
FOURCADIER - Requête n°1706152-
4TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près suite au dépôt de la requête n°1706152-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2017 par Monsieur Etienne FOURCADIER tendant :

- à l'exécution des travaux de protection des propriétés riveraines du ruisseau le Rieucoulon contre les inondations prescrits par l'expert judiciaire dans son rapport déposé près le Tribunal Administratif de Montpellier dans le cadre du référé expertise n°1602462/1605140,
- à la condamnation conjointe et solidaire des communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser la somme de 24 706 euros correspondant au préjudice financier des époux FOURCADIER suite aux inondations des 23 et 24 août 2015,
- à la condamnation conjointe et solidaire des communes de Montpellier et Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole, le SYBLE et la société ASF à verser aux époux FOURCADIER la somme de 17 162,30 euros correspondant au coût de l'expertise.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2018

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 25 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-2018-01-25-1772017-074-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 25 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-096
---	-------------------------------

Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision modificative de la régie de recettes du Parking Hôtel de Ville

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2015-697 du 8 décembre 2015, portant création d'une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Hôtel de Ville) à Montpellier, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis conforme du 19 janvier 2018, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, le besoin d'ajuster le montant de l'encaisse aux recettes effectivement perçues.

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°D2015-697 est modifiée comme suit : Il est institué une régie de recettes prolongée pour le parking Hôtel de Ville, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée dans les locaux d'INDIGO, Parc du Triangle – Allée Jules Milhau – 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits de stationnement dans le parking,
- cartes d'abonnement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement (bancaire, mandat administratif),
- par prélèvement automatique.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique, factures ou cartes d'abonnement.

ARTICLE 5 : Dans le cadre de la régie prolongée, la date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, est fixée à trois mois.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 600 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 200 000 €.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034 - 24340017 - 20180130 - 202018 - 096-AU .

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-099
---	-------------------------------

Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 de
modification de la répartition issue de
l'avenant de co-utilisation du marché
n°4361AT16 de maîtrise d'œuvre
concernant la réalisation de travaux
d'infrastructure, de voirie, de réseaux
divers et d'hydraulique sur la commune de
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision de co-utilisation par la Métropole et la commune de Jacou du marché n°4361AT16 de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique conclu jusqu'au 20/03/2018 pour une durée d'un an reconductible trois fois avec le cabinet GAXIEU, sans montant minimum et pour un montant maximum de 180 000 euros HT pour la durée du marché.

Considérant :

- Que l'avenant n°1 de co-utilisation a été élaboré sur la base du montant maximum de 180 000, 00 € HT, et qu'il convient de préciser que la répartition du montant ne s'applique qu'à compter de la notification de l'avenant de co-utilisation, soit du 17/03/2016.
- Que la durée du marché d'un an renouvelable trois fois a impliqué, lors de l'enregistrement de la co-utilisation par la Métropole, la division du montant de 180 000, 00 € HT par quatre, pour obtenir un montant annuel de 45 000, 00 € réparti à hauteur de 35 000,00 € HT pour la Métropole et 10 000, 00 € HT pour la commune de Jacou pour les deux dernières périodes allant du 17/03/2016 au 20/03/2017 et du 21/03/2017 au 20/03/2018.
- Que la commune de Jacou demande la modification de la répartition afin de confier une mission supplémentaire de voirie VRD au titulaire du présent marché, et qu'il convient donc de céder à la commune la part Métropole restant disponible pour la dernière période d'exécution s'élevant à 17 177, 84 € HT, en modifiant la répartition du montant annuel à hauteur de 27 177, 84 € HT pour la commune de Jacou et 17 822, 16 € HT pour la Métropole.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4361AT16 de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique conclu avec le cabinet GAXIEU à Béziers.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

1^{er} FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 1 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034.24.34.00017-20180201-YU1018-099-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 1 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-100
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Requête Danielle FOURNIER - 17MA05081"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°17MA05081 par Madame Danielle FOURNIER le 28 décembre 2017 tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1500005 du 18 juillet 2017 portant rejet de la demande d'annulation de la décision de préempter de la parcelle cadastrée section B n°545 sise à Saint Brès prise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 4 novembre 2014.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 31 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017 - 20180130 - RD 2018-100-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **30 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-102
---	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'autorisation d'occupation
temporaire domaine public militaire -
parcelle cadastrée HM n°509, sise rue
Pagézy à Montpellier - Aménagement du
centre d'art contemporain (MoCo)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la délibération n°13898 en date du 30 juin 2016, entérinant notamment le programme général du centre d'art contemporain sur le site l'Hôtel Montcalm,
- VU le courrier en date du 21 décembre 2017 par lequel le service de la gestion domaniale transmet la soumission portant acceptation des conditions financières d'une autorisation d'occupation temporaire pour l'occupation du 15 mars 2018 au 31 mai 2019 d'une emprise d'environ 150 m² sur la parcelle cadastrée HM n°509 sise rue Pagézy à Montpellier appartenant au Ministère de la Défense et relevant de son domaine public, et fixe à 345 € la redevance forfaitaire pour ladite occupation,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'occuper temporairement, du 15 mars 2018 au 31 mai 2019, une emprise d'environ 150 m² sur la parcelle cadastrée HM n°509 sise rue Pagézy à Montpellier appartenant au Ministère de la Défense et relevant de son domaine public, pour permettre la création d'un accès chantier dans le cadre des travaux d'aménagement d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel Montcalm,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le principe de l'autorisation d'occupation temporaire du 15 mars 2018 au 31 mai 2019 d'une emprise d'environ 150 m² de la parcelle cadastrée HM n°509, sise rue Pagézy à Montpellier appartenant au Ministère de la Défense et relevant du domaine public militaire.

ARTICLE 2 : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie moyennant une redevance forfaitaire pour la durée de l'occupation de 345 € (trois cent quarante-cinq euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 903 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la soumission portant acceptation des conditions financières d'une autorisation d'occupation temporaire de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire et notamment l'autorisation d'occupation temporaire y afférent.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017 - 20180125 - RD 2018-102-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 JAN. 2018**

Réception en Préfecture : **25 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-105
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Thierry RUF - Requête n°1706137-5 TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1706137-5 par Monsieur Thierry RUF le 28 décembre 2017 contre la délibération n° 14957 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 2 novembre 2017 relative à l'actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017 - 20180130 - TD 2018-105 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>Montpellier Méditerranée Métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-113</p>
---	--------------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain Renforcé - parcelle
cadastrée AR n° 1 - sur le territoire de la
Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Jacou approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2006,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 25 janvier 2018, instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la parcelle cadastrée AR n° 1 située en zone U2e du PLU de Jacou,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain renforcé à la Commune de Jacou sur la parcelle cadastrée AR n° 1, tel que indiqué au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 2 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAURIEU



Publiée le : - 2 FEV. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-2634 0017 - 20180101 - 27921 - Au

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 FEV. 2018

Réception en Préfecture - 2 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-114
---	-------------------------------

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "René REVOL - Requête n°1706141TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif suite au dépôt de la requête n°1706141-5 le 28 décembre 2017 par Monsieur René REVOL tendant à l'annulation de la délibération n°14957 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 2 novembre 2017 relative à l'actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 31 JAN. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400017-20180130-102018-114-Au.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>Montpellier Méditerranée Métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-115</p>
---	--------------------------------------

Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à la mise à disposition d'un agent auprès de l'Association Opéra Orchestre National de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ,
- VU la délibération n°15085 du 20 décembre 2017 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,
- VU l'Arrêté n°A2017-194 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonctions dans le domaine des Ressources Humaines attribuée à Madame Régine ILLAIRE,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Marc DANIEL a sollicité sa mise à disposition auprès de l'Association Opéra Orchestre de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Monsieur Marc DANIEL est mis à disposition de l'Association Opéra Orchestre de Montpellier à 100% pour une durée de 3 ans à compter du 22 janvier 2018.

ARTICLE 2 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée au Ressources Humaines est autorisée à signer la convention de mise à disposition visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : - 1 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 1 FEV. 2018

034-243400017-20180201-1702018-115-AU-

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>Montpellier Méditerranée Métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-116</p>
---	--------------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de
60/300èmes des droits indivis de la parcelle
cadastrée SK n°264 - rue de la Cavalade
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'AN-RU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.»
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 novembre 2017 par Mesdames Nathalie LEVY et Francine ASTRUC, portant sur les 60/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, d'une superficie cadastrale de 2 462 m² sise commune de Montpellier, moyennant un prix de 14 772 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Mme Nathalie LEVY, domiciliée 655 rue de la Cavallade à Montpellier (34000), et de Mme Francine ASTRUC, domiciliée 13 lot Puech Merle à Montarnaud (34570), les 60/300^{ème} des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, sise commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 2 462 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition des droits indivis aura lieu moyennant le prix de 14 772 € (quatorze mille sept cent soixante-douze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des droits indivis de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JAN. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 31 JAN. 2018


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24340007-20180130-M02018-116-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JAN. 2018

Réception en Préfecture : 30 JAN. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 <p>Montpellier méditerranée Métropole</p>	<p>Décision n° MD2018-117</p>
---	--------------------------------------

Direction de l'Economie et de l'Emploi
Directeur de Projets

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°4378DE16 -
avenant au marché relatif à la refonte des
sites internet de la Direction du
développement économique et de l'emploi
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat,
- Vu la décision D2016-785 relative au marché n° 4378DE16 attribuant le lot n° 1 relatif à la refonte des sites internet de la direction du développement économique et de l'emploi de

Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise CHOOSIT, pour un montant de 114 000 euros HT et pour une durée de 4.

Considérant :

- Que la refonte des sites, tel que prévu au marché doit répondre à quatre objectifs : renforcer et améliorer, par les outils digitaux, le rayonnement international de la Métropole ; permettre la conversion du visiteur en usager / acteur ; optimiser les processus internes ; établir une base de donnée stratégique
- que la modification des prestations supplémentaires introduite par l'avenant et relative à la réalisation du site « <http://www.montpellier-capital-sante.com/> », est nécessaire pour répondre à ces objectifs

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n° 4378DE16 – Refontes des sites internet de la direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n°1 - à l'entreprise CHOOSIT, avenant d'un montant de 11 400 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 6 FEV. 2018



Madame la Vice-présidente
Christiane MARION

Christiane Marion

Publiée le : – 6 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-24340017-20180206-28023.ec

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 6 FEV. 2018

Réception en Préfecture : – 6 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

 montpellier <small>méditerranée</small> Métropole	Décision n° MD2018-129
--	-------------------------------

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelles cadastrée section SM n° 14-51-
24p - commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318.- du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Henri MERY, domicilié 19, Rue de l'Imprimerie, Villa « les

Roses » à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°14, 51, 24p d'une contenance totale de 11 133m², l'usage du garage implanté sur la parcelle SM n° 14 ainsi que l'accès à la chapelle aux fins d'utilisation du contacteur permettant le démarrage de la pompe à eau, l'accès aux parcelles intervenant par les parcelles SM 22, 27 et 29,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de une année à compter de la signature de la convention, entre Monsieur Henri MERY et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°14, 51, 24p d'une contenance totale de 11 133M²,

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 500€.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUBEL



Publiée le : - 2 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340007 - 20180202 - 1702018-129-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 2 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES FEVRIER 2018

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0010	Arrêté relatif à la CDACi du 12 février 2018	464
MAR2018-0057	Représentation de l'autorité territoriale aux Conseils de Discipline	466
MAR2018-0064	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès	468
MAR2018-0059	Arrêté d'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain - voie privée dénommée ' rue Cité du Mas de Tesse ' - parcelle cadastrée KS 40 - Commune de Montpellier	472
MAR2018-0091	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 213 avenue du Père Soulas Parcelle KM 31 - Interdiction d'habiter pour l'ensemble des logements	475
MAR2018-0092	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de FABREGUES - Immeuble sis 4 Place Jean GAILLAC Parcelle AC N°214 - Interdiction d'habiter pour l'ensemble de l'immeuble	478
MAR2018-0095	Exclusion temporaire du réseau des médiathèques	481



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté relatif à la CDACi du 12 février
2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique le lundi 12 février à 14h30.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter le lundi 12 février à 14h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique de l'Hérault, qui se réunira en préfecture de l'Hérault, place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen de la demande d'autorisation pour la création d'un Méga CGR de 15 salles et 2335 places situé Shopping Promenade Ode à la Mer, avenue Georges Frêche, à Pérols.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 12 févr. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-26916-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/02/18

Réception en Préfecture : 12/02/18

Notifié le : 12/02/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Représentation de l'autorité territoriale aux Conseils de Discipline

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses article L. 5211-9 et L.5211-10,
- VU le décret n°89-677 du 18 septembre 1989modifié relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

Considérant que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors des conseils de discipline et notamment lors des tirages au sort désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au conseil de discipline,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Directeur de l'Administration des Ressources Humaines au sein du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, pour représenter l'autorité territoriale lors des tirages au sort désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au conseil de discipline et lors de leur tenue.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 févr. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29094-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/18

Réception en Préfecture : 15/02/18

Notifié le : 15/02/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la modification n°1 du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune
de Saint-Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté n°A2017-273 du 02/11/2017 portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-334 du 04/10/2016, prescrivant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la Commune de Saint-Brès, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU de la Commune de Saint-Brès, en vue notamment d'ouvrir à l'urbanisation la zone AU0 située à l'entrée du village pour conforter le pôle économique de la ZAC Cantausseil ;
- VU la délibération n°14139 du 25/10/2016 justifiant l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU0 ;
- VU la délibération n°2017-040 du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès en date du 20/07/2017 émettant un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°1 du PLU aux personnes publiques associées en date du 04/08/2017 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 04/08/2017

auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU ;

- VU l'arrêté n°A2017-247 en date du 14/09/2017 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de St Brès, du 23/10/2017 au 17/11/2017 ;
- VU la décision n°E17000133/34 en date du 03/01/2018 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Jean JORGE en qualité de commissaire enquêteur;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-247 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de Saint-Brès, du 23/10/2017 au 17/11/2017, est abrogé.

ARTICLE 2 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 12/03/2018 à 9h00 et jusqu'au 13/04/2018 à 18h00 inclus, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU de la Commune de Saint-Brès en vue, notamment, d'ouvrir à l'urbanisation la zone AU0 située à l'entrée du village et conforter le pôle économique de la ZAC Cantausse.

ARTICLE 3 : Par décision n°E17000133/34 en date du 03/01/2018, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Jean JORGE, Ingénieur divisionnaire des TPE retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Saint-Brès (Place de la Ramade - 34670 Saint-Brès) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Saint-Brès, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 18h,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le site internet de la Commune (<http://www.ville-saintbres.fr>).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : «M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°1 du PLU de Saint-Brès - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : saintbresm1@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale et par courrier électronique,

ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en mairie et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Saint-Brès (Place de la Ramade - 34670 Saint-Brès) :

- le lundi 12/03/2018 de 09h à 12h ;
- le jeudi 29/03/2018 de 15h à 18h ;
- le vendredi 13/04/2018 de 15h à 18h.

ARTICLE 6 : Conformément à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 22/12/2017, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 7 : La personne responsable du projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Saint-Brès est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Saint-Brès, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 9 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Panneau d'affichage sur la façade de la mairie, 14 place de la Ramade ;

- Panneau d'affichage situé impasse des Ecoles ;
- Panneau d'affichage situé rue de la Frigoule ;
- Panneau d'affichage situé à l'angle de l'avenue des Sophoras et de la rue des Aires ;
- Entrée de la ZAC Cantaussel, avenue Jean Jaurès ;
- Angle de l'avenue de Nîmes et de la rue de l'Olivette.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le site internet de la Commune (<http://www.ville-saintbres.fr>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Saint-Brès, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 12 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Saint-Brès, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 13 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Saint-Brès et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 févr. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Chantal MARION



Publiée le : 19/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-29680-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/02/18

Réception en Préfecture : 19/02/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté d'ouverture d'enquête publique
relative au transfert d'office
dans le domaine public métropolitain - voie
privée dénommée ' rue Cité du Mas de
Tesse ' - parcelle cadastrée KS 40 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le code de la Voirie routière, et notamment les articles L.141-3, L.141-12 et R.141-4 à R.141-10,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° D2017-1051 en date du 15 janvier 2018 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée KS 40, rue Cité du Mas de Tesse, à Montpellier, dans le domaine public métropolitain,
- VU les pièces composant le dossier soumis à enquête publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40, correspondant à la voie privée ouverte à la circulation publique, dénommée « rue Cité du Mas de Tesse », commune de Montpellier, visée dans la décision n° D2017-1051 en date du 15 janvier 2018. Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours, du lundi 19 mars 2018 inclus au jeudi 05 avril 2018 inclus.

ARTICLE 2 : Madame Anne-Marie GIRARD, retraitée du Ministère de l'Équipement, demeurant à Saint-Guiraud (34725) est désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur sera déposé en Mairie de Montpellier, et au siège de la Métropole, du lundi 19 mars 2018 inclus au jeudi 05 avril 2018 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Montpellier, lundi-mardi-mercredi-vendredi de 8h30 à 17h30, jeudi de 10h à 19h, et du siège de la Métropole du lundi au vendredi de 8h à 18h, du lundi 19 mars inclus au jeudi 05 avril 2018 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Madame le Commissaire-Enquêteur
Transfert d'Office sur la Commune de Montpellier
DAFI – Service Foncier Espaces Publics
CS 39556 – 50 place Zeus
34961 Montpellier Cedex 2

ARTICLE 4 : Madame Anne-Marie GIRARD, Commissaire-Enquêteur désignée, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Montpellier :

- le lundi 19 mars 2018, de 09h00 à 12h00 ;
- le jeudi 05 avril 2018, de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 5 : Un avis au public, portant les indications du présent arrêté métropolitain, sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête.

Cet avis sera aussi publié sur les sites internet de la Ville de Montpellier et de la Métropole, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du présent arrêté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Montpellier, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Maire de Montpellier ou leurs délégataires.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête prévu par l'article 3, les registres seront clos, paraphés et signés par Madame le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées de Madame le Commissaire-Enquêteur pourront être consultés au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles

d'ouverture des bureaux au public. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

ARTICLE 7 : Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, le dossier d'enquête sera adressé par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à Monsieur le Préfet de l'Hérault et la décision de transfert sera prise par arrêté préfectoral à la demande de la Métropole.

ARTICLE 8 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- Madame le Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 9 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Montpellier et Madame le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 févr. 2018

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 21/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29357-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/02/18

Réception en Préfecture : 21/02/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Habitat

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**ARRETE DE PERIL IMMINENT -
Commune de MONTPELLIER -
Immeuble sis 213 avenue du Père Soulas
Parcelle KM 31 - Interdiction d'habiter
pour l'ensemble des logements**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- Vu l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- Vu le rapport dressé par Monsieur Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 15 janvier 2018, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- Vu l'avertissement envoyé à Maître RAYMOND, administrateur provisoire du syndicat de copropriété, et à Mme HOTTEAU, tutrice légale de Mme JOUX, copropriétaire, de l'immeuble sis 213 avenue du Père Soulas à Montpellier (34070), parcelle cadastrée KM 31 ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 213 avenue du Père Soulas, concernant tout le bâtiment.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par l'administrateur provisoire Maître RAYMOND demeurant Immeuble les Avocats du Thélème – 500 rue Léon Blum à Montpellier (34000) devra dans un délai de **2 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Renforcer les fondations du côté de l'avenue du Père Soulas pour empêcher le glissement de l'immeuble vers ce versant de pente ;
- Poser des tirants sur l'immeuble, perpendiculairement à la route ;
- Poser des contreforts aux angles de l'immeuble côté route ;
- Faire intervenir un homme de l'art afin de vérifier l'état de la structure dans son ensemble ;
- Faire réaliser les travaux de mesures conservatoires par des hommes de l'art.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par l'administrateur provisoire Maître RAYMOND et les copropriétaires ou leurs ayants droits, mentionnés à l'article 1, d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **tous les logements de l'immeuble doivent être entièrement évacués de leurs occupants immédiatement.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 5 : Si le syndicat des copropriétaires, l'administrateur provisoire ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndicat des copropriétaires, l'administrateur provisoire, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le 23 févr. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30523-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/02/18

Réception en Préfecture : 23/02/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Habitat

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**ARRETE DE PERIL ORDINAIRE -
Commune de FABREGUES - Immeuble sis
4 Place Jean GAILLAC Parcelle AC N°214
- Interdiction d'habiter pour l'ensemble de
l'immeuble**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative ;
- Vu l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu le rapport dressé par Mme Françoise RIEU expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 27 Décembre 2017, concluant à l'existence d'un péril ordinaire ;
- Vu l'avertissement envoyé à MM et Mmes RAYNAL propriétaires de l'immeuble sis 4 Place Jean GAILLAC à FABREGUES (34690), parcelle cadastrée AC N°214,

Considérant qu'il ressort de ce rapport que des mesures provisoires doivent être prises en vue de garantir la sécurité du public et des voisins, laquelle est menacée par l'état du bâtiment sis 4 Place Jean GAILLAC à FABREGUES (34 690) dans son ensemble.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les propriétaires ou leurs ayants droits,
- M. Georges RAYNAL, 8 rue Chollet 69250 ALBIGNY-SUR-SAONE

- Mme RAYNAL épouse BELLEMIN Jeanne, 14 rue Jean Chevailler- 69008 LYON
- Mme RAYNAL Marcelle (décédée—succession vacante) Trésorerie Générale de la Région Rhône Alpes et du Rhône. France Domaine - Pôle de Gestion des Patrimoines privés - 3 rue de la Charité - 69268 LYON cedex 02
- Mme RAYNAL Paulette – EPHAD ST FRANCOIS- 83150 LORGUES
- M. Claude RAYNAL – 3 Place de l'Eglise - 80132 CAMBON

de l'immeuble sis 4 Place Jean GAILLAC à FABREGUES (34690) sont tenus de prendre dans un délai de **1 mois**, les mesures suivantes en vue de garantir la sécurité publique en procédant à :

- La protection de l'angle Sud-Est de la façade sur la rue Marcellin ALBERT,
- L'interdiction de l'accès et du stationnement sur et sous le balconnet en façade sur la rue Marcellin ALBERT.

Puis dans un délai de **3 mois** en procédant à :

- Remaniement des tuiles déplacées en versant de toiture sur la rue Marcellin ALBERT
- La désignation d'un bureau d'étude ou d'architecte pour procéder à un diagnostic de la structure et rendre des prescriptions de travaux de confortement.

ARTICLE 2 : Faute pour les propriétaires, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des propriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Si les propriétaires ou leurs ayants droit, à leurs initiatives, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le 23 févr. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23/02/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30529-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/02/18

Réception en Préfecture : 23/02/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Exclusion temporaire du réseau des médiathèques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que M. Olivier SIKHRA, dont le numéro d'abonné est le 1572009, ne se conforme pas aux règles de fonctionnement de la médiathèque, à savoir la communication de ses coordonnées mail, permettant l'accès au service d'adaptation à distance. Ainsi, M. Olivier SIKHRA ne pouvant, de son fait, être prévenu par mail, téléphone tous les jours, voire plusieurs fois par jour (jusqu'à 30 appels quotidiens) notamment pour prendre et modifier ses rendez-vous, depuis le mois de janvier 2018, que ces appels peuvent durer jusqu'à 40 minutes, que M. Olivier SIKHRA peut appeler sans discontinuer pendant 20 minutes,
- **CONSIDERANT** que M. Olivier SIKHRA remet également en cause le professionnalisme des agents, qu'il intervient sur le matériel informatique du service Homère malgré les rappels répétés de cette interdiction,
- **CONSIDERANT** que ce comportement relève du harcèlement téléphonique et perturbe le fonctionnement normal du service,
- **CONSIDERANT** que M. Olivier SIKHRA a déjà fait l'objet d'exclusions temporaires liées à son comportement,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le porteur de la carte n°1572009, établie au nom de M. Olivier SIKHRA, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de dix-huit mois à compter de son affichage sur site, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 févr. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30670-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/02/18

Réception en Préfecture : 28/02/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.